



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 25 janvier 2022**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022

Adoption des procès-verbaux des Conseils de Métropole du 23 novembre 2021 et du 14 décembre 2021

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Hors commission - Commune de Montpellier - Quartier Centre - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Objectifs et modalités de concertation et d'association du public - Opération dénommée Ricardo Bofill - Approbation
2. Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2021 - Approbation
3. Ressources - Vote en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption
4. Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption
5. Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption
6. Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption
7. Ressources - Budget Primitif 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption
8. Hors commission - Oxygène, des mobilités décarbonées pour un air de qualité
9. Attractivité - Pôle vin - Salon de Montpellier, vins d'Occitanie du 2 au 3 mai 2022 - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
10. Environnement - Révision de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) pour développer la souveraineté agricole et la résilience alimentaire du territoire métropolitain - Approbation
11. Hors commission - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à l'enseignement supérieur et à la recherche dans la perspective du contrat de plan Etat Région 2021-2027 - Intentions de financements de la Métropole - Approbation
12. Environnement - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Santé Publique France pour la réalisation d'une étude pilote destinée à évaluer les impacts sur la santé de multiples expositions environnementales - Autorisation de signature
13. Aménagement durable - Convention-type pour le financement des travaux de modification de la signalisation d'information locale des établissements hôteliers - Approbation - Autorisation de signature
14. Ressources - Contrat territorial 2018-2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie - Programme Opérationnel 2021 - Approbation
15. Hors commission - Résorption du bidonville de Celleneuve - Échange foncier pour l'implantation d'un village de transition secteur de la Rauze à Montpellier - Opération de travaux - Plan de financement - Demande de subvention auprès du FEDER - Approbation - Autorisation de signature
16. Aménagement durable - Opération d'aménagement sur la commune de Cournonterral - Réalisation des accès multimodaux aux futurs lycée et gymnase - Déclaration d'intention pour la concertation préalable - Approbation
17. Aménagement durable - Commune de Baillargues - Modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme de Baillargues - Approbation
18. Aménagement durable - Commune de Lattes - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

19. Attractivité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EU Project Innovation Centre (EUPIC) pour l'année 2022 - Convention - Autorisation de signature
20. Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Cellule Économique Régionale de la Construction en Occitanie (CERC Occitanie) pour l'Observatoire du foncier et de l'immobilier d'entreprise de Montpellier et de son territoire urbain - Renouvellement de la convention - Autorisation de signature
21. Attractivité - Espace Numérique Collaboratif de l'Hôtel French Tech - Mise à disposition auprès des partenaires - Autorisation de signature
22. Attractivité - Avenant à la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Services Pétroliers Schlumberger - Autorisation de signature
23. Solidarités - Conseils citoyens - Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement - Approbation
24. Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"
25. Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau, Figuerolles, Nord Ecusson - Attributions de subvention pour la réhabilitation de 10 logements - Autorisation de signature
26. Environnement - Convention de développement du centre de ressources de l'Écolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) de l'Hérault - Renouvellement - Autorisation de signature
27. Ressources - Attributions de Compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2022 - Approbation
28. Ressources - Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2022 - Approbation
29. Ressources - Contrat d'emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement pour le financement de la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature
30. Ressources - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Approbation
31. Ressources - Débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire
32. Ressources - Organisation du temps de travail à 1607h - Jours de compensation accordés dans le cadre de cycles de travail contraints - Approbation
33. Hors commission - Modification du Tableau des emplois et des effectifs - Approbation
34. Cycles de l'eau - Création d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement - Fixation de la dotation initiale - Approbation
35. Cycles de l'eau - Règlement de service d'assainissement collectif - Mise à jour dans le cadre du passage en régie sur les secteurs Est et Ouest - Approbation
36. Cycles de l'eau - Conventions de mandat relatives à la facturation, au recouvrement et au reversement de la redevance d'assainissement collectif entre les facturiers de l'eau des communes des secteurs Est et Ouest de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
37. Cycles de l'eau - Convention de mandat autorisant la société SAUR à facturer des prestations au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

38. Cycles de l'eau - GEMAPI - Programme d'animations et d'événements « Cap sur les salines 2022 » sur les sites du lido et des salines de Villeneuve, des étangs de Vic et de Pierre blanche et de la Réserve naturelle nationale de l'Estagnol - Convention d'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du bassin de Thau - Autorisation de signature
39. Cycles de l'eau - GEMAPI - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie pour la mise en œuvre du plan d'actions sur les sites naturels protégés des salines de Villeneuve et de l'étang de Vic pour l'année 2022 - Autorisation de signature
40. Cycles de l'eau - GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Galerie éphémère 2022 - Manifestation art et nature - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature
41. Ressources - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'UGAP dans le cadre d'un groupement de commande au sein de la Région Occitanie - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature
42. Solidarités - Bien Vieillir - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault relative à la réception et aux traitements des appels de la Téléalarme - Autorisation de signature
43. Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Approbation
44. Hors commission - Organismes Extérieurs - SPL Occitanie Events - Augmentation de capital - Participation - Autorisation accordée au représentant de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
45. Hors commission - Organismes extérieurs - Société publique locale - SPL SA3M - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation
46. Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport Spécial 2020 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation
47. Hors commission - Organismes Extérieurs - Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Approbation
48. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
49. Solidarités - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
50. Aménagement durable - Attributions de subventions dans la thématique "Mobilités" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature
51. Hors commission - Attributions de subventions - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50 Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales:

Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Patricia WEBER.

Absents (es)/excusés (es) :

Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Joël VERA.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ

Monsieur le Président

Bonjour. Merci à tous de bien vouloir prendre place. Nous sommes dans la configuration liée à la crise de la Covid-19. Je remercie les collègues qui ont laissé pouvoir, pour veiller à ce que nous soyons responsables dans la tenue de cette Assemblée : ils nous suivent pour moitié en visioconférence, l'autre moitié est présente.

Nous n'avons pas tenu, conformément à aux instructions, et dans l'esprit de responsabilité qui est le nôtre depuis le début de la crise, que ce soit les collègues Maires ou la Métropole, de cérémonies de vœux pour la seconde année consécutive, par responsabilité. C'est l'occasion pour moi, officiellement, de vous souhaiter les meilleurs vœux et les meilleurs vœux pour notre territoire, pour tous les hommes et femmes qui y vivent, pour tous les enfants qui y grandissent et pour tous ceux qui œuvrent pour son bien commun. D'ailleurs, vous l'avez vu – et elle a été relevée par la presse – la vidéo des vœux s'est efforcée de mettre à l'honneur des hommes et des femmes qui incarnent l'esprit de la Métropole. Il en manque beaucoup, mais elle a été saluée, car c'est l'engagement, la vitalité du territoire que nous avons voulu mettre à l'honneur.

Quelques éléments d'informations. D'abord, je voudrais avoir des mots publics de soutien – je sais qu'Arnaud [MOYNIER] s'y est rendu il y a quelque temps – pour tous les habitants de Heidelberg, son Maire Eckart WÜRZNER et l'ensemble des habitants de la Ville de Heidelberg, à la suite de l'épouvantable tragédie qui frappe la Ville. Nous avons échangé ce matin, c'est une épreuve. Adresser, en votre nom, une nouvelle fois, des mots de soutien pour Heidelberg.

Je sais qu'il y a un rassemblement à l'extérieur de l'Hôtel de Métropole, et naturellement mon Directeur de Cabinet est à disposition pour recevoir les personnes qui s'expriment pour pouvoir dialoguer.

Autre point que je voudrais indiquer – ça n'a été soulevé par personne ici, mais quand même, je voudrais le dire – nous tenons nos Conseils de Métropole en journée. Certains disent « *on ne peut pas venir, parce que j'ai une activité professionnelle* ». C'est sûr. Mais d'autres ont une activité familiale le soir, qui peut être de prendre soin, de garder les enfants. Le Code général des collectivités territoriales donne des crédits d'heures, permet l'organisation dans la vie professionnelle, et heureusement. Nous avons nous-mêmes fait des efforts pour bien lisser l'agenda pour que chacun puisse s'organiser au mieux, et y compris réduit le nombre de Conseils pour que ce ne soit pas trop compliqué. Je voudrais rappeler que l'ensemble des élus qui siègent ici perçoivent une indemnité, conformément à la loi, il ne s'agit pas d'en juger le montant – est-il confortable ou pas confortable – mais tout le monde prend ses dispositions. Ce que nous faisons, c'est comme toutes les grandes métropoles de France, en tout cas toutes les métropoles et villes de plus de 150 000 habitants : nous délibérons en journée. C'est le cas à Lyon, c'est le cas à Paris, c'est le cas au Conseil régional, c'est le cas au Conseil départemental, ... Enfin, ça nous fait faire aussi des économies, de délibérer en journée, eu égard au Service des Assemblées – dont je veux saluer évidemment le professionnalisme. Quand c'est pendant la journée, ce n'est pas en heures supplémentaires : tenir le Conseil en journée, ce sont des économies de fonctionnement de 25 %. Je crois que quand on est candidat à des élections, qu'on siège dans la majorité ou parfois quand on se qualifie dans l'opposition – ce qui est tout à fait respectable – on essaie d'être présent et on ne cherche pas à polémiquer là-dessus ou, d'ailleurs, on peut éventuellement intervenir dans cette instance. Je rappelle enfin que, quand on n'est pas assidu dans l'Assemblée, au lendemain de mon élection, nous avons instauré un système de pénalités au maximum de ce que la loi nous permet, c'est-à-dire de réduire de moitié les indemnités. Je tiens à le préciser, parce que les petites polémiques qui peuvent créer des malentendus, je veux ici les lever pour dire comment nous fonctionnons.

Autre point : permettez-moi de le saluer, ce week-end sportif fut remarquable, pour l'équipe du Montpellier Hérault Rugby (MHR) qui arrive en huitième de finale, pour l'équipe féminine de rugby qui a triomphé devant Lyon au stade Sabathé, avec toute la générosité de cette équipe, huit fois championne de France – c'est trop méconnu. Le résultat du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) à la Mosson face à Monaco dont on nous prédisait un triste sort. Mais la loi du sport, c'est que les meilleurs gagnent ! Là, en l'occurrence, Montpellier a brillé de manière remarquable, et on souhaite le succès samedi face à l'Olympique de Marseille (OM) au Vélodrome en coupe de France. Il y a un très beau collectif qui s'affirme sur le terrain à la Mosson.

Sur le plan du sport, deux événements importants vont se dérouler, et les restrictions sanitaires se lèvent, donc c'est une très bonne nouvelle. L'Open Sud de France qui commence la semaine prochaine, qui est un moment important pour tous les licenciés, tous les amoureux du tennis, que nous allons tenir à l'Aréna. Puis nous allons accueillir – ça a été initié par mon prédécesseur et évidemment on s'inscrit en continuité – les

championnats internationaux de patinage artistique se dérouleront à Montpellier, avec le soutien de la Région, de sa Présidente Carole DELGA que je veux remercier, et qui sera le seul événement sportif international à se dérouler en France. Tout ça, c'est l'illustration de notre dynamique sportive, et ce sera un événement à très, très forte visibilité, et pour tous les habitants de la Métropole l'occasion d'assister à différentes compétitions sportives après les Jeux olympiques de Pékin.

Évidemment aussi, sur le plan de la culture, comment ne pas recommander l'exposition – ça avait été signalé par notre collègue Éric PENSO, Vice-Président – « *La beauté en partage* », qui est quand même le fruit des décisions de cette Assemblée, qui a permis l'acquisition de nombreuses œuvres au musée Fabre. Le musée fait une rétrospective des quinze ans d'acquisition, décision publique mais aussi soutien des donateurs.

Enfin, je voudrais revenir sur la semaine qui s'est déroulée, en termes de décisions. Montpellier, fut connue pour ses rivalités entre les collectivités territoriales, des dossiers enlisés depuis très longtemps, qui n'avançaient pas, où le énième parapheur présenté en conférence de presse annonçait que ça se faisait. La semaine dernière deux dossiers majeurs, structurants, ont fait l'objet d'annonces et de décisions très importantes.

La première, c'est l'avis favorable et sans réserve du Conseil d'État pour le Contournement Ouest de Montpellier (COM), qui à la fois pour les communes de l'ouest de la Métropole sera une réponse, et pour la ville-centre une possibilité de sortir le trafic de transit, et ainsi agir sur la qualité de l'air pour les populations. Ce Contournement Ouest, ça fait 25 ans que l'on en parle. Le décret pose le principe de l'adossment à la concession d'autoroutes, aux sociétés d'autoroutes, et donc ce n'est pas la Métropole qui le financera. Conformément à l'engagement du Premier ministre, il n'y aura pas de péage. Du point de vue de notre système de mobilités, ça nous permet de doter le territoire d'une rocade – qui, rappelons-le, est apparue dans les premiers documents en 1994. L'avis favorable du Conseil d'État engage la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier, qui va être travaillé comme un boulevard urbain, car nous avons comme enjeu – notamment sous l'autorité de Madame FRÊCHE – de faire en sorte qu'il y ait des voies dédiées pour des Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), non pas intra-Métropole cette fois-ci, mais pour aller chercher les mobilités extérieures à la Métropole, puisque notre territoire n'est pas doté d'étoile ferroviaire. Je le dis : ce décret est très important. Il a été obtenu comment ? Il a été obtenu parce que, les uns et les autres, nous nous sommes mobilisés, non pas à grands coups d'éclat médiatique, mais avec de nombreuses rencontres avec les partenaires, avec l'unité des collectivités territoriales. L'expression que j'emploie en la matière, c'est « *gouvernance apaisée* ». Nous avons travaillé ensemble pour obtenir cette infrastructure, qui est nécessaire au territoire, nous avons dû déjouer des scénarios qui visaient à dire « *c'est à la Métropole de payer plus de la moitié* », nous avons dû déjouer des scénarios qui disaient « *de toute façon, ça n'est pas possible* ». Là, le décret est maintenant publié et un calendrier sera présenté dans les semaines qui viennent, et la forme de boulevard urbain également.

Deuxième autre dossier, celui-là est tout aussi emblématique. Combien de conférences de presse annonçant « *c'est fait, Montpellier-Perpignan, la Ligne à Grande Vitesse (LGV)* » ? Beaucoup. Là, et je veux saluer la détermination de Carole DELGA, dès notre prise de fonction, nous avons appuyé ce dossier pour avancer sur la LGV. Non pas que relier la France à l'Espagne soit un enjeu que nous considérons comme peu important, mais pour nous la LGV Montpellier-Béziers, demain Béziers-Perpignan, c'est le Train Express Régional (TER) du littoral, c'est le cadencement des trains, et c'est une alternative pour tous les habitants de l'ouest de la Métropole – intra-Métropole et extérieur à la Métropole – pour pouvoir avoir une offre de transport collective du quotidien digne de ce nom, à l'image – Jean-Luc [MEISSONNIER] n'est pas là – de ce qui existe aujourd'hui entre Lunel-Baillargues-Montpellier. Ce dossier de la LGV, là aussi, le calendrier était celui des calendes grecques, et le travail en commun avec la Présidente de Région, avec le Président du Conseil départemental – dont je veux saluer l'engagement financier, deuxième financeur après la Région – nous a permis de proposer une grille de financement qui a été actée ce samedi à Narbonne, où l'ensemble des collectivités sont présentes pour financer à 40 % la LGV dans le cadre de la société de projet – les 40 % autres relevant de l'État, les 20 % autres relevant de l'Union européenne. Maintenant que cette grille de financement est posée, le Premier ministre a pris l'engagement de lancer la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) à l'horizon du mois de mars, sur laquelle chacun pourra s'exprimer. Celle-ci, financement garanti et les premières études de tracé peuvent quand même laisser supposer un avis favorable, et donc un engagement de réaliser la LGV.

C'était des dossiers dont nous parlions depuis longtemps, y compris dans cette Assemblée. Ces deux dossiers-là, je pense que c'est majeur – je n'emploierai pas le terme historique, parce qu'il est parfois galvaudé, mais majeur. Ce sont des avancées majeures qui se sont produites la semaine dernière. Comme quoi, le sérieux, le volontarisme et la capacité à travailler ensemble nous aident à avancer. Je crois que ce sont des mesures importantes. La Métropole s'engage beaucoup sur les questions de mobilités, en mobilisant les autres acteurs, ou en étant aux côtés des autres acteurs, l'État, la Région, le Département, nous avançons sur les grandes échelles, sur des projets importants, structurants, qui prennent hélas, à mes yeux, trop de temps – à vos yeux aussi – mais en tout cas qui deviennent maintenant irréversibles pour le territoire.

Voilà, mes chers collègues, les éléments d'information que je voulais partager avec vous. J'ai oublié de vous dire quand même, sur la LGV : j'ai signé au nom de la Métropole, mais je l'ai fait avec l'unanimité de tous les membres de ce Conseil et ça donne beaucoup de force à la signature. Ce qui est rassurant, c'est de constater que dans les autres collectivités – quelles que soient les sensibilités – l'unanimité était là. Nous sommes unis pour le territoire et pour ces enjeux de mobilités qui sont tellement essentiels pour l'ensemble des habitants, mais aussi pour mener la transition écologique, pour que les camions de fret passent sur le ferroviaire et que le mur de l'A9 de camions polluants finisse progressivement par s'estomper. Voilà pour les informations.

Je donne la parole à Madame GIMENEZ pour procéder à l'appel.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Président

L'appel est clos. Le quorum est atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 25 JANVIER 2022

Monsieur le Président

Approbation de l'ordre du jour. Vous avez été destinataires initialement – bonjour, Florence [BRAU] – de 47 affaires. Un envoi complémentaire a été adressé : une sur les représentations du Conseil de Métropole, une sur les subventions politique de la ville, une sur les mobilités et une délibération sur les subventions dans le cadre de diverses thématiques. Ce qui porte à 51 affaires notre ordre du jour. D'autre part, vous avez reçu des versions amendées sur l'affaire 15, l'affaire 33 et l'affaire n° 10.

Je propose donc de mettre aux voix cet ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour modifié comportant 51 affaire est adopté à l'unanimité.

Pour : 87 voix

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Synthèse des décisions. Le Conseil prend acte des décisions qui ont été engagées.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 1 : HORS COMMISSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER CENTRE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) - OBJECTIFS ET MODALITES DE CONCERTATION ET D'ASSOCIATION DU PUBLIC - OPERATION DENOMMEE RICARDO BOFILL - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 1, qui a été un peu modifiée, par les circonstances. Vendredi dernier, nous avons appris, avec beaucoup de tristesse pour ma part et d'émotion dans l'ensemble de la Métropole, la mort de Ricardo BOFILL, qui fut l'architecte-urbaniste qui a imaginé le bâtiment dans lequel nous siégeons actuellement. Ce bâtiment qui est situé dans le quartier Antigone, qui fut, sous l'impulsion de Georges FRÊCHE et de son adjoint à l'urbanisme Raymond DUGRAND, la volonté très forte d'inscrire Montpellier dans sa modernité, de renouer avec l'histoire de la ville en amenant Montpellier vers le Lez. Notre fleuve, où au 14^e siècle Jacques CŒUR assurait la prospérité commerciale de notre ville, et si la rue de la Loge s'appelle ainsi, c'est parce que c'est la loge des marchands. C'est évidemment un quartier qui était habité par ces convictions des années 70 et des années 80. Je me permets, cher Max [LÉVITA], de t'associer à cet hommage, dont on disait « *changer la ville pour changer la vie* », et où les principes de production de la Ville, d'aménagement urbain, devaient profondément résonner avec les convictions sociales, les valeurs de cette époque, qui je crois sont toujours d'actualité mais qui étaient posées avec force. Faut-il rappeler qu'Antigone, ce sont 50 % de logements sociaux à proximité du centre, quand dans d'autres villes on mettait le logement social en périphérie, en n'assumant pas ainsi cette phrase, mais caché. C'est un choix très fort d'espace public : la place du Nombre d'Or, cette grande allée piétonne, ce grand cours central, cet axe de 1,5 km du Lez, où les voitures sont enterrées dans les parkings et où l'espace public est donné à tous. J'ai eu l'occasion d'interroger en 2010 Ricardo BOFILL, il y a une polémique, les gens disent « *mais pourquoi il n'y a pas de balcons à Antigone ?* », et Ricardo BOFILL, en catalan méditerranéen disait « *il n'y a pas de balcons parce qu'il faut que les gens soient dehors ensemble sur l'espace public, sur la place du Nombre d'Or, il faut qu'ils gambadent* ». C'est évidemment aussi un choix architectural, on aime ou on n'aime pas, mais en tout cas ça ne laisse pas indifférent et ça n'est pas banal. « *La forme des villes est fragile comme le cœur des mortels* » comme le disait Julien GRACQ, mais quand elles ont une forme, elles ont une identité, ça leur donne un esprit. Aujourd'hui, quarante ans après, en relisant les archives du journal *Le Monde*, qui était la référence en matière d'architecture, la violence des textes contre Antigone contraste avec aujourd'hui la reconnaissance de ce quartier assez incroyable.

Ricardo BOFILL nous a quittés. Je voulais lui rendre hommage, son portrait a été mis sur l'Hôtel de Métropole, parce que pour les habitants d'Antigone, pour tous les Montpelliérains, tous les habitants de la Métropole – certains ont commencé à vivre à Antigone puis ensuite sont allés dans d'autres communes – c'est une figure importante, qui raconte notre projet urbain. Je l'avais invité au mois de juillet de l'année dernière pour éventuellement lui dire « *mais comment vous voyez Antigone ?* ». Il n'était jamais revenu depuis vingt-cinq ans, il voyait ce qu'il fallait corriger. L'idée c'était de lui proposer éventuellement de travailler sur sa propre œuvre, et de questionner Antigone, de projeter la suite, le prolongement d'Antigone. Je peux vous dire que ce fut pour moi un grand honneur que d'échanger avec lui, parce que le sentiment que les convictions de celui qui avait connu les geôles du franquisme étaient absolument intactes et qui avait un plaidoyer pour la ville en disant, avec son accent : « *il faut de l'espace public, il y a des endroits où on construit des murs, il y a des endroits où on sépare les gens ; l'espace public, c'est ce qui rassemble les hommes, c'est l'identité méditerranéenne, il faut défendre cette identité* ». Ses convictions étaient très engagées pour un urbanisme social. Il disait « *si on construit, il faut évidemment faire des gestes forts autour du logement social* ». On l'avait amené jusqu'au quartier de la Mosson, et là aussi il avait beaucoup de réflexions, qui nous ont pas mal inspirés.

Aujourd'hui Ricardo BOFILL a disparu. Je me rendrai en votre nom ce mercredi au *Taller de Arquitectura*, puisqu'un hommage lui est adressé, avec l'ouverture de son atelier d'architecture, et il me semble qu'il est important que Montpellier, qui a tant marqué sa carrière professionnelle, soit à ses côtés, dans sa mémoire. Je voudrais ici avoir un hommage public aussi pour Ricardo BOFILL, évidemment, pour Georges FRÊCHE et Raymond DUGRAND, et pour toutes les équipes qui ont travaillé sur le projet Antigone. Cher Max [LÉVITA], je crois pouvoir dire que ce fut une aventure humaine assez extraordinaire dans la carrière d'un certain nombre d'agents, le regretté Christian BOURQUIN, Alain VALAT. On reçoit beaucoup de messages de gens qui ont travaillé à Montpellier à cet instant et ce fut une grande aventure. C'est facile d'arrêter des projets ou de critiquer des projets ; c'est plus dur d'en réaliser. Je crois qu'aujourd'hui toute la Métropole peut être fière du quartier d'Antigone qui participe de l'identité de notre territoire.

Mais Antigone n'est pas fini et c'est pour cela que nous allons dénommer une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). En tout cas je propose à votre vote de la dénommer ZAC Ricardo-Bofill, pour poursuivre un enjeu essentiel du point de vue urbain : réconcilier la ville ancienne, celle de l'Écusson, avec la ville nouvelle. Il y a le Polygone et puis il y a l'ancienne Mairie, il y a cet espace-là et il faut le connecter, le relier par un espace public. Nous savons que dans dix-quinze-vingt ans peut-être mutera la cité administrative. Elle évoluera parce que les villes bougent et donc nous souhaitons pouvoir travailler par des interventions urbaines sur cet espace, et évidemment avoir une force de l'espace public pour relier ces deux parties de la Ville. Pour ce faire, je propose de dénommer cette ZAC Ricardo-Bofill, qui sera sans doute très imposante pour tous ceux qui vont continuer à travailler sur l'exigence en termes d'espace public de qualité architecturale. C'est une manière peut-être un peu singulière de lui rendre d'ores et déjà hommage, plutôt qu'une simple rue ou un simple lieu – même si c'est très important. Mais la transformation dont nous avons la responsabilité d'opérer, pour faire en sorte que pour aller de la Comédie à Antigone, le passage du Polygone est entendable, mais ça ne peut pas être le seul chemin. Il faut une autre liaison et c'est là-dessus que la ZAC, dans son périmètre – je sais que, Madame BORNE, vous avez interrogé là-dessus – vise à travailler et donc à connecter. Ce sera un des grands chantiers de la décennie et sans doute au-delà. Mais c'est un chantier que tout le monde s'accorde à reconnaître comme nécessaire, tant il y a une forme d'anomalie. Souvenez-vous en 1998 – là encore Max [LÉVITA], tu connais très bien le sujet – quand la décision est prise sur la place du Nombre d'Or de l'ouvrir pour permettre le passage, alors qu'Antigone tournait le dos au Polygone.

Voilà mes chers collègues, je voulais avoir des mots d'hommage évidemment dans ce Conseil, vous faire cette proposition, pour être très franc partager mon émotion, parce que j'ai eu beaucoup de chance de rencontrer à deux reprises Ricardo BOFILL, à la fois comme jeune élu à la Culture et puis dans les fonctions que les Montpelliérains m'ont confiées, d'échanger avec lui, et ce fut pour notre Ville et à titre personnel je crois une rencontre très marquante.

S'il y a des questions ou des interventions sur cette dénomination, évidemment, le débat est ouvert. Oui, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Bonjour, chers collègues, Monsieur le Président. Ce n'est pas une intervention sur la nomination de la ZAC. Évidemment, je me joins à vos hommages. C'était pour revenir sur la création de cette ZAC, sur le secteur Comédie / Antigone / bord du Lez, et demander à l'occasion quelques éclaircissements sur votre politique d'urbanisation et sur la procédure de concertation que vous nous soumettez au vote aujourd'hui.

J'observe quand même que, depuis le début de ce mandat, il y a quand même un double discours, un double langage par rapport à ces questions d'urbanisme. Côté pile, à l'image de cette délibération, on nous parle d'intensité urbaine, d'armature végétale, d'aménagement concerté, de récit intégrateur, et c'est évidemment très bien. Côté face, finalement, vous continuez sur la lancée du Parti Socialiste qui dirige cette Métropole depuis des années, avec une carte blanche – il faut bien le dire – donnée à l'appétit sans limite des promoteurs. Des promoteurs qui, à la périphérie de la ville – contrairement à ce qui vient d'être dit – continuent de bétonner nos terres agricoles et d'y construire des quartiers pavillonnaires, qui sont du coup éloignés des services et qui dépendent du tout voiture. En centre-ville, on a un phénomène d'hyper-densification agressive, avec un saccage parfois du cadre de vie – je ne vais pas revenir sur la friche Mimi et vos promesses de campagne – si on prend le périmètre de cette ZAC, on a l'îlot du-Guesclin, qui a été abandonné aux promoteurs sans concertation avec les habitants, qui avaient pourtant des propositions très concrètes sur le sujet. On a une piscine olympique sur ce même secteur, que vous abandonnez au nom encore d'un promoteur. Malheureusement, les faits parlent d'eux-mêmes : finalement vous n'avez pas réussi à changer de vision urbaine qui, selon moi, la vôtre, est vraiment datée d'un autre siècle, où clairement l'intérêt de quelques-uns prime sur l'intérêt général. Et puis c'est le prix du mètre carré, c'est l'espoir de ces taxes foncières qui guide l'ensemble de nos actions et qui laisse du coup certains quartiers à l'abandon surtout à l'ouest, et qui privatise certains quartiers pour les plus riches. Cette vision vous semble aujourd'hui vous convenir ; elle ne nous convient pas.

Rappelons aussi que, dans ZAC, il y a un C : ça vaut pour « *concerté* ». Sur ce point, permettez-moi d'exprimer quand même quelques doutes sur vos méthodes. Les coups de la concertation, ce n'est vraiment encore pas ça. Je vais prendre deux exemples, pareil, sur le périmètre de cette ZAC : il y a la fameuse concertation pour choisir les pavés de la Comédie, qui est quand même morte née, qui est désormais bel et bien enterrée et puis dernier cas, l'absence de concertation concernant la suppression du marché des commerçants sur la place de la Comédie – il y a un grand flou sur le sujet. On voit clairement que ce n'est pas votre point fort et en termes de méthode vous ne savez pas forcément comment vous y prendre. La concertation que vous proposez pour un chantier qui est pourtant structurant – et je rejoins les objectifs qui ont été dits de mieux relier ces quartiers – aujourd'hui ne semble pas à la hauteur. On est sur une petite réunion publique ridicule avec un cahier de doléances sur lequel les gens pourront s'exprimer.

Il y a quand même une concertation qui va avoir lieu, donc moi je vais exprimer les quatre points que je porterai dans le cadre de ce débat public. Premier point : arrêter cette logique de destruction-construction, qui est énormément génératrice de déchets dans le bâtiment, pour s'orienter vers l'adaptation et la rénovation de l'existant. Sortir de cette urbanisation schizophrène consistant à sur-densifier le centre-ville pour mieux s'étaler en périphérie. Obliger les bâtiments neufs à être exemplaires en termes de transition écologique en les obligeant à être économes, autonomes et construits avec des matériaux biosourcés. Et puis, quatrième point, et ce dernier me semble important : sortir d'une vision d'un centre-ville musée bien aseptisé pour accueillir les touristes en y chassant les plus pauvres pour faire bien propre mais sans co-construction avec les habitants de la Ville.

Monsieur le Président, en attendant plus d'éclaircissements sur votre vision autour de cette ZAC, je m'abstiendrai en l'état sur cette délibération.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Y a-t-il d'autres interventions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

ADOPTION DES PROCES-VERBAUX DES CONSEILS DE METROPOLE DU 23 NOVEMBRE 2021 ET DU 14 DECEMBRE 2021

Monsieur le Président

Veuillez m'excuser, je suis allé un peu vite. Il faut aussi adopter le procès-verbal du 23 novembre et celui du 14 décembre. Est-ce qu'il y a des remarques sur le PV du 23 novembre ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Celui du 14 décembre : y a-t-il des remarques ? Même vote ? Même vote. Je vous remercie.

Les procès-verbaux des séances du 23 novembre 2021 et du 14 décembre 2021 sont adoptés à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 2 : ENVIRONNEMENT - RAPPORT SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE - ANNEE 2021 - APPROBATION

Mme H. EMAD (avec le pouvoir de M. R-Y CHARTIER), Mme J. FRÊCHE (avec les pouvoirs de Mme N. MARIN-KHOURY et M. S. COTE) et M. B. TRAVIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Je donne la parole à Madame TOUZARD pour nous présenter le rapport sur le développement durable, que la loi nous demande de présenter avant le budget primitif. Madame la Vice-Présidente va prendre la parole, Isabelle.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à toutes et à tous. C'est, comme vous l'avez dit Monsieur le Président, ce rapport sur le développement durable que l'on présente au moment de l'adoption du budget primitif, annexé comme tous les ans à un travail qui est très transversal, qui amène à consulter l'ensemble des directions et des délégations, puisque, bien entendu, l'ensemble de nos politiques publiques ont ce volet qui touche à la fois la question de la durabilité économique, sociale et environnementale.

Depuis l'année dernière, on a adopté – sur des propositions d'ailleurs de Bruno PATERNOT – une présentation un peu plus synthétique de ce rapport. Je remercie beaucoup les services, parce que c'est un très, très gros travail de fournir, d'établir ce rapport. On met en exergue des actions phares de l'année passée. Ce qu'on a mis en avant – avant de rentrer dans le détail des actions qui ont été menées – bien entendu, la question de l'aide universelle, le plan climat, la rénovation énergétique des logements : c'est l'aide de 1 300 euros qui a été adoptée, attribuée sans condition de revenu, et on vise donc 13 500 logements rénovés avec cette aide et celle de la Région dans le mandat. On a mis en avant une chose importante : c'est le volet accession abordable et la création de l'organisme foncier solidaire – je ne rentre pas dans tous les détails. Bien entendu, la deuxième phase de la gratuité des mobilités dans les transports collectifs, action phare de l'année passée. La signature du pacte écologique avec les acteurs du BTP.

Je ne vais peut-être pas, Monsieur le Président, rentrer dans le détail de toutes les actions, parce que vous avez pu en prendre connaissance. On évoque ces actions selon cinq finalités. La première, c'est l'orientation qui touche la question de la lutte contre le changement climatique, avec la réflexion menée autour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) climat, la stratégie de mobilité, et puis toutes sortes de mesures liées à la sensibilisation et à l'accompagnement des usagers dans leur comportement. A chaque fois aussi, sur chaque orientation, on relève en quoi la Métropole comme Collectivité, sur son propre patrimoine, ses propres véhicules, est exemplaire. Là par exemple, la question du déploiement des véhicules électriques.

Après, la deuxième grande finalité, c'est la préservation de la biodiversité – on retrouve aussi des axes qu'on va retrouver dans le plan climat – et la protection des milieux et des ressources. En 2021, des actions phares, notamment avec le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) autour de notre stratégie biodiversité. Tout le travail qui a été mené dans le cadre de la Politique Alimentaire et Agroécologique (P2A), mais je n'insiste pas, on va y revenir. À noter aussi en 2021, toujours pour la biodiversité, une convention importante signée avec le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE), côté universitaire.

Après, le développement durable, c'est l'environnement, mais c'est aussi la dimension sociale, tout ce volet cohésion sociale, solidarité entre les territoires et les générations. Le travail qui a été mené autour des deux axes d'accueil des gens du voyage, notamment, qu'on peut mettre en avant. La convention partenariale du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dans le cadre de l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), avec le programme Mosson-Cévennes, mis en évidence. Tout ce qui est dans le cadre de la politique de la ville, les 122 projets qui sont soutenus avec le partenariat de 86 associations, etc.

Encore deux finalités. Celle de l'économie : mise en avant de l'économie circulaire, avec tout le travail mené notamment par François VASQUEZ, avec le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés, et puis tout le travail qui est fait dans ce domaine autour de l'économie circulaire. Je ne rentre pas dans les détails, parce que je sais qu'on a beaucoup d'affaires lors du Conseil de Métropole de ce jour.

Et enfin, la dernière finalité, c'est l'épanouissement de tous les êtres humains. C'est tout le volet qui est mené notamment dans le cadre de la culture et du sport. On peut relever le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Café Culture par exemple – qui a été adopté l'année dernière – ou tous les apports qui ont été faits par la Métropole au fonds de solidarité dans le cadre de la crise, donc le fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle. Egalement dans cette dernière rubrique, tous le volet d'action en faveur des personnes en situation de handicap, notamment au travers de la rénovation des équipements métropolitains.

Je pense que j'ai dit le principal dans le temps le plus bref possible, et je reste à disposition si besoin.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce document ? OK. On prend acte que ça a été présenté et que le débat a pu avoir lieu.

Le Conseil prend acte du rapport.

AFFAIRE N° 3 : RESSOURCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - ADOPTION

Mme H. EMAD (avec le pouvoir de M. R-Y CHARTIER), Mme J. FRÊCHE (avec les pouvoirs de Mme N. MARIN-KHOURY et M. S. COTE) et M. B. TRAVIER entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. C'est le principal dossier de notre séance. C'est la présentation de notre budget. Je vais donner la parole à Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, pour en faire la présentation, qui sera une présentation à plusieurs voix, collégiale, de la manière dont nous concevons l'action avec l'ensemble des Vice-Présidents qui, chacun sur son périmètre, va s'exprimer, témoignant – et je veux les en remercier – de leur implication. Cher Renaud.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Chers collègues. Nous avons une matinée chargée, avec le vote de notre budget primitif 2022. Mais auparavant, avant le vote du budget, la procédure budgétaire nous impose de délibérer et de faire l'état des lieux de nos Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP). Chaque année, avant le vote du budget, nous devons présenter les AP CP en cours, les AP CP que nous créons et les AP CP qui sont clos, simplement parce que le projet a été réalisé ou parce que le projet est reporté ou modifié.

Nous créons 13 nouvelles AP CP pour ce budget, Monsieur le Président, qui correspondent aux grands projets que nous avons adoptés ici en Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI). Je pourrais citer les aménagements de Lattara, le soutien patrimonial aux communes que nous portons avec Monsieur PENSO, l'aide aux communes pour la réhabilitation de leur bâti ancien, la question de l'informatique pour les usagers, le bus-tram, le Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). Je précise bien que les AP se sont des ouvertures de crédits, et lorsque ces crédits sont consommés, ils deviennent des CP.

Je réponds juste à une question qui nous a été soumise par Madame BORNE concernant les modifications des AP CP sur les acquisitions foncières. Justement, vous nous demandez quelles sont les acquisitions foncières prévues en AP ? Il n'y en a pas, puisque justement le principe même d'une AP, c'est de se donner les moyens de pouvoir y procéder. Chaque année, nous aurons un CP correspondant aux acquisitions foncières nécessaires. C'est une provision de 50 millions supplémentaires que nous mettons, que nous inscrivons en AP pour les grands projets que je viens de présenter – les nouvelles pistes cyclables, les acquisitions foncières pour le BHNS, les acquisitions foncières pour Med Vallée, entre autres. Je pourrais vous présenter chaque année les CP qui seront affectés à l'acquisition précise. Le montant dépend aussi des négociations que nous pouvons avoir avec le propriétaire dans le cadre de l'achat. Par exemple, une piste cyclable à Montferrier-sur-Lez – je vois d'ailleurs Madame le Maire qui est en face de moi – ça fait partie justement de ces AP CP. Lorsque nous serons dans la phase d'achat, nous voterons un CP. Mais auparavant nous devons créer une enveloppe globale. Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question, Madame BORNE ?

Mathilde BORNE

Intervention hors micro.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup.

Voilà, Monsieur le Président, rapidement, la présentation. Donc 13 AP CP créées, 17 AP CP révisées et 5 qui sont closes.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Enfin, s'il y a des questions... Pardon, excusez-moi, Monsieur LÉVITA. Allez-y.

Max LÉVITA

Je voudrais attirer l'attention de mes collègues sur une nouvelle AP qui est créée : la réalisation de 5 lignes de bus-tram. Sont prévus 106,2 millions d'euros – je ne sais pas où vous trouvez cette précision de 200 000, mais bon. 106 millions : ce qui devait être réalisé en huit ans. Si en 2022 les crédits prévus sont inférieurs à 3 millions, on passe à 17 millions en 2023, 37,255 millions – j'admire cette précision – en 2024, et vous termineriez en 2029. Je vous souhaite vraiment pleine réussite sur ce projet.

J'ai une question. La French Tech Cambacérès était prévue à 6,9 millions. Vous ajoutez 15,197 millions, c'est-à-dire que vous triplez le projet initial, ce qui veut dire que le projet a changé. Est-ce que vous pouvez nous préciser ce qui a changé ?

Monsieur le Président

Monsieur LÉVITA, sur ce second point, si vous me le permettez, sans vouloir vous faire offense, de mémoire, c'était 25 millions, le projet de bâtiment de la Halle French Tech – d'ailleurs, elle sera inaugurée au courant de l'année. Il y avait beaucoup d'ambitions et ce n'était pas 6 millions. On est conforme à l'enveloppe qui avait été délibérée. Si vous aviez prévu une Halle French Tech à 6 millions d'euros, vous savez mieux que personne le coût par exemple d'une école... Un bâtiment de 6 millions d'euros, vous faites un gymnase. Je vous apporterai par écrit les éléments, mais on est dans l'épure budgétaire que vous aviez vous-même inscrite. D'ailleurs dans le programme il y a eu le bâtiment, l'intérieur, je suis un peu surpris de votre remarque.

Quant au sujet des BHNS, plusieurs bonnes nouvelles. Nous sommes, dans le cadre des subventions pour la mobilité du plan de relance, la Métropole la mieux dotée d'Occitanie, troisième en France (Toulon, Nancy, Montpellier). On va recevoir – je cherche Madame FRÊCHE – 20 millions d'euros, et nous avons présenté les bus-trams en deux phases. La priorité, c'est le passage rapide au feu, ce sont les sites propres ; et une seconde phase : améliorer les espaces publics alentours, parce que l'enjeu c'est de pouvoir mettre en service en 2025, et petit à petit améliorer, d'où cette programmation. Soit on attendait 2029 pour tout mettre en service. Notre choix, c'est 2025. Par exemple, ça prévoit pour notre ami, notre collègue William ARS, potentiellement, une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour pouvoir élargir la voirie et pour créer la voie dédiée sur le bus-tram du côté de Cournonterral.

Je mets aux voix, s'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole. Je vous apporterai par écrit les éléments sur la Halle French Tech, Monsieur LÉVITA, c'est bien normal. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 7 voix

Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 4 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2022 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

M. B. TRAVIER quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme I. MARSALA.

Renaud CALVAT

Merci, chers collègues. Nous allons donc, avec l'ensemble des Vice-Présidents de notre Intercommunalité, vous présenter le projet de Budget Primitif (BP) 2022. Je veux ici très sincèrement saluer les équipes qui ont travaillé à mes côtés, encore hier soir tard, toute l'équipe de Vincent [DOMEIZEL], et Cécile [BERNARD] qui, avant d'aller célébrer son anniversaire, était encore avec moi jusqu'à 21 heures hier – j'en profite ici : joyeux anniversaire encore une fois. Merci à toutes les équipes.

C'est, Monsieur le Président, le premier budget d'application, de mise en œuvre de la PPI que nous avons votée l'année dernière. Nous avons vous présenter l'année 1 de la mise en œuvre de notre PPI. C'est un budget thématique que nous allons vous présenter, un budget qui se montre à hauteur. Un budget de 1,35 milliard d'euros en 2022, que nous vous proposons, et sur ces 1,35 milliard d'euros, nous vous proposons une somme de 822 millions d'euros – ce qui est extrêmement important – de dépenses réellement affectées aux politiques publiques. Vous avez bien évidemment des dépenses d'ordre, les amortissements, les opérations patrimoniales, des provisions pour risques. Vous avez des dépenses qui ne sont pas affectées à des politiques publiques particulières : les intérêts de la dette, le capital, les fonctions supports. C'est intéressant, ce chiffre, parce que vous voyez que sur 1,35 milliard, nous ne consacrons que 30 millions d'euros aux fonctions supports. C'est dire si chaque euro est dépensé utilement dans cette Métropole pour assurer la transition écologique, assurer la relance économique, assurer la solidarité entre nos concitoyens et les communes de la Métropole. Mais 822 millions d'euros en investissement et en fonctionnement réellement affectés aux grandes compétences de la Métropole.

Nous allons vous les présenter thème par thème. Nous allons commencer par le budget majeur de la Métropole, c'est l'engagement fort, à la fois de la PPI, mais aussi en fonctionnement : les déplacements. Je vais laisser la parole au duo – elle est en face de moi, ici – Julie FRÊCHE, et Frédéric LAFFORGUE, les deux Vice-Présidents chargés de la voirie et de la mobilité. Mais j'y associe aussi Monsieur RICO qui s'occupe de la police des transports, Monsieur SAVY qui s'occupe des pistes cyclables. C'est un travail en commun qui est réalisé, mais présenté par Madame FRÊCHE et Monsieur LAFFORGUE. On commence par Madame FRÊCHE sur les mobilités douces, alternatives, qui sont les priorités de notre équipe.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Vice-Président. L'une des priorités en effet est de mieux se déplacer, grâce aux mobilités douces et alternatives, qui constituent bien les priorités de notre équipe. Il s'agit de les augmenter, de diminuer la circulation de transit et d'apaiser notamment les différentes centralités. Plusieurs communes de la Métropole ont d'ores et déjà généralisé le 30 km/h dans leur commune, et aujourd'hui on travaille avec des Communes comme Montferrier-le-Lez, Prades-le-Lez, Cournonterral, qui ont l'ambition d'augmenter les zones 30 km/h, de multiplier aussi les zones de rencontres et d'apaiser la circulation.

Ce budget évidemment correspond au PPI sur les mobilités. C'est la ligne 5 évidemment, la réalisation des cinq lignes de bus-trams, des investissements sur le réseau de tramway existant – nous aurons l'occasion prochainement d'y revenir avec le Président. C'est aussi l'achat de nouvelles rames de tramway, c'est le déploiement du plan des mobilités actives avec évidemment un engagement extrêmement fort sur la sécurisation des infrastructures cyclables, avec une AP de près de 150 millions d'euros. Mais c'est aussi agir sur tout le système vélo, avec l'implantation très prochainement de box sécurisés dans les 31 communes de la Métropole.

En fonctionnement, c'est un budget de 85 millions d'euros, en investissement de 162 millions d'euros. Ce sont évidemment deux grandes mesures qui accompagnent ce plan des mobilités. La gratuité des transports : aujourd'hui, ce sont 175 000 pass, avec évidemment un grand succès pour le pass gratuit qui aujourd'hui correspond à 58 % des déplacements gratuits. On voit bien qu'à travers la gratuité des transports on accompagne une nouvelle génération vers une mobilité décarbonée. C'est aussi l'aide à l'achat, qui a été prolongée jusqu'au 30 juin 2022 : ce sont près de 20 000 dossiers déposés pour bénéficier d'une aide de 500 euros, qui peut évidemment s'ajouter aux aides de l'État, du Département de l'Hérault et de la Région Occitanie. J'en profite aussi pour dire qu'à partir du 1^{er} février, c'est une aide à la réparation à hauteur de 30 euros chez tous les vélocistes, parce qu'un vélo acheté c'est aussi un vélo qu'il faut entretenir chaque année, comme on le fait avec sa voiture. C'est gage de sécurité pour se déplacer sur nos nouvelles pistes cyclables ; ça me permet de donner la parole à Monsieur LAFFORGUE.

Frédéric LAFFORGUE

On va continuer le duo. Tout d'abord, je voulais remercier les services, bien entendu Olivier MERLIAUD, mais aussi Marie-Laure BRETTE-CHEVET, David TOURNIER, nos deux Stéphane, PIC et ESCOBAR, et puis aussi les directeurs de pôle qui nous remontent les informations, puisqu'en même temps il y a le transfert qui date de 2015 avec les Attributions de Compensation (AC).

Bien sûr, mieux se déplacer c'est aussi structurer les réseaux routiers, cyclables et piétons. Je ne vais pas vous rappeler toutes les missions sur la voirie, mais un chiffre qui peut être retenu c'est 2 270 km de voiries à aménager, à gérer mais aussi à exploiter sur cette Métropole. La PPI 2021-2026, ce sont 444 millions d'euros pour une mobilité routière plus sûre et concertée, et en même temps à côté la mise en œuvre des 150 millions d'euros des mobilités.

En termes de budget de fonctionnement, vous avez donc une enveloppe de 70 millions d'euros qui correspond bien entendu à l'entretien, à la maintenance. Hors le nettoyage, on a 18,4 millions d'euros. Le nettoyage dans les pôles territoriaux représente 29,5 millions d'euros, et le personnel 22 millions d'euros, soit près de 500 agents.

En termes d'investissements en 2022, c'est une enveloppe de 84 millions d'euros. Vous avez quelques exemples de réalisations : tout d'abord la mise en œuvre des mobilités actives avec la liaison vélo Montferrier-sur-Lez-Prades-le-Lez pour un budget de 1,2 million ; le Véloroute, la V70, qui rejoint dans un premier temps Saint Geniès des Mourgues-Castries et bien sûr qui rejoindra ensuite Montpellier, pour 0,4 million d'euros ; la piste cyclable de Saint Gély du Fesc-Montpellier, 1,5 million d'euros ; la piste cyclable à Montpellier rue François-Joseph-Gossec, 1,4 million d'euros. Ce sont aussi des opérations structurantes : à Lattes, les travaux de mise en sécurité pour 1,2 million d'euros ; le giratoire de la RM5 à Pignan pour 1,7 million d'euros ; sur la RM 612, l'entrée ouest de Montpellier-Saint Jean de Védas, 2,4 millions d'euros ; la sécurisation du secteur des Closades à Clapiers pour 0,8 million d'euros sur la RM 65 ; des participations aux infrastructures pour 0,5 million d'euros ; et le cœur de Montpellier pour 9,5 millions d'euros. Voilà un beau programme d'investissement et aussi de fonctionnement. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup. Ce que nous vous proposons pour ce budget 2022, c'est d'affecter 400 millions d'euros aux mobilités, avec la priorité, vous l'avez vu, aux mobilités alternatives, à la réduction de l'autosolisme, aux mobilités collectives. 400 millions d'euros qui se répartissent ainsi : 246 millions d'euros en investissement, 128 millions en fonctionnement hors personnel, ce sont aussi des femmes et des hommes qui travaillent – et vous l'avez dit Monsieur LAFFORGUE – sur le terrain, donc 26 millions pour le personnel hors TaM – bien évidemment, parce qu'il faudrait aussi rajouter l'ensemble des agents de la TaM. Merci pour cette présentation sur la question des déplacements.

On se déplace dans cette Métropole, mais il faut aussi soutenir l'activité des territoires, puisque c'est une recette importante. Je passe la parole pour cela à Madame EMAD et Monsieur MEUNIER.

Hind EMAD

Merci, Monsieur le Vice-Président. Effectivement, pour ce budget primitif, nous avons une ambition qui traduit une volonté de développer la valeur, la richesse sur ce territoire et l'emploi. Notre principale mission est de gérer, développer l'activité et l'attractivité sur ce territoire. Pour la PPI 2021-2026, ce ne sont pas moins de 265 millions pour investir dans l'innovation, répondre aux besoins des entreprises et des artisans. Cela se distribue avec un Contrat de Plan Etat-Région (CPER) enseignement supérieur, recherche et innovation à hauteur de 28 millions d'euros. Aide au soutien d'implantation aux écosystèmes et aux entreprises, 11 millions d'euros ; fonds de projet d'acquisition Med Vallée, 32 millions d'euros ; 14 millions pour l'acquisition de bâtiments, musée de la Cité créative et les pépinières des Industries Culturelles et Créatives (ICC), 14 millions ; la ZAC Cambacérès et la Halle de l'innovation, 25 millions d'euros ; le foncier...

Vous avez sous les yeux la distribution des budgets pour le fonctionnement et les investissements. Il s'agit surtout de dire que ce budget est ISO par rapport à l'année dernière. Malgré le contexte de crise sanitaire, nous le renforçons, notamment sur le projet Med Vallée, sur l'Agence de l'innovation que l'on est en train de développer. Dire aussi la force, la capacité de résilience de nos entreprises, puisque durant cette période très particulière, nous avons généré plus de 340 000 emplois de clause d'insertion sur le marché, dont un tiers de public issu des quartiers Politiques de la Ville (QPV). Nous avons également dans le tourisme 1,6 million de nuitées pour une taxe de séjour de 3,2 millions d'euros. Sur ce territoire, par rapport à d'autres, nous avons su faire preuve de résilience, de développement et de la richesse, et à travers notamment l'entrepreneuriat, ce ne sont pas moins de 728 nouvelles entreprises, pour 224 000 nouveaux projets en portefeuille. En ce qui concerne le Business Innovation Center (BIC), nous avons 134 créateurs accompagnés pour 38 créations d'entreprises, donc une ambition forte pour créer de la valeur, de la richesse sur ce territoire, et surtout de l'emploi, de l'emploi dans tous les domaines d'activité et notamment productifs. Développer le tourisme, puisque nous avons le 3 millions d'euros de fonctionnement également sur ce volet-là ; sur l'emploi, insertion,

1,6 millions d'euros ; le soutien et l'animation et l'internationalisation des filières, 1,9 million d'euros. Cette volonté traduit également une volonté d'implanter des entreprises exogènes pour venir créer davantage d'emplois, à forte valeur ajoutée, mais aussi à moins forte valeur, tous types d'emplois. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup. S'il y a des questions, ensuite, sur le tourisme, l'attractivité, Monsieur MEUNIER pourra y répondre. Allez-y.

Cyril MEUNIER

Juste un mot complémentaire à ce que vient de dire Hind [EMAD]. C'est que dans toutes ces activités, il y a évidemment le tourisme, auquel on met 3 millions de fonctionnements, 2,4 millions à l'Office du tourisme. Il faut que vous sachiez que c'est un des seuls offices du tourisme de grandes métropoles qui est resté ouvert pendant toutes les périodes de Covid-19. Je tiens à remercier l'ensemble de l'équipe de l'Office du tourisme. Je pense que tous ici réunis, nous devons apporter notre soutien au secteur de l'événementiel, au secteur de la restauration, au secteur du réceptif, parce qu'ils souffrent terriblement. C'est le secteur d'activité qui souffre le plus aujourd'hui des restrictions de circulation, des restrictions liées à la politique sanitaire, et c'est normal, c'est le secteur de la convivialité, c'est celui de la rencontre, auxquels nous sommes aujourd'hui particulièrement contraints en raison de l'évolution de la Covid-19 et des mesures que nous devons prendre. Il est de notre responsabilité en tant que collectivité territoriale et locale d'être aux côtés de tous ces entrepreneurs, de tous ces salariés de ces secteurs d'activité qui sont en grosses difficultés. Aujourd'hui, vous l'avez vu dans la presse locale, il y a un problème d'emploi, il y a un problème de maintien de l'activité, et nous devons être solidaires et nous le sommes.

Je rappelle – un peu à l'instar de ce qu'on a dit tout à l'heure sur l'aspect environnemental – que dans ce budget il n'y a pas Montpellier Events, qui est notre filiale sur le tourisme d'affaires, le tourisme de congrès, qui était essentiel pour le fonctionnement de notre Intercommunalité. Et évidemment les différents engagements que nous avons aux côtés d'Occitanie Events et de tous les autres organismes liés au développement de l'attractivité touristique de notre territoire.

Renaud CALVAT

En balance, nous vous proposons d'inscrire dans ce BP 2022 plus de 67 millions d'euros pour soutenir l'activité et l'attractivité du territoire, le développement économique, nos artisans : 45 millions d'euros en investissement, 13 millions d'euros en fonctionnement hors part salariale, mais nous avons 173 agents qui sont dévoués à ces compétences, donc 9 millions pour le personnel, et donc un budget global que nous vous proposons de 67 millions d'euros.

Une autre compétence majeure, toujours présentée en duo – ça fonctionne – : la question de la protection, du cycle de l'eau, petit et grand cycle de l'eau. Je passe la parole à Monsieur REVOL et Madame NEGRET.

Véronique NEGRET

Merci beaucoup, René [REVOL]. Merci à la tribune présidentielle.

Le grand cycle de l'eau, et la gestion des risques majeurs aussi, comportent deux principales missions, que nous arrivons à mieux concilier aujourd'hui en basculant d'une logique de simples contrôles, simples protections, à une logique de préservation qui s'appuie sur le respect des milieux naturels, et en particulier des milieux aquatiques.

Pour ce mandat, 51 millions d'euros pour protéger les personnes et les biens, avec – petite précision importante – d'abord les travaux de protection contre les inondations qui sont inclus dans les Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), c'est-à-dire les opérations qui sont financées par le « *fonds BARNIER* ». C'est important de parler de financement. Sur le mandat, on est à 18 millions d'euros, dont les travaux basse vallée de la Mosson. Je précise là que les travaux de protection contre les inondations du quartier Maurin de Lattes sont terminés. Ensuite, nous avons aussi, au niveau de la PPI, la mise en œuvre du schéma directeur du Verdanson – là on est sur une autre source de financement – dont la protection du Centre Hospitalier Régional et Universitaire (CHRU), 9 millions. Je précise que le site propre de l'hôpital est sorti du risque inondation.

Pour ce qui est du budget 2022, en fonctionnement, 24 millions d'euros, avec d'abord une montée en gamme sur l'entretien des cours d'eau et la gestion du littoral, en particulier sur le bassin versant étang de l'Or et sur le territoire Cadoule, Bérange, parce que la Métropole est rentrée dans des plans de gestion, que nous allons bien sûr honorer, pour 1,1 million. Ensuite, nous avons les dépenses récurrentes d'entretien et de gestion des ouvrages de protection contre les inondations, c'est-à-dire digues et autres bassins. Ces dépenses récurrentes sont aujourd'hui optimisées, parce que les marchés ont été renouvelés : 800 000 euros. Ensuite, la contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours, 17 millions d'euros. Alors là on est sur l'ensemble des risques majeurs, pas que sur les inondations, je précise. C'est la contribution assumée par la Métropole en lieu et place, depuis quelque temps bien sûr, des communes.

Pour l'investissement 2022, 11 millions d'euros. On est dans le cadre du PAPI 2 Lez Mosson. Nous allons finaliser pour 1 million les travaux sur la basse vallée de la Mosson. On va être sur des actions de renaturation, de construction de zones humides. Ensuite, protection contre les crues du Coulazou de Fabrègues avec une poursuite d'acquisitions foncières avant de pouvoir véritablement commencer les travaux. La protection tant attendue de Grabels contre les crues du Rieu Massel : démarrage des travaux cette année, mais qui se poursuivront sur 2023 – c'est évident, parce qu'ils sont conséquents. Et enfin, la protection contre les crues de la Mosson à Juvignac, attendue aussi, avec démarrage et fin des travaux en 2022 pour 1 million. Merci beaucoup.

Renaud CALVAT

Merci Véronique [NEGRET]. René [REVOL].

René REVOL

Je vais essayer d'être synthétique. On est dans une année de transition. À partir de l'année prochaine, l'ensemble du petit cycle de l'eau sera unifié autour de la grande Régie des eaux de Montpellier. Je rappelle pour tous que le financement du petit cycle de l'eau n'est pas fait par le budget général, n'est pas fait par la fiscalité. Ce sont les usagers de l'eau qui, en payant leurs factures d'eau, financent l'ensemble du service. Il n'y a donc pas un seul euro du budget général qui est utilisé pour le petit cycle de l'eau. Je précise à ce sujet que ce financement se fait avec l'eau potable qui, depuis 2016, n'a pas vu son prix bouger, et qui donc n'a pas intégré l'inflation. Ça signifie qu'en termes réels, ce qu'ont payé les usagers a baissé. Par contre, l'assainissement est indexé sur l'inflation et n'a pas eu de hausse supérieure à l'inflation.

Avec ce financement, nous avons une architecture qui, comme vous le savez, est un peu complexe cette année dans cette période de transition. D'une part, au niveau de l'eau potable, vous avez la Régie qui couvre plus de 81 % des habitants, et vous avez des syndicats sur lesquels nous exerçons une autorité organisatrice en tant que Métropole, mais qui gèrent l'eau pour les 19 % d'autres. Pour ce qui concerne l'assainissement, la Délégation de Service Public (DSP) a été poursuivie pour 1 an sur le secteur central sur Maera. Par contre, sur le secteur est-ouest, je tiens à le signaler, la Métropole, à partir du 1^{er} janvier 2022, exerce les fonctions de régie directe, et c'est elle qui assure la facturation en utilisant un marché de prestation de services pour pouvoir gérer cela directement. Vous aurez peut-être le sentiment que le budget d'assainissement, ses ressources et ses dépenses ont beaucoup augmenté : mais ça tient simplement au fait que, maintenant, nous gérons directement en régie pour cette année de transition, jusqu'à l'année prochaine.

Nous nous intégrons les investissements de cette année sur la PPI de l'ensemble du mandat. Il y a deux investissements majeurs sur lesquels je voudrais apporter un éclaircissement par rapport aux questions qui m'ont été posées.

Premièrement, concernant Maera, jusqu'en 2026, sur le document, on marque 100 millions d'euros. Je tiens à préciser que la planification qui a été faite par les services de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) et par la Régie pour programmer l'investissement sur Maera s'élève au total à 150 millions d'euros, en comptant les années de parfait achèvement qui vont jusqu'en 2028 – et achèvement des travaux au cours de 2027. Ça signifie que ce sont 150 millions d'euros qui seront dépensés sur Maera. À ce sujet, les offres ont été reçues, elles sont en cours d'analyse, et la discussion s'engagera ensuite avec un jury pour des remises définitives au mois de juin, et une sélection de l'opérateur en juin, ensuite six mois de préparation du chantier, et le chantier démarre le 1^{er} janvier 2023. Nous répondrons ainsi aux exigences, et vous savez que c'est une condition, y compris pour tous les permis de construire de la totalité de la Métropole, que Maera puisse être réalisée.

Deuxième élément du PPI qui est important, c'est l'usine du Valédeau. Celle-ci n'est pas en projet ; elle est en cours de réalisation, puisque si vous allez sur le site vous voyez les travaux qui sont à l'œuvre. Ce sera terminé au cours de l'année 2023. Ce qui représente un investissement qui est autour de 23 millions d'euros, et si on y rajoute tout le raccordement qui va vers l'ex-syndicat du Salaison, cela nous fait 30 millions d'euros. Ce qui a des conséquences pour cette année, c'est-à-dire que nous investissons dans le renouvellement des réseaux. Comme c'est indiqué, nous arrivons à des investissements en eau potable et en assainissement qui sont autour de 9 millions d'euros pour l'eau potable, un peu inférieurs en assainissement. C'est extrêmement important ces investissements, parce qu'ils contribuent à augmenter le rendement et par-là même à faire des économies d'eau. Nous allons rentrer dans des périodes où les économies d'eau vont jouer un rôle tout à fait central. Actuellement, nous vivons une période de sécheresse hivernale qui est forte, et nous espérons – je sais que ça ne va pas plaire à tout le monde – qu'il pleuvra bientôt, parce que la bonne charge de l'automne est en train de descendre. Pour cela, nous avons besoin d'investir régulièrement sur ce renouvellement pour pouvoir être le plus efficace possible. Voilà, pour être le plus synthétique possible. Merci.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur REVOL. On en parlera tout à l'heure, à la fin de ce Conseil. Nous avons un rapport, Monsieur le Président, où nous avons obtenu un prix pour Maera de la Banque européenne d'investissement. C'est une reconnaissance aussi du travail que nous faisons et du projet qui est porté.

Ce que nous vous proposons d'affecter pour mieux gérer le cycle de l'eau, pour assurer la protection des populations, la sauvegarde du milieu et de la ressource : 66 millions d'euros, dont 26 millions en investissement, 36 millions en fonctionnement hors personnel, et les femmes et les hommes qui œuvrent à nos côtés sur ces grandes questions, 5 millions d'euros, ce qui donc nous fait un budget de 66 millions.

Comme vous avez pu le voir, la question de la transition écologique et solidaire est au cœur de toutes nos actions. Mais certaines sont plus précisément concernées par cette problématique-là : mieux préserver notre environnement, parvenir à un territoire plus résilient. Je vais passer la parole à Monsieur VASQUEZ et Madame TOUZARD pour la présentation des investissements et du budget sur ces thématiques. Le zéro déchet : Monsieur VASQUEZ.

François VASQUEZ

Merci. Bonjour à tous. Pour l'action de notre territoire zéro déchet, nous allons avoir la mise en place en mars d'une feuille de route très volontariste qui va nous permettre de changer de braquet pour la mise en œuvre de notre politique. Ce territoire zéro déchet, bien évidemment, ça tient lieu de la collecte de ces déchets, de l'enlèvement des encombrants, des dépôts sauvages – que nous nommerons « *délinquance environnementale* » parce que les mots ont leur importance –, la gestion des refus ultimes, le tri et la valorisation – donc la déchèterie Demeter pour les recyclables secs, Amétyst que vous connaissez bien –, la gestion et valorisation des biodéchets, des déchets verts et du compostage, qui est une des clés de notre politique, l'économie circulaire, le réemploi, la réutilisation, le recyclage et les ressourceries – ça, c'est ce qui va nous permettre de créer de l'emploi avec notre politique de transition écologique du traitement des déchets.

Pour aller vite, dans la PPI on voit qu'il y a des sommes qui vont être allouées notamment et prévues pour les bacs, les points d'apport volontaire, les conteneurs enterrés pour le tri et la collecte (11 millions d'euros). Évidemment, il va falloir qu'on multiplie les points d'apport volontaire, notamment de verre. Il va falloir qu'on donne cette possibilité à chacun de trier, parce que je rappelle que 5 000 tonnes de verre triées, ce sont 2 millions d'euros d'économisés par an sur le traitement pour la Métropole. Ensuite, on a la modernisation des déchèteries et de Demeter, et la création de plateformes de biodéchets. Je rappelle que nous allons gérer les 35 000 tonnes de déchets verts, pour qu'ils trouvent des exutoires sur le territoire de la Métropole ou en périphérie, et ne plus les exporter. Nous allons traiter les 35 000 tonnes de restes alimentaires qui sont dans notre poubelle grise, qu'on va essayer d'extraire pour les remettre sur les sols, encore une fois sous forme de compost de haute qualité sur notre sol qui en a bien besoin. Enfin, les ressourceries : on a prévu 4 millions d'euros afin de pouvoir relancer et inscrire dans le territoire un véritable réseau de ressourceries.

Le fonctionnement pour 2022 : 91 millions d'euros. La collecte, ce sont 29,3 millions ; le tri et la valorisation, ce sont 26 millions. 26,2 millions d'euros pour Amétyst, Demeter et la gestion des déchèteries. Ce chiffre, c'est la globalité. Le plan des biodéchets, 1,2 million d'euros ; l'élimination des déchets ultimes à 24,6 millions d'euros, dont 19 millions qui sont pour le transport, c'est-à-dire l'exportation funeste de nos déchets, bien loin de nos terres. La prévention de l'économie circulaire pour 800 000 euros. Ça va être tous les projets qu'on lance, pour faire un tissu, vraiment, et permettre d'avoir une véritable économie qui se crée sur nos nouvelles bonnes pratiques.

Les investissements : on réhabilite les déchèteries (2,7 millions d'euros). Démarrage des travaux de la plateforme de compostage des biodéchets : petit budget, parce que c'est long à se mettre en place, mais ça va démarrer sur la première plateforme, qui va nous permettre de traiter en proximité. L'acquisition de composteurs collectifs, individuels et des équipements de pré-collecte pour 2,6 millions d'euros, et l'acquisition de véhicules de collecte : ce sont les camions, vous savez, les bennes au gaz naturel. Nous renouvelons le parc au fur et à mesure, et là nous aurons donc 1,5 million d'euros pour cela, pour la régie. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Monsieur VASQUEZ. Les chiffres que vous présentez, entre autres l'exportation des déchets ultimes : nous prenons tous conscience de ce montant si important pour les finances de la Collectivité, et la feuille de route que vous êtes en train de proposer, elle est indispensable, parce qu'elle est vertueuse, et elle est aussi indispensable pour nos finances. Je sais que la commande est importante. Je crois que vous devez présenter ça en mars. Nous pourrions en débattre lors du prochain Conseil de Métropole. Mais l'enjeu est majeur. C'est vraiment l'enjeu de cette année. Mieux gérer nos déchets, mais aussi tendre vers un territoire beaucoup plus résilient. Je passe la parole à Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Merci Renaud. On a regroupé les actions menées par la Métropole sur toute la zone agricole et naturelle au travers de la politique agroécologique et alimentaire, des stratégies biodiversité – je ne vais pas trop entrer dans le détail, parce que c'est l'objet d'une délibération un peu plus loin dans le Conseil. On a regroupé ici tout le volet énergétique, qu'il s'agisse du travail qu'on va mener sur le territoire pour le développement des énergies renouvelables, la rénovation énergétique des bâtiments, mais aussi la Métropole en tant que Collectivité exemplaire. Là, c'est tout le travail qui est mené par Jean-François AUDRIN – qui est absent, mais où il y a quand même un très fort investissement, on va le voir. Il y a la mise en œuvre de ce plan climat au sens de la dimension, coordination, animation, sensibilisation que revêt aussi ce plan climat, qui est un plan qui couvre 10 orientations majeures et qui met bien en valeur les contributions des différents publics à l'objectif de la neutralité carbone en 2050.

Au niveau de la PPI, ce sont 51 millions d'euros d'inscrits, sur ce périmètre-là. Il y a 8 millions d'euros – et c'est totalement nouveau dans ce mandat – qui sont fléchés sur la politique agroécologique et alimentaire, avec tout le développement notamment des infrastructures, des plans de gestion qu'on a à mettre en place pour la relocalisation notamment des filières agroalimentaires et le développement de l'appui à l'installation d'agriculteurs sur les fonciers collectifs. L'acquisition de foncier agricole pour 10 millions d'euros, à la fois pour lutter contre certaines pratiques spéculatives en zone agricole, mais aussi pour avoir un rôle structurant d'acquisition de foncier pour constituer du foncier pour les agriculteurs et les éleveurs. La modernisation du MIN, quand même 12 millions d'euros. Le schéma directeur est en cours d'élaboration. Il y a 1,9, presque 2 millions d'euros qui vont être mis en œuvre pour développer des projets d'énergie renouvelable sur le territoire. Là je ne parle pas aussi du développement du réseau de chaleur et de froid qui va se mettre en place, mais là c'est dans le cadre d'une délégation de service public. La mise en œuvre du plan climat dont je parlais, lui-même, 1,2 million d'euros d'investissement. Ensuite, si on se recentre sur le patrimoine de la Collectivité, au niveau des véhicules métropolitains, l'objectif de décarboner l'ensemble de la flotte à l'horizon du mandat et l'installation de bornes électriques aussi, en lien avec la politique mobilités de Julie FRÊCHE, ce sont 16 millions d'euros qui vont être attribués à cet investissement sur le mandat. Enfin, sur le volet rénovation thermique, entre l'action qu'on va mener sur notre patrimoine et le soutien aux particuliers sur le territoire, ce sont 14 millions d'euros.

Concrètement, pour le mandat, sans rentrer dans le détail, il y a 9 millions d'euros. Dans ces 9 millions d'euros, il faut savoir qu'il y a tout le volet fonctionnement sur le patrimoine, et c'est la facture d'électricité, les factures d'énergie notamment, qui sont un gros morceau. Sachant que sur nos bâtiments métropolitains, toute l'énergie consommée est d'origine renouvelable. Il n'empêche que les tarifs – on le sait tous – vont fortement augmenter dans les mois et les années qui viennent. Tout est fait pour arriver à contrôler cette facture. On met en exergue 3 millions d'euros qui sont en fonctionnement attribués à la P2A et à tout ce volet aussi biodiversité, aménagement de l'espace naturel.

Sur le volet investissement 2022, 11 millions d'euros : 1,7 million pour la politique agroécologique et alimentaire. Cette année, on est encore dans une phase de montée en puissance et de mise en place des outils pour le développement des énergies renouvelables, donc on reste à un niveau d'investissement encore mesuré (600 000 euros). On va mettre en place notamment tout un dispositif, on va y revenir je crois dans le Conseil avec la SA3M pour pouvoir appuyer le développement de ces énergies renouvelables. Pour le plan climat, 200 000 euros. Pour la décarbonation de la flotte de véhicules de la Collectivité, l'installation de bornes électriques, 4,7 millions d'euros dès cette année. Pour la rénovation énergétique, qu'il s'agisse des bâtiments métropolitains, 2 millions d'euros, mais aussi de la rénovation thermique, la fameuse prime de 1 300 euros dans le cadre du plan climat, ça représente 2,4 millions d'euros pour l'année qui vient.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Isabelle [TOUZARD]. Nous vous proposons donc d'affecter au budget 2022 131 millions d'euros pour assumer les projets que vous venez de nous présenter avec Monsieur VASQUEZ : 22 millions d'euros en investissement, 100 millions d'euros en fonctionnement hors personnel, 9 millions d'euros pour les ressources humaines. Donc un total de 131 millions d'euros vous est proposé.

Territoire plus résilient, mais il faut aussi que les femmes et les hommes de notre Métropole puissent s'épanouir. L'accès pour tous au sport et à la culture est un impératif majeur pour nous. Je passe la parole à Monsieur BELLANGER, qui a travaillé avec Monsieur PENSO sur ces questions-là pour la politique culturelle. Monsieur BELLANGER, la parole est à vous.

Boris BELLANGER

Merci, Monsieur le Vice-Président. Chers collègues. Je rapporte pour Éric [PENSO], qui est absent aujourd'hui, évidemment auquel je voudrais associer aussi les directrices de la culture et du patrimoine pour la présentation de cet exercice.

Il faut rappeler les principales missions concernant la culture et le patrimoine avec l'accès à la culture pour tous, l'accompagnement, la structuration et la mise en réseau des acteurs associatifs, le développement de l'offre pour la jeunesse, et le soutien aux artistes et à la création contemporaine. Au final, c'est donc contribuer au rayonnement de notre Métropole au niveau national et international.

Pour ça, à la PPI sont inscrits 76 millions d'euros pour soutenir la vie culturelle. En fonctionnement, 66 millions d'euros, et notamment ce chiffre qu'il faut relever, c'est le chiffre-clé de quasiment 20 millions d'euros, car il marque la volonté de notre Collectivité de soutenir les acteurs culturels, car ils ont besoin de notre soutien, en particulier pendant cette période de restriction sanitaire. La contribution aux établissements culturels, donc aux établissements que sont Mo.Co., Domaine d'O, de 6,1 millions d'euros, les travaux d'entretien et de sécurité dans les établissements culturels de la Métropole, 7 millions d'euros, et le fonctionnement des 14 établissements du réseau des médiathèques, 16 millions d'euros, mais ce chiffre comprend la masse salariale. En matière d'investissement, 17 millions d'euros : le fonds d'aide à la création cinématographique, 700 000 euros ; l'accessibilité des bâtiments culturels, accessibilité universelle, 800 000 euros ; musée Fabre, 2,3 millions d'euros ; la Cité des arts, 5 millions d'euros.

Les chiffres pour la PPI 2021-2026 : c'est 1,1 million d'euros pour le ravalement des façades de l'Opéra Comédie – qui, je vous le rappelle, vient d'être classé monument historique, en 2020 – ; l'acquisition d'œuvres d'art pour les collections du musée Fabre, 2 millions d'euros, qui se traduisent d'ailleurs actuellement par l'exposition « *La beauté en partage* » sur les collections acquises par le musée ; la création d'un Centre de conservation et d'étude à Lattara, 8,1 millions d'euros, auxquels il faut ajouter les 7 millions d'euros sur le parcours archéologique ; et puis un fonds d'aide – ça rejoint les propos de Hind EMAD tout à l'heure sur les industries créatives et culturelles – de 3,6 millions d'euros, qui est un secteur innovant et qui a besoin de notre soutien.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup pour cette présentation. Monsieur ASSAF prend le relais pour la pratique sportive.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Vice-Président et cher ami. Qu'il me soit permis dans un premier temps de profiter de ce micro qui m'est tendu pour remercier – et ça n'est pas un exercice de style – l'engagement des agents du service public, et particulièrement des agents du service des sports de la Métropole, qui prend plusieurs formes. Ça peut être, de façon plus futile comme l'ont fait Monsieur NYS et Monsieur MERLIAUD en participant de façon brillante à l'*Urban trail* de Montpellier, aux côtés de 2 000 autres participants – je tiens à rassurer tout le monde : la hiérarchie administrative a respecté la hiérarchie sportive, et vice versa. Mais plus sérieusement, remercier le travail et l'adaptation de nos agents, je pense aux agents des 14 piscines de la Métropole, je pense aux agents qui accompagnent toutes les semaines les équipes du MHR, du Montpellier Handball (MHB), du MHSC, du Montpellier Waterpolo, et qui depuis deux ans font preuve d'une imagination, d'une abnégation, d'une adaptation, d'une adaptabilité à toute épreuve, tant les réglementations pour permettre l'accueil du plus grand nombre, l'accueil du public, mais aussi dérouler des manifestations sportives, sont changeantes. Je veux ici, à l'occasion du budget, leur rendre un hommage appuyé en votre nom, mes chers collègues.

J'aimerais vous dire également que, bien sûr, le budget, c'est un rendez-vous presque obligé, c'est un rendez-vous annuel, mais c'est aussi un acte politique majeur fondateur. J'ai coutume de dire que le budget, c'est un peu comme en amour : il y a des déclarations d'amour, mais on préfère toujours les preuves d'amour. Finalement, le budget, c'est une preuve d'engagement politique et le budget des sports n'échappe pas à cette règle.

Ici, il incarne une nouvelle politique sportive, axée autour de trois objectifs principaux : ouvrir la pratique sportive du plus grand nombre, et je veux ici saluer bien sûr le travail que je mène en étroite collaboration avec Hervé MARTIN, Adjoint aux Sports à la Mairie de Montpellier, mais avec l'ensemble des adjoints aux sports des communes de la Métropole, pour atteindre cet objectif. Il peut représenter – vous le verrez dans le budget – plusieurs formes, notamment par la mise en place que nous aurons à vous présenter d'un plan natation à l'échelle de la Métropole, qui doit permettre à tous les enfants sortant de l'école primaire et entrant au collège en sixième de savoir nager, de connaître les rudiments qui vont leur permettre de se sauver en cas de chute dans une piscine. C'est l'engagement minimum que nous devons avoir lorsque nous sommes une Métropole qui compte aujourd'hui 14 piscines. D'ailleurs, les investissements que vous verrez, 3,2 millions d'euros pour la Motte Rouge, 16,8 millions pour le Centre Nautique Neptune, les 1,1 million d'euros pour les travaux de mise aux normes de la Piscine Olympique Angelotti sont des preuves de notre volonté de mettre en place ce plan natation.

Je le disais : ouvrir la pratique sportive au plus grand nombre, y compris les nouvelles pratiques sportives. C'est la raison pour laquelle, avec les adjoints aux sports des communes de la Métropole, avec l'Adjoint aux Sports de la Ville de Montpellier, nous travaillons à structurer, développer une filière sportive urbaine. Vous le savez, l'ensemble de vos parcs, skate-parks sont un véritable succès sur l'ensemble de la Métropole – le Festival International du Sport Extrême (FISE) Métropole, qui se déploie sur l'ensemble des communes de la Métropole, en est un exemple. Notre volonté, c'est de faire de cette filière sport urbain – à l'image d'ailleurs de ce que le surf a pu être pour la côte basque – non seulement un vecteur d'intégration d'une jeunesse qui ne demande qu'à s'exprimer, mais aussi de structurer une filière économique autour de cette pratique sportive.

Deuxième axe : inscrire la Métropole dans les Jeux olympiques de Paris 2024. Nous sommes une Terre de Jeux, et Monsieur le Président aura l'occasion de l'annoncer très officiellement, mais aux côtés de la Ville de Sète, aux côtés de la Ville de Millau nous sommes engagés dans une offre commune pour permettre aux équipes du monde entier, dans toutes les disciplines sportives, de venir se préparer, de venir s'installer ici, dans la Métropole, dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de Paris 2024. Mais c'est aussi une nouvelle politique visant à accompagner les jeunes espoirs qui sont dans nos clubs aujourd'hui, dans nos clubs amateurs sur l'ensemble du territoire de la Métropole, et qui par l'aide financière que nous apportons pourront, qui sait, demain prétendre à des médailles à Paris, ou après-demain à Atlanta.

Enfin, dernier axe et non des moindres, c'est, par-delà les Jeux olympiques de Paris 2024, faire rayonner Montpellier Méditerranée Métropole à travers le sport, c'est par l'accueil de grands événements. Le Président citait en introduction la tenue prochaine des championnats du monde de patinage artistique, l'Open Sud de France, notre candidature pour accueillir les championnats de France de breaking, le FISE, qu'il est l'un des événements sportifs, avec le Tour de France, les plus populaires du pays. C'est aussi également permettre l'accueil d'équipements sportifs performants, bien sûr la Halle des sports, qui est inscrite dans la PPI, mais aussi l'accompagnement par nos services, l'accompagnement de la construction du nouveau stade de football. Enfin, parce que ça devient une habitude – ce n'est pas parce que c'était une habitude qu'il ne faut pas le remarquer et ça a été fait ici en propos introductifs – ce sont l'accompagnement et les aides, un peu plus de 9 millions d'euros, pour les clubs de haut niveau qui, tous les week-ends, font la fierté de notre territoire, mais aussi sa renommée.

Vous le voyez, finalement, un budget qui va nous permettre, mes chers collègues – si vous l'adoptez – d'affirmer jusqu'à preuve du contraire – je le maintiens : d'affirmer – que Montpellier Méditerranée Métropole est la Métropole la plus sportive de France. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Vous avez bien raison, Monsieur ASSAF, et le budget que nous vous proposons de 125 millions d'euros se répartit ainsi : 28 millions d'euros en investissement, 57 millions d'euros en fonctionnement hors personnel, et Monsieur BELLANGER – Monsieur PENSO le dit souvent, et Monsieur ASSAF, vous l'avez précisé – c'est en tout, dans notre Métropole, 1 091 agents qui œuvrent pour le sport et la culture dans la Métropole. Monsieur RAYMOND pourra le confirmer : ce sont la direction et les services qui accueillent le plus de collaborateurs dans la Métropole, plus que la direction des routes.

Une Métropole où on s'y sent bien, mais c'est aussi une Métropole solidaire. De nombreux élus œuvrent sur ces questions-là de solidarité entre les habitants, entre la Métropole et ses habitants, entre la Métropole et ses communes. Je vais passer la parole à Madame GIMENEZ et Madame ILLAIRE. J'y associe aussi Madame VASSAS-MEJRI, Monsieur RIO, Madame LLORET, qui œuvrent, qui accompagnent les autres Vice-Présidents dans cette délégation – on s'est partagé le travail. Madame GIMENEZ, vous avez la parole, s'il vous plaît.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Vice-Président. Saluer également les collègues que vous avez cités pour le travail qu'ils font, et vous dire que je pense qu'ils seront bien plus compétents que moi pour répondre à vos questions sur leur délégation.

Les principales missions de cette grande délégation où on est de nombreux Vice-Présidents, c'est le soutien, le développement et l'amélioration de l'offre de logements, à la fois sur la construction de nouveaux logements, avec des aides à la pierre qui vont se monter dans la PPI à 36 millions d'euros, qui vont nous permettre du coup de construire plus de logements et de loger l'ensemble de la population, mais aussi des aides à la pierre pour l'habitat privé ancien et la lutte contre la précarité énergétique, qui va se monter à 87 millions d'euros dans la PPI. C'est aussi la rénovation thermique et la lutte contre la précarité énergétique, qui va nous amener dans la PPI à un budget de 23 millions d'euros. Mais c'est également le nouveau projet de rénovation urbaine des quartiers Mosson et Cévennes à hauteur de 97 millions d'euros sur la PPI. C'est aussi la dotation politique de la ville, qui représente 4,6 millions d'euros par an. C'est la délégation de la cohésion sociale que j'ai l'honneur de conduire, avec notamment la délégation à la politique de la ville, le dispositif du plan logement d'abord, le plan pauvreté que nous travaillons en lien étroit avec l'État, le fonds d'aide aux jeunes qui touche 900 jeunes. C'est la téléalarme qu'Éliane [LLORET] conduit brillamment, qui concerne 1 326 bénéficiaires, ce qui est énorme. C'est le fonds d'aide aux jeunes qui concerne 900 personnes. Enfin voilà, c'est tout un tas de sujets.

Je vais laisser la parole à Régine [ILLAIRE] sur ses compétences.

Régine ILLAIRE

Bonjour, chers collègues. Une Métropole plus solidaire passe par la mise en œuvre du schéma des aires d'accueil des gens du voyage. C'est notre collègue Jean-Pierre RICO qui a cette délégation en charge, et je pense qu'il vous répondra s'il y a des questions. Ça passe également par la création d'un cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, et par le fonds d'aide soutien des centres-bourgs et patrimoine des communes sur le fonds de concours aux communes.

Pour la PPI 2021-2026, il a été fléché 15 millions pour la création des aires d'accueil des gens du voyage. Pour la création du cimetière métropolitain, 21 millions. Ça concerne la première phase, 3,5 hectares, qui comprend des infrastructures importantes avec l'accueil qui est opérationnel depuis un mois à peu près, et les deux bassins de rétention, et il y a également l'ossuaire qui est en cours. Pour le fonds d'équipement, le fonds de concours aux communes, il a été fléché 21 millions d'euros. Je repasse la parole à Clara [GIMENEZ].

Clara GIMENEZ

Merci. Sur le budget de fonctionnement 2022, la solidarité va concerner 12 millions d'euros, avec 2,7 millions qui seront consacrés au Fonds de Solidarité Logement (FSL). On le sait, avec la crise sanitaire, il y a de forts impacts sur les publics les plus fragiles, et notamment sur leur capacité à payer leur loyer, etc. C'est également le plan logement d'abord, qui travaille sur la question des sans abri. J'en profite pour saluer les équipes avec lesquelles on a organisé la Nuit de la solidarité la semaine dernière, qui visait à recenser le nombre de personnes à la rue et qui a été une réussite énorme puisque plus de 400 bénévoles ont participé à cette action, et remercier également les Maires qui ont accepté qu'on aille investiguer leur territoire – on aura l'occasion d'en reparler dans les semaines à venir. Le plan logement d'abord, ce sont 500 000 euros sur 2022. La rénovation thermique des logements privés, ce sont 800 000 euros. La gestion des dispositifs de téléalarme, c'est 0,2 million d'euros, ainsi que 900 000 euros pour la politique de la ville et 400 000 euros pour les aides au fonds d'aide aux jeunes. Nous aurons également du fonctionnement sur l'espace Gisèle-Halimi à la Mosson à hauteur de 200 000 euros.

Je présente également les investissements pour 2022, comme ça après Régine [ILLAIRE] pourra présenter l'ensemble de son budget. Nous soutenons également les bailleurs sociaux pour la réalisation de logements à hauteur de 5,7 millions d'euros. Nous aidons les propriétaires privés pour la rénovation de l'habitat et lutter contre la précarité énergétique à hauteur de 7 millions d'euros. La création de l'organisme foncier solidaire de la Métropole va représenter 1,5 million d'euros. Le projet ANRU sur 2022 pour les quartiers Mosson et Cévennes va représenter 17 millions d'euros. Et enfin, la rénovation thermique des logements privés va représenter 2,4 millions d'euros.

Régine ILLAIRE

Le cimetière métropolitain est géré par une convention entre la Ville de Montpellier et la Métropole. Nous avons fléché 100 000 euros. Pour les dépenses d'investissement, nous avons fléché, pour la création des aires d'accueil des gens du voyage, 4,6 millions, pour le cimetière métropolitain, 6,2 millions, et pour le fonds d'équipement et de soutien patrimonial aux communes, 4 millions d'euros. Merci.

Renaud CLAVAT

Merci beaucoup pour cette présentation en duo, précise et efficace. Nous vous proposons d'inscrire au budget 2022 64 millions d'euros pour la Métropole plus solidaire, 51 millions d'euros en investissement, 7 millions d'euros en fonctionnement hors personnel et 5 millions d'euros pour les agents.

Nous avons parlé à chaque présentation thématique, Monsieur le Président, des femmes et des hommes qui travaillent pour la Métropole, qui travaillent pour le service public, qui sont engagés. Je passe la parole à Monsieur RAYMOND, qui va nous présenter les grandes lignes directrices du budget en RH.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues. Tout d'abord – et si vous ne le savez pas – je voudrais vous informer de l'arrivée de Blandine FORTIN, nouvelle Directrice du Pôle Ressources humaines (RH) et Dialogue social à la Métropole et à la Ville – puisque comme vous le savez, c'est un service qui est mutualisé.

On a parlé beaucoup de chiffres et il faut parler des hommes et des femmes qui vont contribuer, pour nombre d'entre eux, avec passion et volonté à faire que cette Métropole rayonne. Pour cela, les RH, c'est le maillon essentiel et principal pour conduire tous nos projets. Si les effectifs sont relativement constants, autour de 2 300 personnes, agents, femmes et hommes, qui travaillent dans notre Collectivité et différents services, la masse salariale va devoir augmenter. Elle va augmenter, il faut le dire clairement, d'un peu plus de 4 %. Pourquoi ? Parce que nous avons de gros chantiers – en rattrapage quelque part – par exemple la déprécarisation qui a démarré dans certains services, notamment au niveau de l'Ecolothèque et de la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchet, et puis la création de nouveaux postes. Et puis le gros sujet de l'année 2022 sera bien évidemment le RIFSEEP. Qu'est-ce que le RIFSEEP ? C'est le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel. L'acronyme est un peu

barbare, et donc il faut retenir que c'est le régime indemnitaire. À cela on peut aussi ajouter à travers les lignes directrices de gestion une augmentation sensible des promotions au cours de l'année, lorsqu'on les valide, puisqu'on a un taux de promus qui a fortement augmenté, et c'est bien pour la reconnaissance notamment de l'engagement de nos agents.

Ce qu'il faut déjà bien comprendre, c'est que 2022 est une année qui va être de transition. Au-delà des élections, c'est une année de transition parce qu'il y aura des élections des représentants du personnel, qu'il faut bien évidemment que la Collectivité accompagne, pour que ça se déroule dans de bonnes conditions pour l'ensemble des syndicats représentant nos agents, afin de pouvoir bien travailler jusqu'au bout, mais aussi pour redémarrer une nouvelle période après les élections. Je n'ai pas beaucoup de chiffres à vous dire, mais j'ai plutôt des mots à placer, des mots qui devraient être forts. Je remercie Monsieur le Président, je vous remercie puisque nous déambulons par ces temps du mois de janvier dans les services de la Métropole pour rencontrer nos agents, bureau par bureau, afin de leur souhaiter d'abord de bons vœux, des bons vœux de santé, des bons vœux bien évidemment professionnels. Sachez, cher Michaël [DELAFOSSÉ], que cela touche sensiblement l'ensemble des agents, qui reçoivent ce message comme une volonté de faire ensemble – « ensemble », c'est un mot que je réutiliserai probablement au cours de mes prises de parole à chaque fois que j'interviendrai.

Quatre enjeux majeurs de la politique RH sur notre territoire. Le premier enjeu qui est fort c'est celui de la condition du travail et du bien-être au travail. Je crois qu'un agent, il est d'autant plus efficace et redoutable lorsqu'il se sent bien, lorsqu'il se sent à l'aise dans son métier et lorsqu'on y a donné un sens, un cap, savoir comment on va faire et pourquoi on va faire. Pour cela, nous, on doit faire porter des dossiers comme l'engagement femmes-hommes sur notre territoire, retrouver une égalité professionnelle qui – je l'ai présenté au dernier Conseil de Métropole – a encore des efforts à faire, même si on avance. Également les agents en situation de handicap, les intégrer parfaitement pour qu'ils puissent exercer leurs missions, leurs fonctions. Il y a également un dossier qui arrive : c'est celui du dispositif des traitements relatifs aux signalements (harcèlement ou autres). Voilà le premier grand enjeu.

Le deuxième enjeu, c'est l'évolution et l'organisation. Ça n'a échappé à personne : l'arrivée d'un nouveau Directeur Général des Services depuis maintenant près d'un an fait que nous avons restructuré l'administration, réorganisé l'organisation. Quelque chose de pyramidal se met en place et il faut l'accompagner au sein de l'ensemble des Pôles de demain, afin que ceux-ci soient équilibrés et efficaces au quotidien.

Troisième enjeu : c'est celui du parcours professionnel. Je remercie Monsieur NYS pour tous les éléments que l'on met en place relatifs aux possibilités d'évolution de nos agents dans les Collectivités, que ce soit la Métropole mais aussi la Ville. C'est un des facteurs intéressants pour nos agents : c'est d'évoluer dans deux Collectivités – même si la Métropole n'est pas une Collectivité, mais mon cher René [REVOL] ne m'en voudra pas. En tout cas, ça leur donne des perspectives d'évolution au sein de nos Collectivités. Pour cela, il a été mis en place également le campus du management, et Michel ASLANIAN, Adjoint à la Ville, porte ce dossier, dont les premières promotions seront au cours de l'année 2022. Le campus du management, c'est pouvoir former en interne nos agents à de bonnes pratiques et à de bons gestes par rapport aux agents, tant dans l'organisation que dans le management. Il y a également Passerelle, une très belle plateforme qui nous permet d'accompagner des agents qui sont en difficulté, notamment en termes d'employabilité. Il faut maintenir cela, parce qu'on sait qu'il y a des métiers usants, fatigants, et donc on n'a plus de carrières linéaires peut-être comme autrefois, et certains agents, à un moment donné de leur vie, par des formations, peuvent se retrouver sur un poste relativement différent de celui qu'ils ont occupé au cours de plusieurs années.

Et enfin, le dernier point, le quatrième enjeu, c'est celui de la politique sociale et de l'équité du traitement. Un dossier, j'en ai parlé, c'est le RIFSEEP – vous avez tous retenu l'acronyme, j'en suis persuadé. Il y a également la contribution obligatoire de l'employeur à la mutuelle prévoyance et santé que l'on doit mettre en place – qui est dans une des affaires à l'ordre du jour, même si aujourd'hui on ne met en place que le débat. J'insiste bien : on ouvre le débat, pour discuter notamment avec les représentants du personnel, de la mise en œuvre de cette complémentaire, que ce soit côté santé et prévoyance. Je vous remercie et je suis désolé si j'ai été un peu long.

Renaud CALVAT

Non, Monsieur RAYMOND, vous n'êtes pas long. C'est important de prendre du temps aussi pour aborder ensemble la question des femmes et des hommes qui travaillent avec nous. Merci pour votre présentation. Merci à l'ensemble des Vice-Présidents qui se sont exprimés.

Quels sont les grands équilibres budgétaires de notre BP 2022 – ce qu'on appelle la balance ? Nous vous proposons un budget de fonctionnement de 588 millions d'euros en recettes réelles de fonctionnement. C'est 3,4 % de plus par rapport au BP 2021. C'est lié à plusieurs causes : bien évidemment, c'est l'effet des décisions fiscales que nous avons prises l'année dernière, sur par exemple la taxe sur les friches commerciales – ce sont en tout 2,5 millions d'euros de recettes en plus. C'est aussi la Covid-19, qui commence à être derrière nous et on le voit sur le produit des services. Monsieur ASSAF en a parlé tout à l'heure : les piscines se remplissent de nouveau, les usagers reviennent dans nos piscines, et donc nous avons 700 000 euros de plus attendus sur le produit des services de la Métropole. 3,4 % de recettes en plus, qui se répartissent ainsi : 405 millions d'euros de fiscalité, 57 millions d'euros de l'État, 58 des produits des services – je viens d'en parler –, 46 millions, ce sont les attributions de compensation que les communes versent à la Métropole, et presque 18 millions, c'est la dotation de compensation que le Département verse à la Métropole. L'effet Covid-19 est derrière nous : il était d'à plus de 20 millions d'euros en 2020, 10 millions d'euros en 2021, et là les experts estiment – on travaille avec notre cabinet d'étude – qu'on aura un effet Covid-19 inférieur à 1 million d'euros. On retrouve des marges de manœuvre, Monsieur le Président, donc plus 3,4 % de recettes par rapport au BP 2021.

Mais seulement et heureusement, c'est la preuve de la bonne gestion, plus 2,9 % de dépenses réelles de fonctionnement : c'est ce qui nous permet de financer entre autres la PPI ambitieuse que vous nous avez présentée, que nous avons adoptée ici. Des dépenses réelles qui augmentent de 2,9 % : l'augmentation est inférieure à l'augmentation de nos recettes. Néanmoins, des sujets difficiles : 6 millions d'euros pour les déchets en plus par rapport au BP 2021 – d'où l'importance de la feuille de route très vite, en mars. On parlait tout à l'heure de changement de nos flottes de véhicules de ramassage des déchets des ordures ménagères : c'est plus 3,7 millions d'euros en 2022 sur le nettoyage, mais c'est l'impact automatique de la hausse du prix de l'énergie sur nos contrats. Il est donc aussi urgent de changer nos véhicules, de passer à l'électrique, pour ne plus être soumis à cette hausse automatique sur les contrats – c'est indexé, c'est logique, mais ce sont quand même 3 millions d'euros en plus sur la dépense nettoyage. Plus 1,2 million d'euros sur la voirie et l'espace public, mais là ce sont des décisions volontaires que nous avons prises. Cela nous permet quand même, cette augmentation des recettes et l'augmentation maîtrisée des dépenses, de pouvoir dégager 80 millions d'euros d'épargne brute prévisionnelle, d'avoir un taux d'épargne à plus de 13 %, donc on est au-dessus du 12,12 que nous avons présenté ici lors du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Les recettes réelles d'investissement, elles sont de l'ordre de 465 millions d'euros. Nous continuons à chercher des financements pour nos projets d'investissement. Les financements européens : on a besoin de diversifier nos sources de financement. On en parlera aussi tout à l'heure dans la gestion de notre dette et de nos prêts. 30 millions d'euros de subventions sont attendus de nos partenaires en 2022 : 14 de l'État, 5 de la Région, autres de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et de l'Europe. 33 millions d'euros proviennent des communes membres, ce sont les fameux fonds de concours que les communes injectent pour les travaux d'investissement de voirie. Sur ces 33 millions d'euros de fonds de concours, Monsieur le Président, Monsieur le Maire : 25 millions d'euros proviennent de la Ville de Montpellier, entre autres pour la ligne 5. Nous avons 6 millions d'euros de recettes pour les Projets Urbains Partenariaux (PUP).

417 millions d'euros d'investissement : 51 pour la solidarité, 246 pour mieux se déplacer, 45 millions d'euros pour soutenir l'activité du territoire. La répartition des dépenses par politiques publiques, en investissement et en fonctionnement : nous vous proposons un budget de 822 millions d'euros de dépenses totales. Pour la transition écologique, pour l'accompagnement de la solidarité, pour la relance économique. 247 millions d'euros en investissement et en fonctionnement, ce sont les dépenses réelles de la collectivité, 247 millions d'euros pour mieux se déplacer, les mobilités douces, les mobilités alternatives. Les mobilités routières traditionnelles, sécuriser nos routes : 153 millions d'euros. On voit les priorités : 247 millions pour les mobilités alternatives, 153 millions pour mieux se déplacer et sécuriser nos routes. L'activité du territoire, l'attractivité, le développement économique, le tourisme : 67 millions d'euros. Les risques majeurs, la GEMAPI, cycle de l'eau, protection des populations : 35 millions d'euros. La question énergétique majeure, les déchets, la transition énergétique : 131 millions d'euros seront affectés si vous votez ce budget en 2022. Les équipements sportifs, culturels, l'épanouissement de chacun : 125 millions d'euros. La solidarité : 64 millions d'euros.

Je ferai voter bien évidemment à l'issue du débat le budget en section de fonctionnement et d'investissement, en dépenses et en recettes. Mais voilà l'argent que nous vous proposons réellement d'affecter aux politiques publiques dans la Métropole pour l'année 2022.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, et merci aux collègues d'avoir chacun présenté dans leurs responsabilités le budget, ce qui permet d'avoir une présentation chorale de chacune des politiques publiques, à la fois sur les dépenses de fonctionnement et sur les dépenses d'investissement. C'est une manière peut-être différente de présenter le budget, mais cette collégialité me semble extrêmement importante, et j'espère la plus pédagogique possible.

Nous ouvrons évidemment le débat auprès des l'ensemble des élus du Conseil de Métropole pour les questions, les positions, les réactions. Le débat est ouvert. Madame RIBOT, Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Monsieur LÉVITA, Monsieur ASSAF. Pas d'autres demandes de prise de parole ? Ok. Donc Madame RIBOT, allez-y.

Catherine RIBOT

Je vous remercie, Monsieur le Président. Chers collègues. Nous venons de l'entendre, notre Métropole mène une politique écologiste à travers de nombreuses actions : la politique en matière de réduction des déchets, dont la feuille de route est claire et précise (réduction des déchets, développement du compostage, recyclage, soutien à l'économie circulaire), l'ensemble de la politique de transition énergétique, afin de réduire nos consommations et de développer des énergies renouvelables. Ce sont aussi nos actions pour soutenir l'agroécologie, pour préserver la biodiversité. Notre Métropole lance également prochainement son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET). Nous agissons bien sûr pour développer les mobilités douces.

Cette politique écologiste ne doit pas être annulée, par contre, par des projets routiers qui sont contraires aux enjeux climatiques. Élus écologistes, nous appelons également de nos vœux une politique économique clairement orientée vers la transition écologique. Les vieilles recettes sont un échec, nous devons privilégier les activités qui s'inscrivent dans la transition écologique et qui développent un modèle économique plus résilient. Nous avons par exemple créé une agence économique ici : donnez-lui ce cap, celui de l'avenir, celui d'emplois locaux de qualité et non délocalisables. Je vous remercie, Monsieur le Président. Merci, chers collègues.

Monsieur le Président

Merci beaucoup à vous, Madame RIBOT. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Le budget primitif que vous nous présentez s'inscrit dans la continuité du débat d'orientations budgétaires qu'on avait eu en décembre. Il en reprend les quelques points forts, mais aussi les gros points faibles, tout en laissant un certain nombre d'interrogations en suspens : je pense notamment au coût réel de la gratuité des transports, qui reste encore un mystère, ou encore votre stratégie par rapport au taux de réalisation des investissements prévus. Je note au passage, par contre, qu'une question que j'avais posée en décembre a trouvé sa réponse : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères n'augmentera pas cette année, contrairement à l'année dernière où vous aviez trahi votre promesse de campagne, donc je m'en réjouis.

Sur le fond maintenant, pour le mouvement que je représente, ce budget n'est pas assez précis, pas assez clair pour engager la nécessaire bifurcation écologique de notre territoire. À ce sujet, j'aimerais qu'on prenne un petit peu de hauteur au sein de ce Conseil. La Ville de Montpellier a déclaré en 2019 l'urgence climatique. Qui dit urgence climatique doit se traduire par un budget organisé pour y répondre, notamment à la Métropole où se situent la plupart des principaux leviers en termes de compétences. Au niveau national – et je crois que dans les semaines qui viennent nous permettrons d'en débattre dans d'autres lieux – nous militons avec *L'Avenir en commun* pour l'inscription de la règle verte dans la Constitution, c'est-à-dire ne pas prélever plus à la nature que ce qu'elle est en état de reconstituer, et on milite aussi pour la planification écologique. Je crois sincèrement qu'au niveau local, notre Intercommunalité peut et doit s'engager dans cette voie.

Plusieurs manières sont possibles, mais il y a un outil qui fonctionne et que je souhaite proposer ici : le budget vert. Ce n'est pas un budget séparé comme les plans climat, où on met toutes les mesures un peu écolos dans un même document. C'est au contraire un outil pour passer au crible l'ensemble de nos 1,3 milliard de dépenses, pour évaluer ligne par ligne si elles ont un impact sur l'atténuation et l'adaptation de notre territoire au changement climatique, quelles seraient les lignes qui seraient neutres pour ce changement climatique et lesquelles seraient négatives. En interne, ça permettrait notamment d'identifier, de comprendre l'impact des dépenses, d'analyser les marges de manœuvre, d'améliorer, puis enfin de suivre l'évolution des résultats de l'ensemble de ces dépenses. La méthodologie, elle existe : elle est utilisée dans d'autres métropoles, à Lille, Paris, Lyon, Strasbourg et même au Conseil régional d'Occitanie.

Monsieur le Président, la catastrophe climatique, elle est là. Il faut en finir aujourd'hui avec les vœux pieux ou les discours d'auto-persuasion. Il faut se munir d'outils concrets pour lutter contre le changement climatique et prendre conscience des réalités, prendre conscience du mauvais chemin que prend notre Métropole en la matière. Je pense notamment que si on avait un budget vert, ça mettrait clairement en évidence l'impact négatif sur l'environnement de la bétonisation du territoire comme à Cambacérès ou encore du nouveau stade à Pérols. On verrait aussi l'impact des infrastructures routières – je vous rappelle que je demande toujours à quoi correspondent les 32 millions du budget de la PPI qui va être fléchée sur des grandes infrastructures. Il mettrait aussi sûrement en évidence un manque d'ambition de votre majorité autour de la rénovation thermique du logement, un manque d'ambition autour du renforcement de la filière solaire, en général, qui mettrait en avant le manque d'ambition que vous avez en termes de transition écologique et de développement de nos activités économiques. Ça serait un moment qui pourrait être un peu difficile pour les premières années, mais ça servirait au moins à ça : passer d'une écologie des grandes phrases à une écologie des grands pas, concrètes et populaires.

Monsieur le Président, pour conclure, je me tiens à votre disposition pour travailler sur ce sujet.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. La parole est à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président, tout à l'heure, aux finances, signalait que c'était l'an un de la PPI, finalement, que nous mettons là en œuvre. Je partage tout à fait ce point de vue, je serai donc assez rapide, parce que nous nous étions exprimés sur les objectifs donnés dans la PPI, ces objectifs de planification. Nous passons maintenant à la mise en œuvre.

Juste deux-trois exemples qui pour nous, élus communistes, illustrent bien ce que nous devons faire ici dans la Métropole. D'abord sur la question des investissements en termes d'emplois et d'équipements, qui sont absolument nécessaires dans la situation de crise que nous connaissons. Un mot important sur les mobilités : j'avais tellement réclamé dans cette salle, pratiquement sur ce siège, pendant des années, le lancement effectif de la ligne 5 de tramway, et également le lancement des premières lignes de bus à haut niveau de service. Tout simplement parce que nous sommes convaincus que la réponse à l'autosolisme, c'est bien en priorité le développement des transports en commun. Je me félicite du passage à l'acte sur ces dossiers-là, sans compter ce que ça permettra le désenclavement de certains quartiers populaires de la Ville de Montpellier.

Les aides à la pierre, là aussi, en particulier, sur ce que ça permet en termes de rénovation thermique, à la fois pour offrir un logement digne aux personnes qui les habitent, mais aussi dans un souci d'amélioration des questions écologiques.

L'acquisition foncière également, en lien avec la création de l'office public foncier solidaire, et une relance du coup du logement social, parce que tant qu'on n'aura pas réussi à sortir le logement de la logique de marché, nous aurons besoin de créer du logement social. Je serai le premier heureux à dire « *arrêtons de faire du logement social* » le jour où nous aurons enfin sorti le logement de cette logique mortifère du marché. En attendant, il y a besoin de cet office public et foncier, et des moyens qui vont avec.

Une petite parenthèse en tant qu'Adjoint au Sport de la Ville de Montpellier – parce que ça souligne bien le volontarisme qui est le nôtre – enfin je vois revenir la piscine de la Motte Rouge, là aussi un dossier qui était enterré depuis bien longtemps. J'ai vu la ligne inscrite là au tableau et je remercie Christian ASSAF d'avoir enfin solutionné ce bon vieux dossier.

Dernier petit mot pour conclure quand même sur les dotations de l'État, parce que pour tout ça il faut des moyens, et comme à chaque fois, je déplore le niveau des dotations de l'État. Qu'on ne me réponde pas qu'il n'y a pas d'argent et que c'est pour ça que l'État ne donne pas plus. Nous sommes nombreux je pense à avoir lu le rapport Oxfam, que les milliardaires français ont vu entre mars 2020 et octobre 2021 leur fortune augmenter de 86 %, c'est-à-dire de 236 milliards d'euros, c'est-à-dire qu'il y avait là de quoi quadrupler par exemple le budget de l'hôpital ou bien d'autres choses dans les dossiers qui suivront – je reprendrai certainement cet exemple-là.

Merci pour l'ensemble de ces investissements qui permettent de développer une Métropole solidaire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur MARTIN, pour votre intervention. La parole est à Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues. Le budget, c'est un élément fondamental du jugement que l'on peut porter sur une gestion. Le budget, ça indique les désirs, les visions, les directions, la volonté, et ça tient compte de l'environnement, des possibilités, des contraintes. Je m'efforcerai de préciser ces deux points.

Je voudrais d'abord faire quelques remarques préalables. Page 6, vous écrivez *« les entreprises ont mieux résisté grâce notamment aux actions conduites par la Métropole pour accompagner l'économie locale »*. Le *« notamment »* m'a choqué, parce que vous auriez pu indiquer *« les actions de l'État »*. Il y en a pour plus de 270 milliards. La politique du *« quoi qu'il en coûte »* nécessiterait quand même de dire merci au Président de la République pour cette action qui a déséquilibré totalement le budget de l'État et qui va poser des problèmes pour revenir à une situation normale. Que vous l'écriviez, c'est une chose banale ; ce que j'espère, c'est que vous ne le croyez pas. Vous avez une action – j'en conviens, je la souligne, je la salue – mais enfin vous avez été en accompagnement de la politique de l'État, ce qui doit être souligné dans la situation actuelle.

En page 13, vous indiquez toujours *« la mise en place de la gratuité, la gratuité permanente pour tous les habitants de la Métropole »*. On a aucun chiffrage. À la page suivante, vous indiquez que vous prévoyez d'allouer *« 72 millions pour TaM, pour l'exploitation, gestion, maintenance du réseau »*. Je vous indique qu'en 2020, la commission en a délibéré : ce sont 75 millions qui ont été versés. Alors c'est vrai que, page 47, vous indiquez qu'*« une compensation potentielle pour part d'exploitation est en cours de chiffrage, avec le délégataire »*.

Pages 19 et 20, vous prévoyez la création d'une agence d'innovation et d'entrepreneuriat : 2 millions prévus. Pour faire quoi ? À quoi ça sert ? Comment ça va fonctionner ? Vous ne nous l'indiquez pas. La création de Med Vallée pour 1,3 million : là aussi, aucune précision. Ça, ce sont des remarques, mais qui montrent quand même en profondeur l'ossature, l'architecture de votre dossier, de votre projet.

J'en viens à l'essentiel de mon intervention. Votre projet de budget, à mon avis, il est inadapté à la situation de notre temps : vous vous croyez en 1981. D'ailleurs, vous l'avez signalé tout à l'heure encore. Moi, j'ai vécu 1983 ; 1983 a annulé 1981. Vous vous croyez revenu au temps de l'inflation, au temps où l'euro n'existait pas. L'ennui, c'est qu'il existe et que son existence apporte quelques contraintes, en particulier en matière d'inflation. Alors je sais bien : l'inflation, elle est consubstantielle à notre pays ; nous sommes incapables de nous y attaquer sérieusement. Songez que depuis 1973 un seul budget national a été voté en équilibre. Un ! Avant la création de l'euro, l'inflation permettait la réalisation de l'équilibre. Après la création, la dette a joué ce rôle, une dette de plus en plus lourde du fait du faible niveau de l'inflation.

Deuxième observation, vous annoncez les taux. Le taux d'augmentation des recettes, le tableau met 3,4, dans le texte on a 3,55. Bon, disons que le taux d'augmentation des recettes, 3,55. Je vous indique, ça n'est pas dans le texte, mais que le taux de valorisation des bases fiscales – bases physiques décidées par le Parlement – c'est 3,4, pour tenir compte de l'inflation. Vous augmentez les dépenses de 2,93. Donc les recettes, 3,55, les dépenses, 2,93 : c'est à peu près logique. Ces taux, si on les regarde bien, si on ne tient pas trop compte de l'environnement, ils nous ramènent au temps des Trente glorieuses, des taux de croissance que l'on ne connaissait plus depuis 20 ans. Vous espérez que ces taux pourront se maintenir, mais c'est impossible. Cela supposerait que la croissance économique nationale reprenne comme jadis et ça supposerait que l'inflation soit maîtrisée. Vous essayez de tenir les deux bouts. D'une part vous proposez une politique de croissance économique classique : il y a une Agence de Développement, il y a Med Vallée, il y a la French Tech, il y a

l'ensemble d'investissements conséquents ; et puis de l'autre côté, il y a des éléments de ce qui pourrait être une politique écologique : transport public, des pistes cyclables, des vélos électriques, une politique urbaine. Est-ce que ces deux, ça constitue une politique cohérente ? J'en doute fort.

La difficulté aujourd'hui, elle est de proposer un modèle économique qui tienne compte de la nécessité d'affronter la transition écologique – tout le monde subodore que les coûts de cette transition vont être monstrueux – et les attentes de nos concitoyens, qui espèrent une amélioration du pouvoir d'achat, la réduction des inégalités. Je vous accorde que ce modèle n'existe pas – du moins à ma connaissance – ce que l'on entend à la veille de l'élection présidentielle le montre de façon tragique, avec son cortège de promesses absurdes.

J'ai une citation pour conclure, elle est attribuée à Albert EINSTEIN – ce n'est pas sûr qu'il l'ait écrite, mais on lui attribue. Vous allez voir, elle est assez intéressante – enfin j'estime – : *« nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes en pensant de la même façon que nous le faisons quand nous les avons créés »*. Elle est tellement belle que je vais me permettre de la redire : *« nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes en pensant de la même façon que nous le faisons quand nous les avons créés »*.

Je voterai contre ce budget. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention et de votre constance. Monsieur ASSAF.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Je ne vais pas faire mystère ici du profond respect que j'ai pour Max LÉVITA, voire de la réelle amitié que j'ai pour lui, pour pouvoir souligner que je suis en complet désaccord avec son intervention. Je trouve que, à vouloir défendre l'indéfendable – autrement dit le bilan de la majorité passé – il en devient caricatural. Max, la prudence ne veut pas dire la paralysie. Je trouve que le budget qui nous a été présenté ici est à la fois un budget qui protège et un budget qui projette.

Un budget qui protège, qui nous a été présenté avec rigueur, notamment dans ses grands équilibres. Je veux saluer ici mon ami Renaud CALVAT, il nous l'a présenté avec une grande lisibilité. Il a été fait un effort pédagogique important et il faut le souligner car c'est rare, pour rendre ce budget intelligible et permettre ainsi le débat. Lisibilité, transparence. Un budget qui nous permet – comme il nous a permis – d'assumer nos responsabilités pendant la crise de la Covid-19. Je ne vois pas pourquoi nous devrions saluer ou remercier le *« quoi qu'il en coûte »* du Président de la République, et lorsque nous-mêmes nous faisons preuve d'un volontarisme financier et économique, cela devrait s'apparenter à de la gabegie. Non, là, je ne comprends pas. Un budget qui protège, lorsque l'on prend par exemple la politique de l'eau – je veux ici souligner le budget conséquent, important, réalisé pour mettre hors d'eau le CHU de Montpellier. Un budget qui protège à la suite de la présentation de notre projet politique de la ville. Un budget qui – malheureusement, je dois le dire, et c'est l'intervention de Max LÉVITA qui m'y oblige – nous protège des héritages ou des dérives des gestions passées. Nous avons ici et nous mesurons ici le poids de l'héritage de la non-action, ou plus exactement de l'action néfaste en matière de gestion des déchets.

Mais ce n'est pas seulement un budget qui protège. Je le disais : c'est un projet de budget qui nous projette dans l'avenir, qui projette nos concitoyens dans une ville apaisée. Je veux ici saluer l'effort considérable accordé aux mobilités et à cette promesse – c'est une promesse – pour la jeunesse de ce pays, pour les hommes et les femmes qui sont en souffrance économiquement et pour qui le pouvoir d'achat n'est pas qu'une aspiration politique mais une réalité quotidienne : la gratuité des transports. Mais qui nous projette aussi avec les BHNS et le désenclavement de l'ouest montpellierain, véritable injustice depuis plus de trente ans, qui projette les habitants de Lavérune, Pignan, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues vers un temps de transport vers leur lycée, vers leur collège, vers leur lieu de travail, vers leur loisir, plus rapide. Un budget qui projette également dans le zéro déchet, je veux remercier ici François VASQUEZ de nous rappeler sans cesse à l'ordre, bien sûr, cet objectif politique et des moyens collectifs, des moyens financiers, mais aussi des us et coutumes, des habitudes que nous devons changer pour atteindre cet objectif politique. Qui nous projette avec un vrai projet, une vraie ambition que nous a présentée Hind EMAD d'attractivité économique, notamment à travers le projet de Med Vallée, qui est une véritable ambition, une véritable stratégie, une véritable nouvelle identité pour notre territoire.

Tout ça n'est possible que par une rupture, Monsieur le Président, et moi je veux le signaler, vous avez fait preuve d'un peu trop d'humilité à mon goût lors des propos introductifs. Vous avez décidé d'inscrire votre mandat dès votre arrivée dans la rupture de l'isolement de notre territoire avec nos partenaires. On ne peut pas, en l'espace d'une semaine, obtenir le financement 100 % assuré par le privé du Contournement Ouest de Montpellier. On ne peut pas obtenir pas un engagement financier conséquent pour nous, pour les générations futures de la Métropole, et pas seulement, de la Région et d'autres collectivités, pour permettre le ralliement de Montpellier à l'Espagne à travers la LGV Montpellier-Perpignan, sans engager un discours continu, volontaire, fait d'abnégation avec l'État – avec l'État, oui, l'État que l'on peut ici ou là critiquer, mais l'État – afin que Montpellier soit entendu, respecté, avec la Région, avec les autres collectivités, et qui fait que finalement ce qui pouvait n'être que des promesses électorales devient aujourd'hui une réalité, et je n'ai pas peur des mots, de le dire, une réalité historique pour notre territoire. C'est donc sans retenue que nous voterons ce budget qui protège et qui projette.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur ASSAF. La parole est au rapporteur, pour peut-être des éléments de réponse.

Renaud CALVAT

Quelques éléments rapides, et puis après je vous rendrai la parole pour la conclusion, Monsieur le Président. Merci, Monsieur ASSAF, pour les mots que vous venez de prononcer.

Il est des exercices obligés. J'aimerais rappeler il y a trois semaines, il y a eu la commission Ressources, présidée par Monsieur LÉVITA et qui n'est pas filmée, une séance de travail de 2 heures, extrêmement intéressante, constructive, où Monsieur LÉVITA a salué notre travail, la présentation et le sérieux de ce budget. Vous ne le répétez pas ici en séance publique : je l'entends, c'est l'exercice de la démocratie, c'est ainsi. Monsieur LÉVITA, vous savez, EINSTEIN aussi il s'amusait, il aimait beaucoup l'ironie et il disait : *« Rien ne se passe jusqu'à ce que quelque chose bouge »*. C'est ainsi, effectivement : les choses ont changé et elles bougent depuis un an et demi, et ce budget en est l'expression. Les grandes orientations, les priorités, elles sont fortes, elles sont rappelées, elles sont portées aussi par l'ensemble des 31 Maires de cette intercommunalité. C'est cela qu'il est important de rappeler. C'est que nous sommes enfin tous unis pour porter ces grandes orientations.

Vous avez raison : ce n'est jamais simple de faire un budget, mais en plus la structure aujourd'hui des budgets change. Vous avez parlé tout à l'heure de l'évolution des taux, des bases – les bases sont extrêmement importantes – et l'évolution des bases cette année de 3,5 %. Vous avez raison techniquement de dire que nous n'aurons pas d'évolution de base à ce niveau-là chaque année. En revanche, depuis quelques années, les recettes qui dépendent de l'évolution de ces bases ne cessent de diminuer dans la part globale des recettes de la Métropole, ce qui nous impose une grande ingéniosité pour trouver de nouvelles recettes. À titre d'exemple, le budget, les recettes réelles de fonctionnement de la Métropole se monte à 588 millions d'euros. La part métropolitaine sur les taxes d'habitation foncier non bâti, qui sont principalement soumises à cette augmentation de base, Monsieur LÉVITA, ce que la part métropolitaine va nous rapporter au budget sur les 588 millions d'euros en 2022 : 6,2 millions. 6,2 millions sur 588. Vous voyez bien qu'une grande partie du budget en recettes de fonctionnement ne provient pas d'une recette qui serait uniquement liée à l'évolution de ces bases. C'est nouveau, c'est différent. Enfin, j'entends bien, quand vous présentiez un certain nombre de budgets il y a quelques années, la structure n'était pas celle-là. Aujourd'hui nous nous adaptons à une évolution législative que, pour beaucoup d'entre nous, nous n'avons pas souhaitée. Mais c'est ainsi. Nous sommes en démocratie. Le législateur décide et nous devons respecter ces décisions, jusqu'à ce qu'un autre législateur décide autre chose, après une élection.

Je veux, avant de vous laisser la parole, Monsieur le Président, très vite, vous dire quelques mots sur la question du budget vert. Bien évidemment nous sommes en train de le mettre en œuvre et de le porter. Mais pour qu'il ne soit pas un sujet d'affichage mais un sujet d'action réellement engagée, les budgets verts se travaillent sur le compte administratif, et non pas sur le budget prévisionnel, sur ce que la Collectivité n'a pas uniquement annoncé, mais a réellement réalisé. Nous travaillons avec les services bien évidemment de Madame TOUZARD, parce que c'est très transversal, avec les équipes de Monsieur DOMEIZEL, mais aussi au sein du groupe de travail France Urbaine sur cette question-là, pour que ce ne soit pas uniquement des mots, mais des actions concrètes et sur les réalités. Bien évidemment, nous, nous travaillons avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent dans cette Assemblée, mais qui souhaitent être réellement utiles, faire et pas uniquement dire.

Monsieur le Président, je vous passe la parole pour la conclusion, et après je ferai voter.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Merci à l'ensemble des orateurs pour la qualité de ce débat, même si on peut regretter peut-être des postures qui sont liées au débat politique – c'est bien dommage. Je voudrais le dire à notre collègue Max LÉVITA : peut-être aurait-il dû être contre la décision de fermer le troisième casier de Castries, qui impacte très lourdement les dépenses de fonctionnement de notre Métropole et qui nous aurait donné des capacités à agir sur tant d'autres sujets. Cette décision-là est une décision budgétaire hérétique, irresponsable et elle va peser dans chacun des budgets de la Métropole. Toute l'énergie que nous aurons dans le débat du mois de mars sur la stratégie zéro déchet, c'est d'essayer de l'inverser. Cela doit être signalé à l'ensemble de nos administrés, je veux bien qu'on rappelle, les uns et les autres, à la constance, mais elle vaut en la matière. Nous attendons toujours la solution pour savoir comment nous faisons sur la question des déchets ? En tout cas, le travail qui a été fait par le Vice-Président aux Finances et l'ensemble des élus, c'est de pouvoir supporter cette dépense, mais nous avons la responsabilité de l'amoindrir, mais ça vous leste dans les dépenses de fonctionnement, parce que ça pourrait être mieux pour les agents, parce que ça pourrait être plus pour la culture, plus pour le sport, ou peut-être une capacité à réduire plus rapidement notre dette héritée, quoique je veux saluer tout le travail sur la renégociation des taux d'intérêt – vous en avez parlé, mais j'y reviendrai. Je veux le dire parce qu'il faut que ce chiffre-là, 11 millions d'euros en 2021, qui va augmenter puisqu'évidemment la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) – je parle sous le contrôle de Monsieur VASQUEZ – augmente. Il n'y a pas grand-chose sur lequel moi je me mettrais en conflit sur ce qui a été fait ou pas fait, mais ça, ça doit être signalé. Ça, il fallait être contre. Après, chacun expose ses arguments, mais l'honnêteté intellectuelle c'est quand même de le signaler, et ce sera signalé régulièrement.

Alors nous, qu'est-ce que nous essayons de faire ? Je vais reprendre les termes de mon ami Christian ASSAF, qui a pris la parole : protéger, préparer l'avenir dans le respect. Dans ce budget, dépenses d'investissement, de fonctionnement, on protège le pouvoir d'achat des ménages. C'est la mesure de gratuité des transports, en conciliant écologie et justice sociale. Vous aurez les chiffres, ne vous inquiétez pas, on est transparent – et d'ailleurs ils y sont. Aujourd'hui, pour une famille qui a deux enfants de moins de 18 ans, elle ne paye plus leurs abonnements de transport. Pour des retraités avec de petites pensions, ils ne payent plus leur abonnement de transport. On a plein de témoignages qui nous disent « *Monsieur le Maire* » – ou en s'adressant aux élus – « *moi je laisse ma voiture de côté* » au moment où le prix de l'essence est à 1,60 euro, et va peser lourd sur le budget des ménages. Il protège avec l'office foncier solidaire, qui sera nos crédits d'investissement, pour bâtir une stratégie pour essayer de répondre aux défis du logement cher – parce que c'est facile de faire les « *y'a qu'à, faut qu'on* » sur les prix, évidemment. Nous nous sommes dotés dans ce Conseil d'un certain nombre d'outils, et là ils vont rentrer en action de manière effective. Le budget protège : ce sont les travaux sur la protection du risque inondation, et ô combien nécessaire pour la Commune de Lattes, dont le Maire fut si souvent appelé la nuit en frayeur. Aujourd'hui les choses ont bien avancé, ce territoire soumis à la résilience du changement climatique en a besoin. Le budget protège notre capacité à nous développer. Ça a été très bien dit par René [REVOL] sur la sécurisation du réseau d'approvisionnement d'eau avec l'usine de Valédeau. Parce que si nous avons un accident sur notre réseau, nous n'avons pas d'usine de secours et donc on prépare. Le ravitaillement dans cette ressource est essentiel, tout comme il protège notre développement avec les travaux d'investissement de Maera. Protéger, ça apparaît à beaucoup d'égards. Protéger, c'est ce que nous avons fait pendant un an et ce que nous continuons à faire, et beaucoup d'hommages ont été rendus aux agents. Protéger en maintenant tous les services publics ouverts : une forme de « *quoi qu'il en coûte* », de par la Collectivité. Des médiathèques, des piscines, des lieux d'accueil du sport, pour permettre aux jeunes de pouvoir continuer à se socialiser, aux personnes isolées de pouvoir accéder à la culture.

Ce budget, il prépare l'avenir. Il prépare résolument l'avenir et il est l'expression d'une marque de fabrique de cet exécutif : le volontarisme. C'est vrai, on peut ne rien faire et on peut commenter, ou on peut faire le choix d'agir. Agir, c'est toujours être controversé parce qu'on prend une position. Il y a ceux qui font le choix de tenir en équilibre – je ne bouge pas, comme ça, pas de critique – ou on essaie d'agir. Très concrètement, nous agissons. Cette année, les chantiers tant attendus de la ligne 5 du tramway vont commencer. Ils vont être difficiles pour l'ensemble des administrés de la Métropole, car ce sont des contraintes – par avance, les gens le savent, ça va être difficile. Mais il prépare l'avenir parce qu'il complète notre réseau de mobilité. Cette année, on va voir l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France se faire, pour sortir les gens de cette embrouillamini qui impacte à la fois la Commune de Lattes ou tout simplement les usagers du réseau de transport. Il prépare l'avenir autour du développement économique et les nombreux projets qui ont tous été délibérés par des délibérations sur Med Vallée, sur l'Agence de Développement économique, qui précisent les intentions, justement parce que nous voulons dire ce que nous allons faire, et ensuite le mettre en œuvre

et se doter des moyens budgétaires. Il prépare l'avenir de chacune des communes de la Métropole, avec le fonds d'aide aux communes, avec l'accompagnement du projet des Maires, de leurs Conseils municipaux, pour équiper convenablement leur commune.

Je pourrais ainsi faire cette longue liste pour les investissements, qui avoisinent près de 400 millions d'euros. Plus qu'en 2021, plus qu'en 2020, plus qu'en 2019. Nous investissons parce qu'il faut préparer l'avenir, parce qu'il faut protéger nos concitoyens. Nous investissons parce qu'aujourd'hui le contexte nous le permet. Le premier, et je l'ai toujours salué à cette tribune – étrange procès d'intention – : le plan de relance, l'Europe, le Gouvernement et les choix qui ont été faits. Si nous n'alignons pas des projets, nous ne serons pas au rendez-vous du plan de relance. Moi je vois mes autres collègues Présidents – ou Présidentes d'ailleurs – de métropole : ils ont des projets, ils sont soutenus. Eh bien, nous, il faut aligner les projets et être soutenus, à l'image des BHNS, à l'image des soutiens financiers qu'on va recevoir sur notre politique de l'eau, sur la politique de lutte contre les inondations. Si vous n'avez pas de projet, c'est sûr, vous n'aurez pas de soutien. 400 millions d'euros d'investissements. C'est de la commande publique, pour l'ensemble des entreprises du territoire, pour lutter contre le contexte parfois anxiogène et légitime, qui est la question de l'emploi. Quand on investit, on soutient l'activité, et avec cette PPI, on donne de la lisibilité à nos entreprises.

Autre élément : le respect. D'abord, le respect de nos agents – cher Joël RAYMOND – avec le RIFSEEP, après la dé-précarisation qui va se poursuivre d'un certain nombre de collègues, qui enchaînent les Contrats à Durée Déterminée (CDD) depuis très longtemps – ça a été dit, les services ont été dûment nommés. Le respect des agents pour pouvoir les accompagner. Nous avons fait le choix d'augmenter les promotions, les avancements, sur la base de critères, donc d'une transparence qui faisait aux yeux de certains défauts, pour faire en sorte qu'on puisse évoluer dans la collectivité, pour que quand on obtient un concours par mérite, on puisse être avancé. C'est le respect de nos agents – je veux ici, en votre nom, tous les saluer. Ici nous avons des agents qui sont pleinement impliqués, volontaires, et qui demain dans le projet d'administration feront part à beaucoup d'égards de propositions qui permettront collectivement à cet exécutif de pouvoir faire mieux.

Le respect enfin des grands équilibres financiers de la Collectivité. Parce que bien gérer c'est indispensable, mais ça n'est pas une fin en soi ; c'est un moyen pour agir. Aujourd'hui, nous pouvons emprunter parce que les taux sont négatifs ou bas. Peut-être cette situation évoluera et nous serons, et je l'ai toujours dit, amenés à réviser nos choix. Mais tant que cela est possible : faisons-le. Il y a une quinzaine d'années, on empruntait à 3,5 ; aujourd'hui on emprunte à 0,5 ou parfois en taux négatifs. Le contexte est de ce point de vue favorable. Combien de temps va-t-il durer ? Nous l'ignorons. Mais tant qu'il est dans ces circonstances-là, agissons. Nous ne dégradons pas notre marge d'autofinancement, donc nous avons de la capacité à emprunt. Le Vice-Président l'a montré : nos recettes sont dynamiques. Les choix fiscaux notamment sur la Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) nous accompagnent. Je crois que c'est une taxe qu'on a fait le choix de créer qui est vertueuse, parce qu'elle vise à faire disparaître les abominables friches commerciales ou pas-de-porte à l'abandon.

Nous sommes dans le cadre de grands agrégats qui sont respectueux des finances de la Collectivité, que nous pourrons voir au compte administratif, avec une exigence – et je terminerai là-dessus – : c'est d'améliorer chaque année – il faut un peu de temps, mais – le taux d'exécution budgétaire, notamment sur nos investissements, car ce que nous affichons c'est notre parole et il faut la réaliser. Je crois qu'aujourd'hui les habitants de la Métropole perçoivent bien que les projets que nous portons avec volontarisme aujourd'hui se mettent en chantier, et quand ces chantiers seront livrés, nous aurons amélioré la qualité de vie des habitants de la Métropole, nous aurons œuvré à faire résolument entrer Montpellier dans la transition écologique et solidaire, et d'une certaine manière nous aurons fait avancer notre territoire, et en contribuant ainsi à la réussite de notre pays, pour permettre à des entrepreneurs, à des gens, de créer, de créer de l'emploi, de participer ainsi à la cohésion sociale. Voilà ce que signifie aujourd'hui ce budget primitif.

Je veux saluer tous ceux et celles qui se sont attelés pour le réaliser, en connaissant les marges de manœuvre, l'ensemble de l'exécutif qui s'est exprimé et qui a travaillé dessus. Je crois que c'est une feuille de route extrêmement claire pour l'année à venir, qui fait qu'aujourd'hui Montpellier est un territoire qui est inspirant et qui sait protéger ceux et celles qui y vivent, peut-être il faudrait en faire plus, évidemment, quand on entend les gens, mais qui est au rendez-vous pour protéger.

Je vous propose donc de passer au vote. Il doit donner des chiffres.

Renaud CALVAT

Excusez-moi, je dois faire voter par chapitre, en sections de fonctionnement et d'investissement, pour que la procédure soit bien respectée. Monsieur le Président, en intégrant bien sûr les dépenses d'ordre, les dépenses réelles, les dépenses affectées, non affectées, je vous propose de voter en section de fonctionnement – en dépenses et en recettes, bien évidemment – le budget 2022, pour la somme de 648 134 919 euros, et en section d'investissement, en dépenses et en recettes, la somme de 699 039 326 euros, pour un montant total de 1 347 174 245 euros.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Merci beaucoup de ce vote très large, merci aux Maires qui, effectivement, par leur représentation, appuient les choix de la Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. B. TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

**AFFAIRE N° 5 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2022 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - ADOPTION**

Mme R. ILLAIRE sort de séance.

Monsieur le Président

Point suivant, qui va être un point important. Je vais donner dans quelques instants la parole à Madame FRÊCHE qui va présenter cette affaire. Je me permets une toute petite incise, j'ai oublié de le dire en introduction, sur les questions de mobilités, vous savez qu'on désigne... Ah, il faut voter les budgets annexes, Renaud [CALVAT].

Renaud CALVAT

Nous devons voter le budget annexe de l'assainissement. C'est l'une des dernières fois, puisqu'ensuite ce sera la Régie. Je vous propose en section de fonctionnement 33 916 630 euros en recettes et en dépenses, et en investissement, 23 165 235 euros. Les présentations ont été faites, bien évidemment, lors de la présentation du budget général. Est-ce que c'est le même vote que pour le BP j'imagine ?

Monsieur le Président

Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

**AFFAIRE N° 6 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2022 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire 6. Budget primitif, assainissement non collectif. Même vote ? Vous vous abstenez ? La n°5, vous votez contre ; la n° 6, vous vous abstenez.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenues : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

**AFFAIRE N° 7 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2022 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire n° 7 sur les parkings. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

**AFFAIRE N° 8 : HORS COMMISSION - OXYGENE, DES MOBILITES DECARBONEES POUR
UN AIR DE QUALITE**

Mme M. BORNE quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme C. RIBOT.

Mme Z. DIRHOUSI quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. R. REVOL.

M. J.N. FOURCADE quitte définitivement la séance et laisse pouvoir à J. RAYMOND.

Mme J. URBANI quitte définitivement la séance (le pouvoir de M. P. SAUREL donné à Mme J. URBANI est annulé).

Mme R. ILLAIRE entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 8 sur la délibération « oxygène » relative à la qualité de l'air.

Je voulais le dire en introduction, vous savez qu'un concours a été lancé pour la ligne 5 du tramway, comme il y en aura un pour les bus-trams. Je voudrais être très clair : il y a cinq artistes encore qui concourent, et le concours n'est pas terminé, donc l'artiste n'est pas retenu. Je sais qu'une image a circulé sur internet – Madame MARSALA, vous acquiescez – un peu à ma grande surprise, je le dis. On livre une petite enquête pour savoir – après tout, pourquoi pas – mais la sélection n'est pas opérée, donc nous ne connaissons pas à ce jour le nom de l'artiste qui va désigner la ligne 5. Je voudrais juste rappeler que, auparavant, il y avait eu MISS.TIC, que ce contrat a été dénoncé, que la Métropole a versé 60 000 euros pour le préjudice de l'artiste. Nous avons relancé une procédure, MISS.TIC n'a pas concouru. La procédure est en cours et l'artiste n'est pas sélectionné à ce jour. On aimerait pouvoir présenter le choix de l'artiste et le premier travail fin-février, courant mars – j'ai envie de dire aux beaux jours du printemps – le temps qu'il travaille. Je voulais préciser ça, je m'excuse : j'aurais dû le dire en début de séance. Merci, Madame FRÊCHE, de me laisser l'opportunité de le poser ici.

Là, nous ouvrons le débat sur la qualité de l'air, où se trouvent plusieurs dispositions, et en particulier celle relative à la Zone à Faibles Emissions (ZFE). Je voudrais indiquer que nous agissons dans un cadre, qui est la condamnation de notre pays, la France, par l'Union Européenne sur la mauvaise qualité de l'air dans dix métropoles, dont Montpellier Méditerranée Métropole, qui a une qualité de l'air dégradée. Les « *métropoles ZFE* » ont été retenues. La loi climat et résilience, qui a été votée par le Parlement à la suite de la convention citoyenne, a étendu le nombre d'intercommunalités concernées par les mesures ZFE et a fixé un certain nombre de cadres.

Notre Collectivité doit indiquer quelle est sa stratégie pour agir en faveur de la qualité de l'air, qui est un enjeu extrêmement important de santé publique. Dois-je rappeler, ou faire partager, le rapport de la Cour des Comptes sur l'impact du coût de la pollution de l'air en termes de santé publique ? C'est la troisième cause de mortalité en France – hors Covid-19. Cancer du poumon lié au tabac et l'alcool, deuxième cause ; troisième cause, la pollution de l'air. On estime le nombre de décès à 40 000 personnes chaque année à cause de la qualité de l'air. C'est dans ce cadre que nous devons agir.

Vous avez pu le voir ce matin d'ailleurs : il y a une association qui a fait un travail sur la Métropole de Lyon - je me suis attaché tout de suite à voir si on était évoqué. On explique que 100 % des écoles sont exposées à la pollution de l'air, et je sais que beaucoup de Maires ici travaillent pour éviter justement le passage de véhicules devant l'école, pour à la fois des raisons de sécurité et des raisons d'exposition à l'air. Dans la Ville de Montpellier, ce sont les rues aux écoliers, qui sont aux horaires d'ouverture et de fermeture des écoles, parce que le risque d'asthme est une réalité.

Nous allons délibérer sur nos orientations. Je veux ici indiquer qu'en Conférence des Maires, sous la houlette de Madame FRÊCHE – qui s'est considérablement impliquée sur ce dossier avec les services, et je veux l'en remercier – nous avons échangé avec chacun des Maires, pour pouvoir arriver au scénario qui est ici présenté. Je veux saluer chacun des collègues sur la façon dont ils se sont appropriés ces sujets, et la contribution qui a été apportée par les uns et les autres pour arriver à cette délibération, que Madame FRÊCHE va vous présenter, et je lui cède la parole.

Julie FRÊCHE

Merci, Monsieur le Président. Qu'est-ce qu'une zone à faibles émissions ? C'est un périmètre qui est défini pour interdire progressivement les véhicules qui sont les plus polluants. L'enjeu de la ZFE c'est évidemment d'être une mesure de santé publique pour éviter que 40 000 personnes meurent prématurément. Je vais tenter de vous présenter un scénario équilibré, entre d'une part l'enjeu environnemental, la santé publique, l'acceptation sociale et la transition progressive et l'accompagnement des professionnels. Il ne vous aura pas échappé que depuis le début de la pandémie, la qualité de l'air est au centre de l'actualité, d'autant que de nombreuses études établissent que la pollution est un co-facteur de mortalité pour la Covid-19.

Pourquoi nous faisons une zone à faibles émissions ? Parce que nous faisons partie des territoires français les plus pollués, nous faisons partie des douze métropoles les plus polluées. C'est bien le sens de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) qui a été adoptée par le législateur en 2019, et qui a été suivie par la loi climat et résilience votée en septembre 2021, et qui concerne non plus seulement les seuls territoires métropolitains, mais bien tous les territoires urbains de plus de 150 000 habitants. Ça concerne du coup toutes les agglomérations autour de Montpellier, que ça soit effectivement Nîmes, Béziers, Perpignan. Tous ces territoires aujourd'hui, près d'une quarantaine, sont concernés par ces deux dispositifs législatifs.

Aujourd'hui, notre territoire, le trafic routier est responsable de 82 % des émissions de NOx, monoxyde et dioxyde d'azote, de 57 % des émissions de gaz à effet de serre, de 37 % pour les particules fines. Ce sont évidemment des conséquences majeures sur la santé publique, que ça soit l'augmentation des maladies cardiovasculaires, du cancer du poumon, de l'hyperactivité bronchique, de l'accroissement des maladies asthmatiques vers les publics vulnérables. Les premières victimes sont les enfants, qui sont à hauteur de gaz d'échappement, les personnes seniors évidemment, tous les publics fragiles. Tous les types de véhicules sont concernés, qu'il s'agisse des véhicules légers, des véhicules utilitaires ou des poids lourds, ça concerne aussi bien les particuliers que les professionnels.

L'enjeu de la qualité de l'air est au centre du dispositif, mais évidemment l'enjeu social est fondamental. Raison pour laquelle nous avons mis au centre du dispositif la progressivité des mesures, la cohérence de ces mesures et la lisibilité de ces mesures. Le dispositif est suffisamment complexe pour essayer d'être le plus lisible possible, raison pour laquelle nous avons échelonné par étape notre stratégie jusqu'à 2028, pour que les gens soient parfaitement informés et puissent anticiper, notamment le verdissement de leur parc automobile.

Pour peut-être expliquer dans quel contexte nous sommes, en 2019, c'est les Amis de la terre, une association, qui avait attaqué l'État français pour manquement à ses obligations pour améliorer la qualité de l'air. L'État français a été condamné par la Cour de Justice de l'Union Européenne, et donc nous sommes sous le coup d'une astreinte de 20 millions par an si nous ne prenons pas ces mesures. Aujourd'hui nous sommes déjà en retard pour avoir défini ce périmètre de zone à faibles émissions, mais on a eu effectivement une tolérance de la part du législateur, compte tenu de la crise sanitaire.

Nous appliquons un dispositif imposé par l'État, qui prévoit dans la loi climat et résilience jusqu'à l'exclusion de la vignette 3 pour tous les types de véhicules en 2025. C'est une obligation législative et ça concerne toutes les ZFE, qu'elles soient issues de la loi LOM ou de la loi climat et résilience. C'est vrai que nous allons plus loin pour les poids-lourds : nous allons jusqu'à l'exclusion de la vignette 2 en 2025. Pourquoi ? Parce que, bien que les poids-lourds ne constituent que 5 % du parc automobile, ils représentent 50 % de la pollution de l'air. Raison pour laquelle, sur la stratégie et sur l'exclusion des vignettes Crit'Air, nous respecterons à la lettre le dispositif de l'État : exclusion de la vignette 3 en 2025. Nous donnons aussi une stratégie de sortie du diesel en 2028 pour informer les gens pour qu'ils n'achètent plus le diesel, parce qu'effectivement il est important pour nous de donner cette information, pour que les gens soient suffisamment éclairés sur un dispositif. Les concessionnaires, bien qu'ils soient informés, doivent aussi avoir ce devoir d'information vers les gens qui changent leur voiture. Deuxième engagement : nous respectons l'engagement de campagne que nous avons pris, notamment pour les poids-lourds, avec l'exclusion jusqu'à la vignette 2 en 2025. Pourquoi ? Parce qu'on ne souhaite pas établir une distorsion de concurrence dans la livraison des commerces en centre-ville – parce que c'est déjà interdit de livrer, notamment sur une plage horaire à partir de 10 h, en véhicules non décarbonés – et la livraison des zones commerciales périphériques qui elles auraient pu continuer à être livrées avec des poids-lourds diesel, raison de l'engagement que nous avons pris pendant les élections municipales.

Sur la question du périmètre, quelle proposition locale ? Aujourd'hui nous vous proposons une stratégie progressive déterminée en fonction des alternatives disponibles.

Premier périmètre, du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2026, sur le cœur de Métropole, Montpellier plus 10 communes aux alentours (Castelnau-le-Lez, Le Crès, Clapiers, Jacou, Grabels, Juvignac, Lattes, Pérols, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone), qui sont desservies par le réseau structurant de transport.

Une fois que la ligne 5 sera mise en service, que les bus-trams seront mis en service, ils desserviront notamment 10 communes supplémentaires, nous passerons à un deuxième périmètre au 1^{er} juillet 2026, c'est-à-dire les 31 communes de la Métropole.

Deux périmètres, avec des dérogations, notamment tous les axes qui permettent le transit des territoires limitrophes à la Métropole. Je pense notamment aux accès à Teyran ou la RD 66 pour desservir l'étang de l'Or. Je pense aussi à la desserte vers le pays de Lunel. Tous ces axes-là seront exclus de la ZFE. Les axes aussi desservant les zones d'activités économiques, les zones artisanales, les zones industrielles seront également exclues du dispositif pour accompagner la transition, notamment des professionnels qui détiennent soit des véhicules utilitaires, soit des poids-lourds. Troisième dérogation : l'accès aux P+tram. Sur le territoire, il y a actuellement 9 P+tram, il y en aura 11 lors de la mise en service de la ligne 5 de tramway, avec la construction du P+tram de Girac au nord et de Genevoux à l'ouest. Il y aura donc 11 P+tram dans la Métropole qui permettront à n'importe quel usager de pouvoir venir stationner dans un P+tram et ensuite d'atteindre la centralité de manière décarbonée en utilisant le réseau de transports en commun.

Les conséquences de ces mesures : nous avons effectué une modélisation en 2025, en intégrant les dérogations que je viens de vous expliciter. Nous allons réduire de 25 % les particules fines et de 78 % les NOx, monoxyde et dioxyde d'azote. Le point de bascule, c'est bien la vignette Crit'Air n° 3, qui finalement opère cette transition et nous permet quand même d'améliorer considérablement la qualité de l'air dès 2025. En sachant que pour les particuliers et les véhicules utilitaires, l'exclusion de la vignette 3 concerne 19 % du parc.

Sur le périmètre que nous avons proposé, peut-être un dernier élément : dire que certaines communes auraient peut-être voulu participer au premier périmètre, mais on a privilégié la lisibilité et la cohérence, et on a surtout voulu éviter « l'effet gruyère ». Le principe qui a été retenu sur le premier dispositif, c'est la continuité territoriale. Il faut savoir que ce premier périmètre concerne 375 000 habitants, ce qui représente 78 % de la Métropole, et a une superficie de 142 km². C'est le deuxième plus grand périmètre de ZFE sur un premier dispositif.

Les vignettes Crit'Air, je ne vais pas y revenir dans le détail. Exclusion de la vignette 3 pour les véhicules légers et les véhicules utilitaires en 2025, plus exclusion jusqu'à la vignette 2, c'est-à-dire le diesel pour les poids-lourds, en 2025, et stratégie de sortie du diesel en 2028. Nous ouvrons une concertation publique à partir du 25 janvier jusqu'au 6 mars, et nous avons envoyé, pour que les habitants soient informés d'une manière éclairée, ces 8 pages qui précisent l'ensemble de la stratégie, qui arrivera début-février dans toutes les boîtes aux lettres des habitants de la Métropole. Concertation publique, mais aussi groupes thématiques avec les professionnels, parce que nous allons établir une liste de dérogations, notamment sur des véhicules très spécifiques, ou alors dont le surcoût est trop important, où il n'existe pas d'équivalents avec une motorisation décarbonée. Pour établir cette liste, on a besoin évidemment d'avoir des concertations bilatérales avec chaque professionnel, mais on peut d'ores et déjà parler des engins agricoles, notamment aussi les engins permettant de faire vivre les manades dans notre territoire, mais aussi les camions frigorifiques qui se déplacent dans les marchés, enfin voilà, ce type de dérogations.

Ensuite, quel accompagnement ? L'accompagnement, d'abord, c'est évidemment tout faire pour que chaque habitant de la Métropole dispose d'un accès facilité au réseau de transport public. C'est le sens de la stratégie mobilités 2025, 1 milliard d'euros, je n'y reviendrai pas : ligne 5 de tramway, 5 lignes de bus-trams, extension de la ligne 1, covoiturage gratuit, gratuité des transports, autopartage, réseau express vélo, ... Voilà très brièvement.

Je voudrais dire aussi : j'ai beaucoup lu que seuls les véhicules électriques seraient autorisés en 2028. Je tiens à démentir évidemment l'intégralité de ces propos. Les véhicules essence Crit'Air 1, ce sont des véhicules qui ont été achetés avant 2011 – bon certes en 2028 ils auront 18 ans, mais ils seront toujours autorisés dans le périmètre de la Métropole. Le dispositif de stratégie de sortie du diesel, certes en 2028, ne concerne pas l'essence. Je regardais hier soir l'Argus pour donner des propos très concrets : si vous prenez par exemple une Clio 5 portes essence, c'est 1 630 euros ; une 206 plus essence, 1 790 euros ; une Peugeot 107, 1 200 euros. On n'exclut absolument pas l'essence ! Mais aujourd'hui, quand vous êtes à 1,7 euro du litre pour l'essence, 1,67 euro pour le diesel, qu'il y a une hausse historique du prix de l'essence et du gazole sur notre territoire, je pense qu'aujourd'hui parler des alternatives à la voiture, c'est la priorité numéro 1. On ne dit pas que les essences seront supprimés ; ils seront toujours autorisés après 2028.

Mais nous sommes aussi évidemment obligés de vous parler du développement du véhicule électrique. Nous allons lancer un appel à manifestation d'intérêt pour demander au privé – comme il l'a fait notamment à Lyon – de mailler le territoire en bornes de recharge publique et rapide, parce qu'on est bien conscient que les personnes qui ne vivent pas dans un pavillon et qui n'ont pas la possibilité d'avoir une borne chez elles ne peuvent pas convertir leur parc vers l'électrique. Nous devons être à la hauteur. Nous allons sortir une station multi-énergies par an, avec de l'hydrogène, de l'électrique, du bioéthanol, de l'E2-85 ou de l'E2-95, de l'hydrogène. Aujourd'hui, il y a des projets à Saint Jean de Védas, à Vendargues. Nous allons sortir une station multi-énergies par an. Nous allons accompagner le maillage efficace du territoire avec ce portage privé sur l'implantation de bornes à recharge électrique.

Je discutais avec plusieurs personnes qui disaient : « *Ma femme a acheté un véhicule électrique ; elle a trouvé une Volkswagen e-up! qui lui coûtait 12 000 euros ; elle a bénéficié de la prime à la conversion (2 500 euros), elle a bénéficié du bonus écologique (4 500 euros), et elle a bénéficié de la prime régionale sur les véhicules électriques d'occasion (2 000 euros). Résultat des courses : elle l'a acheté la semaine dernière ; elle a acheté son véhicule électrique pour 6 000 euros* ». Aujourd'hui il y a des moyens. On peut parler de la Dacia Spring, on peut parler effectivement d'autres modèles très concrets qui montrent aujourd'hui que c'est le manque d'information qui crée effectivement le manque d'alternatives, mais aujourd'hui elles existent. Il faut parler de la prime à la conversion, entre 3 000 et 5 000 euros ; il faut parler du bonus écologique, jusqu'à 7 000 euros.

Nous sommes la seule Métropole à mettre en place la dérogation pour les petits rouleurs. Qu'est-ce que c'est ? Aujourd'hui, notre cycle, c'est quoi ? C'est le domicile-travail. Aujourd'hui on va opérer un report vers les mobilités douces et les modes actifs : gratuité des transports, ensuite évidemment le vélo, le covoiturage, tout le dispositif dont on a parlé. On veut cibler la personne qui, le matin, se déplace en voiture et rentre chez elle en voiture, parce qu'il y a entre 7 h 30 et 9 h 30 le matin : 90 000 déplacements ; même proportion le soir entre 16 h 30 et 19 h 30. La personne qui a besoin de sa Twingo de 1995 pour amener son fils le mercredi à ses cours de basket ne sera pas concernée. Une personne âgée qui se déplace très peu, qui utilise sa voiture pour aller acheter son pain au centre du village, ne sera pas concernée. Aujourd'hui nous sommes en train de mener un *benchmarking* auprès des assureurs, notamment la Matmut, Alliance, la MAIF, qui aujourd'hui ont des assurances petits rouleurs comprises entre 6 000 et 9 000 km – aujourd'hui, on a dit 8 000 km, s'il faut aller jusqu'à 9 000, ce n'est pas ça le problème. Aujourd'hui nous sommes le seul territoire à établir cette dérogation petits rouleurs, parce que notre cible c'est la personne qui effectivement utilise sa voiture matin et soir. La personne qui utilise sa voiture de manière occasionnelle pour partir en week-end, partir en vacances, aller voir sa grand-mère qui est en maison de retraite à Lodève, ou amener son petit-fils lors de ses activités périscolaires le mercredi après-midi ? n'est pas concernée.

Il y a plein d'autres alternatives. On peut aussi parler du *retrofit*. Aujourd'hui, nous, nous sommes le pays du diesel. En Italie, 50 % du parc fait l'objet d'un *retrofit*. Ça veut dire qu'on prend une voiture qui a un moteur de Crit'Air 5, et avec un *retrofit* GPL, pour 1 000 euros, vous passez en Crit'Air 1. Nous avons neuf stations aujourd'hui sur le territoire de la Métropole où il y a du GPL. Vous faites du *retrofit* électrique : c'est à partir de 5 000 euros, pareil, vous changez votre moteur. Toutes ces alternatives existent. Il est de notre responsabilité de donner une information éclairée aux particuliers pour que cette transition se réalise dans les meilleures conditions.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE, pour cette présentation très complète et illustrée. Alors attendez... Heureusement qu'on fait le Conseil en journée, on va se coucher très tard. Il y a Arnaud MOYNIER, Madame GIMENEZ, Madame BORNE, Monsieur LAFFORGUE, Madame RIBOT, je me doutais bien que le Professeur SULTAN parlerait, Madame DOULAIN, Madame OLLIER, Monsieur CHAMPAY, Monsieur MARTIN, Madame AKBARALY, Madame NEGRET, Madame TOUZARD, Madame JANNIN, Monsieur REVOL, Monsieur RAYMOND – je pense que tout le monde a compris l'enjeu de l'esprit de synthèse – Monsieur SAVY et Monsieur MEUNIER. Ok. Il y a du monde. Monsieur MOYNIER, Arnaud, bonjour.

Arnaud MOYNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Je crois que je suis le seul Maire de la zone extérieure on va dire, de la zone éloignée, à prendre la parole – je vais en prendre plein la figure...

Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Arnaud MOYNIER

Ah si, il y a toi, pardon.

Chers collègues, tout d'abord je tiens à souligner la chance que nous avons évidemment d'avoir des élus qui prennent en considération et à bras-le-corps le problème de santé publique – je finirai par ça tout à l'heure. Mais je suis très embêté par cette délibération : je tiens à m'expliquer là-dessus et à l'exprimer.

Tout d'abord, en tant que Maire d'une commune de la dernière couronne de la Métropole – certains l'appellent la troisième, si elle existe, je ne sais pas – et donc de personnes qui prennent leur véhicule tous les jours. Moi-même tout à l'heure – pauvre paysan – je suis venu avec ma voiture et j'ai fait un déplacement carboné pour venir à la Métropole ; et c'est le cas à chaque fois que je me déplace. Les gens utilisent la voiture non pas pour faire des extravagances, mais pour aller faire les courses. Quand on vit à la campagne – ce qui est mon cas – quand on va faire son marché ou quand on va en grande distribution, on ne va pas faire les courses tous les jours. On fait le plein du caddie une fois par semaine et on ramène tout ça à la maison. Je tiens à le dire parce que j'ai l'impression parfois de m'adresser à des gens qui vivent en ville et qui ne vivent pas de la même manière que nous. Parlons donc de choses simples, les gens prennent leur voiture une fois par semaine, voire deux, pour aller faire le plein de leur caddie.

Enfin, ça arrive à une époque que nous vivons, qui est assez compliquée. Je dirais que, s'il est important de voter cette délibération ou en tout cas d'en discuter, elle arrive à un moment charnière et peut-être à un des plus mauvais moments que nous connaissons dans l'histoire de notre démocratie. Nous vivons depuis quelques années une crise – alors certains l'ont appelé la « *crise des gilets jaunes* », d'autres la « *crise des territoires* » – qui relate une certaine fracture territoriale. Je conçois et je suis entièrement convaincu que, au sein de la Métropole, cette fracture territoriale est évidemment moins importante qu'ailleurs. D'ailleurs le mouvement était certainement moins important dans la Métropole qu'ailleurs. Ceci dit, nous parlons aux territoires extérieurs. Moi-même, Beaulieu, je vois Sommières depuis mon village : nous parlons à ces territoires, ils sont derrière, ils sont à côté – Quissac et tous les petits villages qu'il y a autour.

Je dis ça parce que ne vidons pas notre Métropole, faisons très attention à cela, sur cette question du citoyen et de nos administrés. Ne la vidons pas et faisons preuve de beaucoup de pédagogie pour expliquer la délibération qui sera prise aujourd'hui, peut-être même énormément de pédagogie, mais avec la fougue de Madame FRÉCHE, Julie, je ne doute pas que tu en feras preuve.

La deuxième question que nous pose cette délibération – et j'en finirai avec ça – c'est le volet économique. Je souligne là aussi le travail important qui a été fait sur les dérogations, notamment sur les zones artisanales, mais je crois que nous devons vraiment nous poser une question importante et urgente à ce sujet-là. J'ai parlé il y a quelques jours avec un transporteur routier, une PME – qui a d'ailleurs quitté la Métropole par manque de foncier, ce n'est pas de votre fait, c'était plus ancien, n'est-ce pas. Il m'a dit : « *Arnaud, si je dois investir dans un camion électrique, ça me coûte trois et demi à quatre fois plus cher* ». Je ne parle pas du débat sur les batteries, énormes, qui font 8 à 9 tonnes. Comment on va faire pour les payer ? On parle de 300 à 400 000 euros. Ces questions-là, j'en parle parce que, demain, l'économie de notre territoire, c'est aussi intégrer le *supply chain* – excusez-moi pour cet anglicisme. La logistique crée également de la valeur. Donc, comment nous allons apporter des solutions à ce territoire, à cette Métropole, à cette Ville de Montpellier, pour que l'économie continue à vivre en intégrant cette question de *supply chain* ? Je ne crois pas qu'on ait encore totalement résolu cette question-là.

La question inhérente à tout cela, c'est comment allons-nous continuer à créer de la valeur sur le territoire pour nos entreprises, et comment elles vont pouvoir continuer à le créer ? Cette question des transports pour les PME du transport, et ne serait-ce que les livraisons, pour ne pas renchérir par exemple le coût d'achat dans vos magasins à Montpellier quand vous allez faire vos courses, en plein Montpellier, que votre marchandise ne vous coûte pas trois à quatre fois plus cher. Est-ce que vous me suivez ?

Donc pour toutes ces raisons, écoutez, je pense que cette délibération est certes importante, mais je vais malheureusement m'abstenir. Je m'en tiendrai là, mais je pense que j'aurai su l'expliquer.

Je tiens à souligner également un dernier point – j'espère que tout le monde ne sera pas aussi long. On avait une chance inouïe sur notre territoire, me semble-t-il. Je reviens sur un vieux dossier, mais comme on a parlé tout à l'heure : nous sommes en train de faire une voie verte entre Sommières et Montpellier. Je sais : ce n'est pas de votre fait, mais je le dis parce que là nous avons une solution, qui allait de Sommières à Montpellier, c'est-à-dire une pénétrante, un maillage du territoire. Nous avons décidé – alors je ne vais pas me faire des amis, tant pis – d'en faire une voie verte, pour quatre pèlerins. J'ai des amis, moi-même peut-être j'irai faire du vélo avec mes enfants, avec mes petits, et faire du roller ou que sais-je encore. Mais, bon sang on a raté un enjeu important. On parle de véhicules qui rentrent dans la Métropole, et une ancienne Micheline, on n'est pas capable de rejoindre la voie ferrée qui est au Crès et qui rentre directement dans Montpellier.

Voilà ce que je voulais vous dire. Ce sujet touche à la santé publique, je m'abstiendrai, avec une envie évidemment profonde de voter pour, mais trop de questions sont liées à cela. Mais je vous remercie pour votre attention. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire et cher Arnaud [MOYNIER], de votre intervention. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. C'est une loi qui s'impose à nous, donc clairement, on ne votera pas contre, mais on s'abstiendra pour un certain nombre de raisons.

On a quand même un vrai problème de fond avec cette loi qui met en œuvre les ZFE, parce qu'elle s'attaque aux plus précaires, parce qu'en gros un 4x4 récent, il pourra rouler, alors qu'un Scénic de 2010 qui a été entretenu régulièrement, qui a passé le contrôle technique, etc., ne pourra plus rouler dans trois ans. C'est quand même un vrai problème quand on sait que les plus précaires aujourd'hui mettent énormément d'argent dans l'entretien de leur véhicule, parce que c'est leur moyen à la fois de se déplacer pour du loisir, mais aussi leur moyen d'aller travailler.

Ça pose quand même la question de ces vignettes Crit'Air et de leur injustice. Les critères qui sont retenus dans la vignette Crit'Air – ça aurait pu être un jeu de mots drôle, j'aurais dû y penser avant, je suis désolée – c'est le type de véhicule, le type de carburant et la date de première immatriculation. En fait, à aucun moment n'est prise en compte la pollution réelle du véhicule et qu'est-ce qu'il pollue réellement, qu'est-ce qui est produit réellement dans l'atmosphère.

Un autre des problèmes majeurs qu'on a avec cette loi, c'est qu'elle fait peser sur les collectivités locales la responsabilité de la pollution de l'air, de la qualité de l'air et du réchauffement climatique, alors qu'en fait, ce dont on a besoin, c'est d'une vraie politique nationale, ambitieuse, pour la qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique. On n'a pas besoin – et ça a été souligné par mon prédécesseur – de créer une France à deux vitesses. Aujourd'hui on a besoin d'une France qui, nationalement, prend conscience qu'il y a un enjeu majeur. Du coup, dire ça, ça veut quand même dire qu'on a besoin de politique nationale, et donc d'alternatives. Il y a la question du développement du réseau ferré, de sa qualité et donc de son entretien, dans le cadre du service public, évidemment ça ne vous surprendra pas, pour transporter à la fois les hommes mais aussi les marchandises. On a un vrai problème aujourd'hui avec le fret : on a trop peu de fret qui passe dans la Métropole. On a besoin aussi de réindustrialiser, de relocaliser la production. Est-ce que le ministère de l'Éducation nationale a vraiment besoin de faire venir ces masques de Chine pour les fournir aux enseignants ? Est-ce qu'on n'a pas les moyens de produire ça chez nous ? C'est quand même une vraie question. Ça passe aussi par le développement des services publics de proximité. Si la Poste, elle est à 25 minutes de chez moi, forcément je prends ma voiture pour aller poster un colis. Par contre, si elle a 5 minutes de chez moi, je prends peut-être un mode de transport alternatif. Ce sont des politiques nationales dont on a besoin.

Pour que la ZFE ne soit pas contre-productive, pour qu'elle soit vraiment utile et qu'elle montre vraiment des effets, on a besoin aussi de se poser un certain nombre de questions, qui elles aussi sont nationales. La question de la production de véhicules en France, et non des importations de Dacia Spring par conteneurs provenant de Chine : est-ce vraiment plus écologique de faire venir une voiture électrique en conteneur plutôt que de rouler en diesel ? C'est une vraie question qui se pose à nous. Mais on a aussi besoin de penser la production de pièces pour les véhicules. Enfin, on a tous entendu parler de la Société Aveyronnaise de Métallurgie (SAM), dans l'Aveyron, qui produit des pièces pour Renault et qui aujourd'hui est menacée de fermeture, et on va délocaliser la production de ces pièces de véhicules à l'autre bout de l'Europe et faire revenir ces pièces en camion. Est-ce de ça dont on a besoin ? Est-ce qu'on n'a pas plutôt besoin de se poser la question de comment on maintient l'emploi à la SAM et comment on développe la production de pièces de véhicules ?

Ça pose aussi la question de la responsabilité de l'État dans le financement des aides à l'achat de véhicules propres, puisque j'estime que ce n'est pas à la collectivité locale de payer pour ça, mais que ça nécessite une vraie planification nationale, à la fois de la production mais aussi de l'aide à l'achat. Ça pose la question aussi de ce que nous on fait, collectivité. Et pour le coup à Montpellier, dans la Métropole, on est plutôt exemplaire en matière de mobilités alternatives. Effectivement, on a besoin d'offrir des alternatives à la voiture, et c'est ce qu'on fait : bus à haut niveau de service, ligne 5, gratuité des transports en commun pour que tout le monde puisse avoir accès facilement à un transport de qualité. En somme, la Métropole, elle prend sa part dans la réduction des trajets en voiture. Mais nous savons que, même si on se déplace en tram ou en vélo au quotidien, on continue à utiliser nos véhicules. Et c'est une bonne chose qu'on puisse avoir la possibilité de rouler, quand on fait moins de 8 000 kilomètres par an, c'est pour moi une très bonne nouvelle. Mais voilà, on sait qu'on a encore besoin de nos voitures.

On va s'abstenir, nous, élus communistes. La loi ne nous convient pas, c'est un problème, mais on va la respecter. On s'abstient en grande partie puisque, dans la délibération, n'est pas indiquée la trajectoire de 2028, puisque c'est une simple trajectoire d'information et non pas quelque chose qu'on acte aujourd'hui, et c'est ce qui fait qu'on ne votera pas contre, on se contentera de s'abstenir. C'est que, du coup, il n'y a pas de suppression pour le moment acté du Crit'Air 2 en 2028, qui concernait un trop grand nombre de véhicules à notre sens. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. La parole est à Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous, chers collègues. En fait, je me permettrai moi quelques points d'attention et quelques questions concernant cette délibération. D'un côté, il y a la pollution de l'air qui est liée en très grande majorité au trafic routier et qui est responsable de nombreux décès chaque année. De l'autre côté, il y a l'impact carbone lié à la production de voitures neuves et à la destruction des véhicules inutilisés. La solution, c'est donc la réduction drastique du trafic routier et du nombre de véhicules, mais en aucun cas la solution serait de remplacer le parc des véhicules comme l'a dit Madame FRÊCHE par des véhicules neufs, quand bien même ils seraient électriques.

Pour cela, l'enjeu est d'inciter les gens à se déplacer moins et mieux, et à être plus sobres en fait dans nos mobilités. Il me paraît donc primordial qu'il faudrait plutôt convaincre, bien plus que contraindre. Pour cela, il va falloir apporter une offre complète de solutions alternatives à la voiture et comme je l'avais déjà souligné lors d'un Conseil précédent, il est vrai que vous avez une politique ambitieuse sur le développement des mobilités actives, des solutions alternatives – que je soutiens et je salue – mais vu le chantier, vu les objectifs et pour ne pas impacter les personnes les plus modestes, je pense qu'il va falloir être encore plus ambitieux et proposer un service de transport en commun encore plus développé, avec des plages horaires plus larges ; avec des fréquences plus élevées entre autres. Il faudra encore plus développer les pistes cyclables, les cheminements piétons sécurisés, continuer à inciter au covoiturage, à l'autopartage, etc. J'espère que c'est une première étape, mais qu'on ira vraiment plus loin. Il faudra aussi évidemment repenser l'aménagement urbain pour être réellement la Métropole du quart d'heure, en mettant en place des micro-centralités, des services publics de proximité – comme le disais Clara GIMENEZ à l'instant – des commerces de proximité dans chaque quartier et chaque village.

J'espère que nous y arriverons, mais je m'interroge un peu sur la temporalité, entre toutes ces actions indispensables et ce projet de ZFE qui devrait être effectif dans trois ans déjà. Évidemment, après il y a l'échéance 2028, mais déjà dans trois ans il faudra qu'il commence à être déjà effectif. En effet, si la ZFE peut être un des éléments de la solution, elle reste un dispositif complexe qui, à l'heure où le niveau de la pauvreté est en augmentation, peut devenir vite insupportable pour les gens qui ont les revenus les plus modestes. Il faudra donc peut-être revoir certains critères, tels qu'éventuellement l'intégration du critère d'usage, et pas seulement le critère technique. Par exemple, je trouve intéressant dans cette délibération de mettre le critère pour les petits rouleurs, que vous évoquez. Mais on pourrait aussi mettre des critères tels que le nombre de personnes dans la voiture, le nombre de personnes au sein du foyer pour l'utilisation de la voiture. Bref, il y aurait peut-être plein de critères possibles, dont il faudrait réfléchir et qui rendraient la mesure plus juste, à la fois socialement mais aussi écologiquement, car encore une fois, je rappelle, l'objectif n'est pas de remplacer le parc automobile actuel par un parc automobile neuf et électrique ; ce serait encore une fois injuste et un non-sens écologique. Je vous rappelle que le bilan carbone d'une voiture, c'est 50 % sa fabrication et 50 % son utilisation. Donc la solution c'est vraiment de diminuer le nombre de véhicules et le trafic routier.

Si je ne suis évidemment pas opposée à cette ZFE, en particulier pour les raisons de santé publique évoquées, je suis convaincu que ce n'est qu'un outil, et si on défend cette idée de choc des mobilités et de ZFE, il faut vraiment raisonner globalement, avec comme ligne de mire, à ne pas perdre de vue, qu'il y ait moins de voitures, moins de circulation, et ce qui va à l'encontre de tous nouveaux projets routiers. Il est donc indispensable d'arrêter et impensable en fait de continuer à financer ou soutenir des projets routiers d'un autre temps, tels que la Déviation Est de Montpellier (DEM), le Contournement Ouest de Montpellier (COM), la Liaison Intercommunale d'Évitement Nord (LIEN), qui vont complètement à l'inverse de cet objectif. Il faut abandonner ces projets et mettre chaque euro prévu dans le développement des transports en commun, des mobilités actives, de l'aménagement du territoire, pour favoriser ces nouveaux modes de déplacements accessibles pour toutes et pour tous.

D'autre part, on ne peut pas en même temps vouloir mettre en place une ZFE pour diminuer la pollution de l'air et exclure l'autoroute, ou certains axes ou zones d'activités, où les poids-lourds – bien plus polluants que les voitures des Montpelliérains et Montpelliéraines, et des habitants de la Métropole – pourront circuler librement. J'ai une question, du coup : est-ce que ces dérogations ont une date limite, et quand est-ce qu'elles seront intégrées dans le périmètre de la ZFE ?

Enfin, j'ai plusieurs questions concernant l'information auprès des habitantes et des habitants, et la concertation, car en effet, il est essentiel de faire preuve de pédagogie, et en trois mois ça me paraît très court pour réussir à informer correctement tous les habitants de la Métropole. Quelles sont concrètement les actions prévues pour informer tout le monde ? Les actions de concertation, quand est-ce qu'elles auront lieu ? Quelle sera la fréquence ? Est-ce qu'il est prévu que ce projet soit révisé à la suite de cette concertation ? Est-ce qu'on aura l'occasion de revoter ce projet finalisé au sein de ce Conseil de Métropole ? Je vous remercie pour votre attention et pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame BORNE. Monsieur LAFFORGUE.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues. En effet, la loi s'impose à nous. J'allais dire qu'anticiper est le maître-mot. En tout cas, je peux vous le dire sur la deuxième ville de la Métropole, pour Castelnau-le-Lez, et ça va être en écho à mon collègue Arnaud [MOYNIER], anticiper, ça a été une deuxième ligne de tram. Anticiper, ce sont deux bus à haut niveau de service. Je tiens à souligner le travail de Julie [FRÊCHE] et de toutes les équipes, je l'ai déjà dit ici, mais en dix-huit mois, on arrive à des réalités, et j'ose espérer qu'avant le 1^{er} janvier 2025, ces deux lignes de bus puissent être mises en service. Anticiper, ce sont trois P+tram à Castelnau-le-Lez, à Georges-Pompidou, à Sablassou, à Charles-de-Gaulle. Anticiper, ce sont cinq ou six emplacements de Modulauto qui fonctionnent très bien sur la Métropole. Anticiper, c'est prévoir une gare TER à Sablassou. Voilà, des réponses, du pragmatisme. En effet, sur la réactivité, on a le critère au 1^{er} janvier 2025, et je pense qu'anticiper, c'est avoir ces lignes de bus qui fonctionnent déjà dans la zone 1.

Monsieur le Président, j'étais déjà intervenu sur ce sujet, vous l'avez dit tout à l'heure : il faut concilier le social et l'écologie. Je pense qu'on peut faire un geste vis-à-vis des étudiants : la gratuité est prévue fin-2023, si on pouvait l'avancer dans le temps pour les étudiants. Je sais qu'il y a des calculs à faire, il y a un impact financier pour la Métropole, mais ce geste je pense qu'on pourrait le faire et ça serait le moyen au 1^{er} janvier 2023 d'enlever le Crit'Air 5.

Je vais finir par une citation de MACHIAVEL, mais Julie [FRÊCHE] je crois qu'elle te va très bien : « *Là où la volonté est grande, les difficultés diminuent* ». Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. La parole est à Madame RIBOT. EINSTEIN, MACHIAVEL...

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Les élus écologistes saluent la création d'une zone à faibles émissions sur le territoire de la Métropole. Son lancement doit s'accompagner – nous venons de le voir – d'un effort important de pédagogie et de communication, afin que tout le monde puisse anticiper effectivement sa mise en œuvre. Quand je dis « *tout le monde* », je parle autant des particuliers que des professionnels, mais aussi je parle des concessionnaires automobiles, avec qui nous devons travailler main dans la main. Car oui, chacun doit aujourd'hui entendre que le diesel, c'est bientôt fini.

Mais l'enjeu ne se situe pas fondamentalement dans le changement de motorisation – car il peut impliquer de pénaliser ceux et celles qui n'ont pas les moyens de s'acheter un véhicule moins polluant. L'enjeu c'est bien de réduire la part de la voiture en offrant de nombreuses solutions alternatives. Il faut en finir avec le mythe de la voiture, la voiture instrument de liberté individuelle. La voiture est une contrainte : les bouchons, les dépenses en carburant, en assurance, les entretiens, le bruit et la pollution sonore. La zone à faibles émissions va donc s'accompagner d'une politique de développement des transports en commun, du vélo.

Je ne peux pas parler de la ZFE sans parler de l'État, de la présidence MACRON, qui nous oblige à mettre en œuvre un tel zonage depuis 2019 et la loi d'orientation des mobilités, alors qu'il n'y a rien prévu pour aider les collectivités à mettre en place un contrôle effectif et automatisé du respect de la ZFE. Il préférera sans doute ensuite communiquer sur les dépenses de fonctionnement de nos territoires... Les territoires prennent une large part à l'amélioration de la qualité de l'air, la ZFE fait donc partie de ces actions. Mais en même temps, le Gouvernement ne fait rien pour réduire le trafic de poids-lourds sur les autoroutes. Je sais, Monsieur le Président, que vous avez interpellé le Gouvernement en ce sens. L'ATMO l'a récemment indiqué : la circulation des poids-lourds contribue fortement à la pollution de l'air. Où est le grand plan pour le fret ferroviaire ? Où est la contribution climat, au niveau national, qu'il faudrait exiger des poids-lourds qui traversent notre pays ? Le plus souvent, le Gouvernement fait le choix d'élargir des autoroutes, ce qui, nous le savons tous et toutes, ne réduit pas le trafic routier et n'améliore pas la qualité de l'air. C'est pourquoi nous préférierions de notre côté que la ZFE intègre les zones desservies par les poids-lourds qui arrivent de l'autoroute. Nous pourrions envoyer un message ainsi plus clair. Notre Métropole prend donc en partie sa responsabilité pour améliorer la qualité de l'air. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci à vous, Madame RIBOT, sur les éléments que vous avez donnés. Monsieur SULTAN, éminent spécialiste.

Charles SULTAN

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues. Je me permettrai d'intervenir sous une double casquette. La première, celle de citoyen – celle d' élu, accessoirement – extrêmement préoccupé par la dégradation de notre biosphère, la disparition d'espèces et – qui sait peut-être, selon un rapport récent, dans moins d'un siècle – la disparition de l'Homme. La problématique de la pollution environnementale me touche singulièrement, et à ce titre je voudrais – je ne passe pas pour être un flagorneur, mais pour une fois – féliciter Julie FRÊCHE pour le dossier qu'elle porte avec efficacité, énergie et enthousiasme.

Je me permettrai aussi d'intervenir en tant que médecin, car depuis plus de 20 ans, je fus l'un des lanceurs d'alerte sur les conséquences de la pollution environnementale, sur la santé de l'enfant et chez l'adulte. A ce titre, Monsieur le Président... Il ne m'écoute pas, donc je garderai l'information secrète. Je disais, Monsieur le Président, à ce titre, je vous livre un scoop : je viens d'être élu à l'*International Task Force*, vice-président de la ligne pédiatrie, qui est une association mondiale qui regroupe plus de 80 pays. La Ville de Montpellier sera représentée au sein de cette *Task Force* – c'était un clin d'œil.

Je voudrais revenir sur le vif du sujet et évoquer en quelques minutes – je ne serai pas long – l'impact de la pollution environnementale sur la santé. Comme l'a dit Julie [FRÊCHE] – vous l'avez répété, Monsieur le Président – la pollution environnementale tue 40 000 personnes par an. Eh bien je vais vous démontrer, à la lumière des données récentes, que ce chiffre est largement sous-estimé !

Premier message : j'ai considéré qu'il était de ma responsabilité d'informer les élus, et à partir de là les citoyens, parce qu'on sautille tous en disant « *pollution environnementale* ». Finalement, qu'est-ce que la pollution environnementale ? Eh bien la pollution environnementale, c'est non seulement le dioxyde d'azote, le monoxyde de carbone, l'ozone, des particules solides, des particules liquides émanant de combustions fossiles, ce sont des oxydes de soufre, des dérivés du tabac, de combustion de la biomasse, du plomb, des pesticides – je l'évoquerai dans quelques secondes – et puis des pièces microscopiques de poussière, de terre, de fumée, de suie, de gouttelettes, auxquels s'ajoutent, depuis on le sait maintenant un ou deux ans, des nanoparticules, mais également des particules ultrafines et des microplastiques. Voilà ce que nous inspirons tous les jours à la hauteur de 10 à 20 000 litres par jour. Le premier message : la pollution atmosphérique est une soupe qui contient des composés éminemment toxiques.

Deuxième message, et à mes yeux c'est le plus important : on a pour habitude d'évaluer la conséquence de la pollution sur un organe cible, qui est le poumon. Malheureusement, le spectre d'impact de la pollution dépasse largement le poumon, puisqu'il touche le système cardiovasculaire, il est vecteur d'infarctus du myocarde et d'athérosclérose ; il touche le système nerveux, c'est un des facteurs de l'ischémie cérébrale et donc de l'Accident Vasculaire Cérébral (AVC) ; il touche les reins – on le sait depuis un ou deux ans – en entraînant des insuffisances rénales chroniques ; il touche les hormones et le métabolisme, plus précisément l'obésité et le diabète ; et il touche, *last but not the least*, la reproduction, la fertilité. Vous voyez que le périmètre d'action de la pollution environnementale dépasse largement le poumon lui-même.

Un mot sur la pollution atmosphérique chez l'enfant : les chiffres sont catastrophiques. On considère dans le monde que 600 000 enfants meurent de pollution environnementale. J'ai sélectionné, pour ne pas être long, trois travaux récents publiés dans des revues de premier plan l'an dernier. Service de pédiatrie de Cardiff : 8 millions de bébés ; le risque de mortalité des bébés nés est augmenté de 20 à 40 % dans un milieu pollué par la qualité de l'atmosphère. Deuxième papier, dans une très grande revue : la pollution secondaire au trafic routier altère le poumon et entraînera une insuffisance respiratoire, là il s'agissait de nouveau-nés jusqu'à l'âge de 8 ans. Ce qui m'interpelle singulièrement, un travail du département de pédiatrie de Cincinnati – un des plus grands hôpitaux du monde, montre – rapporte récemment que l'exposition de courte durée à la pollution atmosphérique génère une augmentation de l'anxiété, une augmentation de la dépression, voire des troubles psychiatriques, et d'ailleurs chez l'individu âgé, une méta-analyse montre qu'une partie de l'Alzheimer, du Parkinson et des maladies neurodégénératives serait due à cela. Voilà.

Au total, la pollution atmosphérique est un vecteur considérable de pathologies chez le nouveau-né, chez l'enfant, chez l'adulte et chez le vieillard, il impacte également la femme enceinte. Enfin, j'ajouterai – c'est un clin d'œil à l'une d'entre nous – pendant ma participation au plan national santé-environnement, la problématique des inégalités sociales a été évaluée comme une des priorités de la politique de réduction de la pollution atmosphérique, car lorsque j'accompagne mes enfants le matin, qui je rencontre sur la voie de l'école ? Les familles les plus défavorisées, qui portent deux, trois enfants, et qui bénéficient de toute cette atmosphère polluée. Ce sont les plus défavorisés qui sont les plus pénalisés. Ce concept de protection ou de management des inégalités sociales à partir d'une réduction de la pollution atmosphérique est l'un des objets du Plan National Santé-Environnement (PNSE) 4, puisqu'il avait été évoqué précédemment.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, mes chers collègues, je me suis permis d'intervenir, d'abord pour partager l'information, peut-être aussi vous demander de la transférer aux citoyens, parce qu'on ignore, on parle de la pollution sans savoir exactement. Peut-être pour vous remercier encore une fois, je l'ai dit, je le répète : je suis fier d'appartenir à votre équipe. Des points essentiels de ma longue vie, la défense de la laïcité, la lutte contre le racisme, la défense des plus défavorisés et la protection de l'environnement sont des axes forts qui, dix-huit mois après, ne me font pas regretter d'être à vos côtés.

Enfin, dernier message : la semaine prochaine, avec Monsieur le Maire et le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé (ARS), nous signons le dossier de préfiguration du contrat local de santé. Avec les services de la Mairie, nous nous sommes battus pour faire apparaître parmi les axes prioritaires la santé environnementale, et donc encore une fois, merci Julie [FRÊCHE], car ton projet s'inscrit parfaitement dans l'une des cinq priorités du contrat que nous allons signer la semaine prochaine, et qui sera j'espère largement soutenu par l'ARS. Il y a une cohérence, une adéquation entre les axes affichés et la réalité de terrain. Merci Julie [FRÊCHE]. Et je suis permis d'intervenir pour défendre au fond cet aspect qui m'est cher. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher Charles SULTAN, merci beaucoup Monsieur le Professeur. Vos travaux sur les problématiques de l'enfant font autorité dans le monde entier, et votre expertise scientifique participe à la renommée de la Faculté de médecine, et y compris ce sont des aides à la décision dans les choix que nous prenons et dans la transition que nous devons engager pour mettre les questions de santé environnementale au rang des priorités. Merci de vos propos très éclairants, et très inquiétants, et pour lesquels nous devons agir.

Je donne la parole à Madame, notre collègue, Alenka DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues. Lors de la discussion sur le plan climat en juin dernier, j'avais émis un certain nombre de points de vigilance sur la ZFE, et ces craintes sont aujourd'hui malheureusement confirmées. Ça a été rappelé à plusieurs reprises, mais oui, la ZFE évidemment c'est l'intention qui est louable de lutter contre la pollution de l'air. Évidemment les enjeux sanitaires viennent d'être rappelés, ils sont drastiques. Évidemment il s'agit d'accompagner notre territoire à sortir des véhicules polluants. Mais rappelons-le : ce dispositif, on doit le mettre en place aujourd'hui, c'est une obligation, parce qu'on est contraint, parce qu'on fait partie de ces territoires incapables de respecter les seuils de pollution. Il y a d'ailleurs des responsables : les élus qui, dans cet hémicycle, ont savamment orchestré l'étalement urbain de notre territoire, sans prévoir des solutions pour sortir du tout voiture. Cette punition, elle va faire du coup des « victimes » : les ménages les plus modestes. Ce sont ceux qu'on a repoussés loin du centre-ville, qui travaillent souvent avec des horaires décalés, tôt le matin tard le soir, qui seront impactés, parce qu'il faut

bien le rappeler : les véhicules anciens sont souvent la propriété d'habitants à revenus modestes – ne tournons pas autour du pot avec ça. Cette punition, elle va faire des gagnants : n'oublions pas l'industrie automobile, mais de manière plus générale, les plus aisés qui, eux, tranquillement, pourront juste trouver une excuse pour changer de SUV.

Je crois donc qu'il était important de rappeler quand même *grosso modo* le contexte dans lequel se déroule cette ZFE. Je pense qu'il faut aussi être très clair sur les effets concrets de cette délibération pour celles et ceux qui nous écoutent. Et pour ça, rien de tel qu'un bon exemple. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à l'issue de ce vote, s'il est voté tel quel, aujourd'hui, vous avez sur ma droite une Porsche Cayenne, 2,3 tonnes, 20 litres au 100, et sur ma gauche une Clio, 80 chevaux, 6 litres au 100, 1 tonne. Lequel de ces véhicules, à partir de juillet, sera interdit de circuler sur notre territoire ? C'est la question qui nous est posée. Eh bien la réponse, c'est évidemment la Porsche Cayenne qui est la bienvenue, c'est Crit'Air 1, 70 000 euro. C'est ce qu'aujourd'hui on peut critiquer – ça a été dit sur le dispositif national – c'est cette écologie Porsche Cayenne, écologie bourgeoise.

Sauf qu'une fois qu'on a dit ça, qu'est-ce qu'on fait ? C'est ça la vraie question. Quelles sont nos marges de manœuvre en tant que territoire pour dire « *aujourd'hui on ne veut pas contraindre sans solution* » ? Comment on fait pour que cette « *ZFE MACRON* » – moi c'est comme ça que je l'appelle depuis le début – ne se transforme pas en Zone à Fortes Exclusions ? Dans les amendements que je vous ai envoyés hier par mail, ce sont des propositions pour faire en sorte justement que cet enjeu social soit pris en compte. Nous avons des marges de manœuvre. Pourquoi je dis ça ? Eh bien parce que je me suis inspirée de ce qui s'est passé à Strasbourg, ou plutôt de ce que disent les habitants de Strasbourg. Parce qu'à Strasbourg, quand ils ont été face à la mise en place de la ZFE, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont dit « *c'est un vrai sujet, il faut absolument qu'on ne rate pas le fait d'impacter les ménages les plus modestes avec cette mesure* ». Donc ils ont mis en place une conférence citoyenne qui a produit des mesures, qui a abondé leur V1 pour proposer tout simplement des aménagements. Ils ont dit « *il faut des amortisseurs sociaux, il faut que vous nous accompagniez dans la mise en place et dans la sortie des véhicules polluants* ». Jamais l'écologie politique ne doit tomber dans ce travers de l'écologie punitive. Moi, je m'étonne, vraiment, je pensais que les gilets jaunes avaient servi un petit peu de vaccin à nos politiciens. Mais j'ai l'impression qu'il va falloir avoir plusieurs doses de rappel. Alors, comment on fait ? Qu'est-ce que je propose pour que ces amortisseurs soient mis en place et qu'on ne tombe pas dans une punition sans solution ? Eh bien ce sont les deux amendements que je vous ai fait parvenir hier.

Donc le premier, c'est un amortisseur : c'est de mettre en place une dérogation pour les travailleurs aux horaires décalés, pour qui l'offre de transport en commun aujourd'hui ne répond pas – et ne répondra pas d'ailleurs en 2025 – à ces enjeux. Je propose cette dérogation. C'est du bon sens. J'espère que vous la voterez toutes et tous.

Le deuxième amortisseur, c'est que notre territoire va accompagner et doit proposer des aides à la conversion. Je suis désolée : tout à l'heure j'ai cru entendre qu'il n'y avait qu'un enjeu d'information. Mais l'achat de véhicules neufs propres aujourd'hui, je ne sais pas si vous imaginez la différence avec le marché de l'occasion du diesel – on a 25 % de nos habitants qui sont sous le seuil de pauvreté ! Je pense qu'à un moment il faut réagir, il faut bien comprendre que ce n'est pas juste une question d'information, c'est une question de pouvoir d'achat, donc il faut des aides à la conversion. Il faut venir compléter les dispositifs existants, et c'est justement ce qu'a fait Strasbourg. Ils ont dit : « *on met 50 millions sur la table, on ne laissera personne sur le côté, et on vous accompagnera là-dedans* ». C'est tout simplement de l'aide à l'achat. Il faut qu'on vienne compléter les aides à l'achat de véhicules propres, et puis il faut des aides sur le *rétrofit* – ça a été dit. Aujourd'hui il ne s'agit pas seulement de changer, il ne faut pas inciter à changer de véhicule, il faut aussi surtout changer avant tout la motorisation. On pourrait s'appuyer là-dessus d'ailleurs sur l'ALEC, avec des coachs mobilités sur nos territoires, et notamment sur les communes qui vont être les plus impactées par la ZFE.

Le troisième amortisseur que je propose et que je vous ai soumis par amendement par mail hier, c'est de favoriser le partage de véhicules, car c'est une méthode évidemment écologique, mais aussi qui permet de faire réduire le budget qui pèse aujourd'hui, de l'automobile, pour nos ménages. Je propose que ce soit fait par deux biais : de prévoir une prime incitative pour les habitants qui se débarrasserait d'un véhicule polluant mais qui ne souhaiteraient pas en acheter un nouveau – vous savez, aujourd'hui, il n'y a pas d'aide d'État là-dessus, à croire que les lobbies automobiles ont des bonnes entrées – et puis surtout offrir un abonnement par exemple à un service de véhicules partagés, pour que les gens puissent tester ce dispositif pour les personnes

qui vont être impactées par la ZFE.

Voilà des amendements de bon sens. Je crois qu'en l'état on ne peut pas dire que notre Métropole a fait son travail avec ce que vous nous proposez sur la table pour accompagner les ménages modestes qui vont être impactés par cette ZFE. J'ai fait des propositions, je propose ces amendements. En l'état, si on vote ça, je voterai contre. On ne peut pas dire qu'on ne savait pas, qu'on n'a pas compris. À un moment donné, c'est très simple, la question : il faut accompagner, on ne laisse personne sur le bas-côté.

J'irai aussi dans le sens des remarques qui ont été faites aujourd'hui. Je pense qu'il faut prendre de la hauteur sur ces sujets. Je rappelle que transformer le parc thermique actuel par le même nombre de voitures, la même puissance, autant imposantes et électriques, ce n'est pas écologique. D'ailleurs tous les rapports des agences d'État le disent : ça ne sera pas possible. Ce n'est pas juste on fait de l'électricité, emballé pesé, ça sera réglé. Je crois qu'il faut vraiment qu'on le réaffirme fort, régulièrement et par nos dispositifs de soutien. À moins que la Métropole souhaite accueillir une petite centrale nucléaire d'Emmanuel MACRON sur notre territoire ? Mais sinon, il va falloir qu'on soit extrêmement clairs sur le fait que ce ne sera pas possible de juste remplacer notre parc actuel par du tout électrique. Il y a trop d'enjeux sur les matières premières par rapport aux batteries, et il y a trop d'enjeux par rapport à la question de notre approvisionnement énergétique. Je voulais terminer là-dessus et j'espère que ces amendements seront votés favorablement, parce qu'ils me semblent tout simplement de bon sens : ça a été fait à Strasbourg ; faisons-le ici.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. La parole est à Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Monsieur le Maire, depuis le début de votre mandat, vous vous drapez dans le vert de l'écologie, à grand renfort de titres alambiqués, de mots compliqués, vous nous parlez d'écologie la main sur le cœur. Mais ce qui parle, ce sont vos actes, Monsieur le Maire-Président. Alors, vos actes, parlons-en. Vous dites vouloir un air respirable ? Votre constat est bon, effectivement, c'est bien la pollution liée aux transports qui pollue notre air et qui est la quatrième cause de décès en France. Alors que proposez-vous ?

La gratuité des transports : cela est prouvé, cela n'impacte pas les changements de comportements. Seuls 2 % des personnes prendront le tramway au lieu de leur voiture parce que le transport est gratuit. Logique. Donc la mesure sera inefficace, et avec un coût exorbitant – que nous n'avons toujours pas d'ailleurs. La gratuité, Monsieur DELAFOSSE, ça n'existe pas. Il serait plutôt nécessaire de développer les transports en commun, et surtout les horaires, des horaires plus larges et des transports plus nombreux. Mais vous nous proposez toujours plus de voitures et toujours plus d'embouteillages. D'un côté la création d'une zone à faibles émissions, bonne idée, mais de l'autre le maintien et la réalisation de grands projets routiers, dont les impacts sont en contradiction avec les objectifs climat et santé – vous l'avez encore rappelé en début de Conseil. Plus de routes, c'est plus de voitures. Alors pourquoi créer et soutenir ces nouvelles infrastructures routières avec la majorité départementale ? C'est complètement illogique. D'un côté on ouvre la vanne et de l'autre côté on voudrait empêcher les voitures une fois qu'elles sont arrivées de rentrer sur le territoire.

La végétalisation, puisqu'on en parle : les arbres pourraient résoudre une infime partie du problème. À grand renfort de communication, de comités, de communiqués de presse. Mais la réalité est bien différente. Sur l'îlot Vergne, à la friche Mimi, vous avez fait abattre tous les arbres en plein centre de Figuerolles. Et pourquoi ? Pour y construire un immeuble et un parking de 150 voitures, alors que les habitants eux voulaient un parc. Dans tous vos projets de bétonisation, vous vous félicitez de ne détruire qu'en partie, d'en conserver la moitié ou un quart, et vous considérez cela comme une victoire. Le béton, nous n'en voulons plus. Enfin, sur le chêne centenaire de Castelnau-le-Lez, vous n'avez même pas eu le courage de vous prononcer et de vous exprimer, de trouver une solution de sortie de crise.

Alors, Monsieur le Président, il est encore temps. Monsieur SULTAN nous l'a rappelé, les enjeux sont forts : préserver les derniers espaces de nature, stopper les grues, arrêter de bétonner notre Ville, et pour que cette terre que nous voulons nous tous respirable, il est plus que temps de créer ces grandes voies cyclables continues et sécurisées, et surtout d'arrêter le trafic induit. Il faut fermer le robinet de la pollution.

Monsieur le Président

Merci, Madame OLLIER. La parole est à notre collègue Stéphane CHAMPAY, Maire du Crès.

Stéphane CHAMPAY

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'améliorer la qualité de l'air et de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, en particulier liées aux transports. Imposée par la loi, ça a été très souvent rappelé ce matin, la zone à faibles émissions mobilités de notre Métropole doit faire l'objet d'une concertation pour une meilleure acceptabilité – c'est donc aujourd'hui l'objet de notre délibération. Au Crès, nous en avons débattu il y a maintenant près d'un an, le 26 mars 2021, en Conseil municipal, sur la mise en place justement de cette ZFE. À titre personnel, j'avais d'ailleurs émis une position favorable, tout en soulignant la nécessité d'un accompagnement social, à la fois de nos populations les plus précaires et de nos acteurs économiques nombreux. Je sais que la trajectoire interdiction est fixée dans la loi, mais pour les véhicules légers Crit'Air 3 – qui représentent aujourd'hui un quart du parc automobile cressois – il me semblait nécessaire de faire en 2024 un point d'étape, pour appréhender la réalité de l'évolution du parc automobile et ainsi ne pas priver nos concitoyens les plus modestes de circuler. Enfin, nous en avons échangé avec Julie [FRÊCHE] de nombreuses fois : nous nous devons d'objectiver les résultats de la ZFE auprès de nos administrés.

Vous l'aurez compris, Monsieur le Président, je souscris pleinement à cette phase de concertation et d'explication, qui est un prérequis indispensable à la réussite du développement de la ZFE mobilités, car les habitants de notre Métropole à toutes et tous ici, doivent être convaincus par la démarche et non la subir. Néanmoins, je crains que ce déploiement en pleine période électorale, accompagné de raccourcis trop souvent simplistes et populistes, ne nous y aide malheureusement pas. Mais nous nous devons, comme vous nous l'avez rappelé Monsieur le Président pour le budget en début de ce Conseil, d'agir notamment pour nos enfants afin, et je vous cite, de « *protéger et préparer l'avenir dans le respect* ». Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, merci beaucoup, cher collègue, de ce propos et de votre implication. Madame FRÊCHE, évidemment, va vous compléter. Monsieur MARTIN, vous avez la parole. Ensuite Madame AKBARALY et après Madame NEGRET, Madame JANNIN, Madame TOUZARD. Hervé [MARTIN].

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Est-ce que la voiture est une contrainte ? Oui certainement, de temps en temps, comme beaucoup de choses dans la vie. Par contre, est-ce que c'est seulement une contrainte ? Certainement pas, sinon je pense que les gens circuleraient se déplaceraient aussi autrement. Donc est-ce que les plus défavorisés sont les plus pénalisés par la pollution ? Oui, très souvent, ce sont eux qui habitent au bord des voies les plus polluées. Par contre, c'est aussi sur eux que la loi qui nous est proposée fait porter le plus gros effort, parce qu'effectivement, les plus aisés d'entre nous changent régulièrement de véhicules et ont des véhicules qui sont toujours à jour sur les normes antipollution. On ne peut pas faire porter sur ceux qui sont les premières victimes de la pollution le coût de cette transition.

Il y a quand même une question qui se pose et dont on discute entre nous. C'est quoi le progrès ? Et est-ce que la mécanisation dans l'histoire a été un progrès ? Je fais partie de ceux – et je pense que normalement c'est le camp de la gauche – qui pensent que oui, la mécanisation a été un progrès, tant sur le plan de la production des biens que sur le plan des transports. Si l'espérance de vie a augmenté dans l'histoire, c'est parce que la mécanisation, y compris des transports, a permis cette augmentation de la durée de vie. Alors bien entendu, après, il ne faut pas mécaniser n'importe comment et il faut bien prendre une trajectoire qui permet d'utiliser des moyens de transport dont le système mécanique est le plus écologique possible.

Ça pose la question, toujours la même en période de crise – que la crise soit économique, qu'elle soit sanitaire, qu'elle soit là sur la qualité de l'air – la question du « *quoi qu'il en coûte* ». Je reviens sur le rapport Oxfam dont je parlais tout à l'heure au moment du budget, les 236 millions d'euros que les milliardaires se sont mis dans la poche pendant la crise sanitaire, ça représente 3 500 euros par Français. Alors moi je dis oui, « *quoi qu'il en coûte* », il faut la transition et il faut la ZFE. Je demande à l'État, pour les personnes les plus en difficulté, de donner ces 3 500 euros, plutôt que de les donner aux milliardaires. Parce que les milliardaires, s'ils se sont enrichis, ce n'est pas par l'opération de la main invisible du marché qui est si cher à certains, y compris ici. C'est parce qu'il y a eu le « *quoi qu'il en coûte* » qui a fait déferler, découler – là ce n'était pas du ruissellement, 236 milliards d'euros – qui a fait écouler ces milliards d'euros directement dans la poche de ces gens-là qui, au lieu d'investir, ont préféré s'accaparer cette richesse-là. Oui, je suis pour le « *quoi qu'il en coûte* ».

Vraiment, moi je me félicite que nous ayons respecté le rythme qui nous était imposé par la loi, et de ne pas aller plus vite, parce que sinon effectivement nous serions tombés dans l'écologie punitive. Parce que c'est quoi l'écologie punitive ? C'est l'écologie qui ne passe pas au filtre de la lutte des classes, tout simplement. Heureusement que nous n'allons pas plus vite que ce rythme-là. Ce qui a été fait à Strasbourg : ils sont allés plus vite. Heureusement qu'à Strasbourg, ils sortent de leur poche des moyens supplémentaires pour aider les gens, puisqu'il est demandé de faire une pression supplémentaire sur les plus pauvres des citoyens de cette ville-là. Moi ce que je demande c'est que l'État mette en œuvre les moyens nécessaires pour que les plus pauvres de notre territoire ne soient pas les premiers punis par les mesures de cette ZFE. Parce que nous, grâce au travail qui est réalisé par Julie FRÊCHE, nous mettons en place, nous développons les transports en commun : cinquième ligne de tramway, le rallongement de la ligne 1, les BHNS, de façon à ce que sur le territoire, dont nous avons la compétence des transports, nous mettons en œuvre une alternative qui, je le rappelle, est gratuite. Je rappelle le filtre dont je parlais juste avant : c'est là qu'est tout l'intérêt des transports gratuits, parce que ça passe au filtre de la lutte des classes.

Par contre, je demande à l'État de faire son boulot, parce que les gens, quand ils ont une voiture, ceux qui habitent dans la ville de Montpellier, parce que je comprends les maires qui parlent de leurs habitants qui viennent travailler ou faire autre chose à Montpellier et qui seront en difficulté, mais je pense aussi aux Montpelliérains, qui ont des voitures qui ne passent pas à la ZFE, et qui auront une alternative pour aller travailler dans la ville, pour aller au cinéma, pour aller au stade, mais qui par contre, pour partir en vacances, pour aller voir effectivement leur grand-mère dans un EHPAD à Lodève, seront obligés de prendre leur voiture. Là, je demande à l'État de faire son boulot pour trouver des solutions pour ces gens-là. Pour le moment l'État ne le fait pas et effectivement, c'est d'autant plus scandaleux.

Je terminerai par-là, quand on voit qu'on a enfin – et ça a été un long combat, Monsieur le Président, et on l'a mené avec vous – cette LGV, mais l'État il met quoi pour qu'on puisse y faire circuler le fret ? Et on me dit « *il n'y a pas d'argent* », je reviens aux 236 millions d'euros de tout à l'heure. La carte qui nous a été projetée tout à l'heure sur où se situe la pollution dans la ville de Montpellier et sur Montpellier Méditerranée Métropole : l'A9, c'est ce qui apparaît le plus en rouge. L'A9, ça représente 34 000 véhicules par jour qui passent sur cette autoroute, qui n'est pas concernée par la ZFE alors qu'elle passe à travers la commune de Montpellier, à travers la Métropole. Ces véhicules, c'est quoi ? Ce sont 22 500 voitures et ce sont 11 500 poids-lourds de 44 tonnes avec plus 22 % de circulation en cinq ans de ces poids lourds sur la Métropole. L'État met quoi, pour mettre du fret de l'Espagne vers l'Europe du Nord ? Rien. Rien sur le train fret. Il y a là un véritable enjeu, à la fois social et écologique. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur MARTIN, de votre intervention. Madame AKBARALY.

Tasime AKBARALY

Bonjour à tous, cher Président, chers collègues. Moi, la prise de parole que je me propose de faire, elle va être centrée sur les aspect de santé publique. Comme Charles SULTAN, je vais utiliser ma casquette de chargée de recherche Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale (INSERM), avec une spécialisation sur les facteurs environnementaux, sur les maladies chroniques. Aujourd'hui on le sait : depuis presque 20 ans, les données scientifiques s'accumulent et Charles SULTAN a très brillamment rappelé ces données scientifiques publiées sur le risque de mortalité attribuable ou associé à la pollution de l'air. Aujourd'hui en milieu urbain, on a 9 personnes sur 10 qui sont exposées à des doses de particules fines supérieures aux valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Donc, encore une fois, on est tous exposés à cette pollution. Je ne vais pas le rappeler, ça a été très clairement dit par Charles SULTAN sur l'impact des décès prématurés imputables directement à l'exposition aux particules fines.

Je vais insister sur l'impact médico-économique, qui n'a pas été tellement traité, et ça sera l'objet de ma contribution, parce que le bilan n'en est pas moins lourd. Les dépenses de santé associées à la pollution de l'air sont estimées à 100 milliards d'euros, ce qui englobe les coûts directs, ainsi que les coûts indirects. C'est 1,7 milliard de milliards au niveau mondial. Alors ces chiffres édifiants illustrent bien entendu l'impact de la pollution de l'air sur la santé, alors que la qualité de l'air constitue un facteur environnemental contrôlable. Qu'est-ce que c'est, un facteur environnemental contrôlable ? C'est un facteur environnemental que les politiques publiques ont le pouvoir de modifier, et c'est bien de cela qu'on parle aujourd'hui. Les politiques de mobilité, les politiques qui visent à améliorer la qualité de l'air, ce sont la gratuité des transports publics, leur développement, l'incitation à se déplacer en vélo, et présentement, la mise en place d'une zone à faibles émissions. Ces politiques, c'est un package. On ne va pas les dissocier. C'est un package de politiques qui va

permettre aujourd'hui de réellement venir alimenter ces politiques de mobilité, et ces politiques vont viser à améliorer la qualité de l'air.

Jusqu'à maintenant en France on ne disposait pas vraiment de résultats d'études qui nous permettaient de finalement bien comprendre l'impact en termes de réduction de mortalité et de coût-bénéfice de ces mesures pour le citoyen. Il y a eu pas mal de prises de paroles qui effectivement mentionnent ce coût-bénéfice pour le citoyen, et on a très peu de résultats d'études. Maintenant c'est chose faite, puisque ma prise de parole, c'est pour vous partager ces données très récentes, des données qui ont été relayées par l'INSERM, étude publiée dans *International Environment* par des chercheurs grenoblois, dernier auteur, Rémy SLAMA, qui montre qu'en réduisant de 36 % le trafic automobile et le remplacement des équipements de chauffage à bois pour l'agglomération de Grenoble – puisque là c'est une étude ciblée sur Grenoble – il montre que ça permet de diminuer de deux tiers la mortalité prématurée imputable à la pollution de l'air, dans l'agglomération grenobloise. Les chercheurs ajoutent que la mise en œuvre réussie de ces mesures entraînerait des bénéfices sanitaires en cascade, qui dépassent bien évidemment le gain sanitaire directement associé aux particules fines, favorisant évidemment l'activité physique, réduisant le bruit dans la ville et les émissions de gaz à effet de serre. Alors à ceux qui opposent le coût et les problèmes économiques de ces mesures, là encore les résultats sont édifiants, puisque l'étude montre que pour un scénario de fort développement des modes actifs (marche, vélo), chaque euro investi rapporte 4,2 à 6 euros, soit un bénéfice net de 8,7 milliards d'euros pour l'agglomération grenobloise, sur ces politiques entre 2016 et 2045, avec un gain annuel estimé entre 500 et 630 euros par habitant de l'agglomération grenobloise. Donc cette étude unique, vous l'avez bien compris centrée sur Grenoble puisqu'elle regroupe sur Grenoble une politique qui va dans exactement le même sens que les politiques qu'on est en train de mettre en place sur la Métropole, mais qui recense également sur le territoire des équipes de recherche spécialisées sur l'estimation de ces coûts et sur la pollution de l'air, cette étude illustre bien l'utilité en termes de santé et de coût sociétal des mesures soumises aujourd'hui au vote. Voilà. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame AKBARALY, également de nous faire partager votre expertise en tant que chercheuse à l'INSERM, également de renommée mondiale. Des données qui éclairent la discussion. Véronique, Madame NEGRET, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone.

Véronique NEGRET

Merci. Je ne reviens pas sur les enjeux auxquels est adossée cette loi, nous avons eu des propos ici très démonstratifs. Je remercie les intervenants scientifiques qui ont fini de me casser le moral, surtout que je sors de la lecture du dernier livre d'Olivier NOREK, qui s'appelle *Impact* – je vous le conseille. Pour moi, le dispositif qu'on nous propose là, porte l'espoir d'une modification des modes de vie, à commencer par nos modes de transport. Les modes de vie, c'est sûrement ce qu'il y a de plus difficile à modifier. C'est un changement qui entraîne des résistances, des questionnements. Ces questionnements, je me les suis moi-même posés. Alors j'entends bien ici tout ce qui a été dit, et d'ailleurs je tiens à souligner que je trouve le débat jusqu'à présent vraiment intéressant, vraiment, vraiment, et porteur de sens. Je prends cette loi comme en fait un premier pas, un pied à l'étrier, qui va venir nous pousser à nous poser les bonnes questions, à aller plus loin dans les lois et dans les interrogations, et finalement à questionner globalement notre société de consommation, qui nous pousse à des transports aberrants et inutiles. Évidemment, il faut prendre en charge les plus précaires économiquement. Donc ok, mais il faut y aller. Moi maintenant, je pense qu'il faut y aller, et en tant que Maire j'ai fait le choix de cette direction pour ma Ville, pour mes citoyens, et je l'assume. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame le Maire. J'aurai l'occasion d'y revenir. Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN

Président, chers collègues. J'ai pu découvrir vos intentions quant à la mise en place de cette ZFE dans la presse ces derniers jours – comme c'est malheureusement systématiquement le cas désormais sur les sujets majeurs, et franchement je le déplore.

Avant ça, je vais juste, vous me le permettrez, ouvrir une toute petite parenthèse sur une étonnante remarque que vous avez faite en début de Conseil par rapport au fait que les Conseils se tiennent en journée. Alors, vous parliez de « *ceux qui ont des charges de travail dans la journée et ceux qui ont des charges liées à la vie de famille le soir* », il y a aussi ceux qui ont les deux. Vous parliez aussi des collectivités territoriales qui donnaient un certain nombre de facilités pour adapter l'emploi du temps, mais tout le monde ne travaille pas dans une collectivité territoriale. Je suis étonnée de cette allusion.

Monsieur le Président

La loi est pour tout le monde sur ce sujet, Madame. C'est le Code général des collectivités territoriales que je citais.

Stéphanie JANNIN

Écoutez, quand on est indépendant en tout cas on n'a pas accès à cela. En tout cas, vous-même l'année dernière – enfin excusez-moi – quand vous étiez dans l'opposition en tant qu'enseignant en collège, je ne sais pas ce que vous auriez fait de vos élèves une ou deux fois par mois ; donc voilà, je voulais quand même vous dire ça...

Monsieur le Président

Madame JANNIN...

Stéphanie JANNIN

Laissez-moi finir.

Monsieur le Président

Je vous laisse évidemment terminer et je suis bien sûr à votre disposition pour répondre là-dessus. Mais si vous me mettez en cause – vous l'avez souvent fait – faites-le sur de bons arguments.

Stéphanie JANNIN

Non, mais je n'appelle pas ça « *mettre en cause* » que de vous dire que votre mandat dans l'opposition aurait sans doute été différent si les Conseils avaient été la journée. Bref, en tout cas...

Monsieur le Président

Je ne vois pas ce qui vous permet, Madame, d'affirmer cela. Je vous invite à terminer sur ce point...

Stéphanie JANNIN

En tout cas, c'est votre choix. Je vous remercie...

Monsieur le Président

Et ensuite à traiter l'objet inscrit à l'ordre du jour.

Stéphanie JANNIN

En tout cas c'est votre choix que de vouloir tenir ces Conseils en journée, je le respecte, nous nous y adaptons, un certain nombre d'entre nous autant que possible. Mais en tout cas, c'est un choix en tout cas qui pénalise ceux qui travaillent et je crois que vous pouvez l'entendre.

Je reviens au sujet de la ZFE. La lutte contre la pollution, c'est évidemment un enjeu central des politiques publiques actuelles et à venir, et la nécessité de la mettre en place dans le temps et avec les habitants n'est bien sûr pas discutable. Pour autant, je suis très, très réservée sur votre méthode d'implication des citoyens dans ce grand projet de territoire – ça a été souligné précédemment dans certaines interventions – et sur certains choix qui semblent déjà faits, sans finesse et prise en considération finalement réelle et sincère des conditions de vie et des possibilités des habitants de notre territoire. Si la loi d'orientation des mobilités impose la ZFE, ce sont les paramètres que vous choisissez pour la mettre en œuvre qui me semblent discutables, car là c'est bien la Métropole et elle seule qui est compétente. D'ailleurs vous le stipulez dans la délibération : elle est compétente « *pour préciser les horaires d'interdiction, les périmètres géographiques, le type de véhicules concernés et le niveau de pollution des véhicules interdits* ».

A votre écoute je me pose des questions très simples : comment peuvent réellement s'adapter à vos choix dans un temps si court les petites entreprises, les artisans, les habitants, ceux qui n'habitent pas le centre-ville ou ceux qui ne peuvent pas se déplacer à vélo, ceux qui ne peuvent pas changer leur véhicule tout simplement dans les deux ou trois ans à venir ? Comment expliquer que parallèlement vous avez abandonné le projet de bus à hydrogène, qui pourtant offrait là la seule vraie alternative dans une vision effectivement réellement prospective pour stopper le recours aux énergies fossiles ? Ça a été évoqué également : les véhicules électriques ne résolvent pas cette question entièrement. Comment expliquer aussi l'accroissement actuel des embouteillages sur les axes principaux de la Ville, mais aussi à l'intérieur des quartiers où les automobilistes se reportent, ce qui en réalité réduit la qualité de vie de beaucoup de nos concitoyens, notamment en augmentant considérablement la pollution à l'intérieur de ces quartiers ? Comment expliquez-vous également l'augmentation explosive des distances des trajets dans le centre et ses faubourgs, avec des automobilistes qui se trouvent à traîner leur pollution dans un certain nombre de quartiers puisqu'ils ne peuvent plus faire ces trajets centraux directs, concernant le centre-ville de Montpellier et je pense notamment aux faubourgs et un petit peu au-delà ? Et comment expliquer aussi les conditions qui deviennent dégradées pour les usagers des transports en commun avec la baisse de cadences de passage des bus et des tramways ? Et là, pour constater ça, il suffit de monter dans un tramway à une heure de pointe.

Et enfin, ne l'oublions pas s'il vous plaît, à l'origine des trajets pendulaires contre lesquels vous souhaitez lutter – et vous avez raison de vouloir le faire – il y a la politique du logement abordable pour tous. La question de l'habitat, c'est une ligne et demi dans cette délibération proposée, et pour moi ça reste une des grandes faiblesses de cette proposition. Comment traiter la pollution liée aux déplacements si l'on ne parle pas de ces ménages de plus en plus nombreux qui sont obligés de s'éloigner des centralités, toujours plus loin dans les territoires voisins et qui mesurent d'ailleurs souvent mal à l'avance l'impact financier lié à ces déplacements obligatoires domicile-travail qui obligent à avoir deux, voire trois véhicules parfois par foyer, et ça c'est une réalité ? Je vous suggère d'ailleurs à ce propos – et avec tout mon respect – de poursuivre la politique de production de logements abordables que j'avais initiée en 2015 et qui traitait précisément cette question, et je me tiens à votre disposition là-dessus. Egalement de passer à la deuxième vitesse – sans mauvais jeu de mots – pour poursuivre et intensifier la politique de rénovation des logements qui constitue aussi un sujet à part entière, mais que je ne vais pas développer ici, par souci d'user du temps de parole raisonnablement.

Vos choix creusent les inégalités sur notre territoire, et ce que vous proposez ressemble de près à une politique de gentrification qui ne donne pas son nom et qui s'éloigne de plus en plus des valeurs de l'écologie solidaire. Dans cette délibération, vous nous proposez de délibérer pour la concertation : je voterai pour l'ouverture de cette concertation, évidemment, mais avec de très importantes réserves sur les modalités de mise en œuvre qui ont été présentées – qui sont inquiétantes pour certaines – et en espérant que vous romprez avec cette étonnante méthode qui consiste à proposer une concertation à venir pour des décisions très précises que vous avez déjà annoncé avoir prises dans la presse, comme c'est le cas maintenant sur un trop grand nombre de dossiers majeurs. Je vous remercie pour votre écoute.

Monsieur le Président

Merci de votre vote favorable à la délibération. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Rapidement – parce que le temps passe vite – juste pour, bien entendu, saluer tout ce travail dans un cadre réglementaire qui nous est imposé. Peut-être rappeler, en tant que Vice-Présidente responsable du plan climat, que depuis la loi LOM de 2019, le plan climat doit intégrer la question de la qualité de l'air – c'est une obligation. Donc merci pour cette contribution au travers de la ZFE. Vous savez que l'État met en place, est pilote sur un programme de réduction des émissions de polluants atmosphériques, nous on doit y contribuer en tant que territoire, et donc cette contribution est forcément très importante. Pourquoi est-ce qu'elle est importante ? Je fais le parallèle avec la question des émissions de gaz à effet de serre, puisqu'il y a un parallèle entre émission de polluants et émission de CO₂ notamment. Sur le territoire de la Métropole, alors que ce problème, à la fois de pollution et d'émission de gaz à effet de serre, est dû à 30 % pour les transports au niveau national, sur notre territoire, c'est 58 %. C'est-à-dire que nous avons un territoire qui est particulièrement sensible à la question de la mobilité, beaucoup plus qu'ailleurs en France. Pourquoi ? Parce qu'en effet miroir la question industrielle par exemple ou agricole se pose différemment. Donc un gros sujet autour du poids de la mobilité sur tous ces enjeux, à la fois de santé et environnementaux. Peut-être pour cette question de la santé environnementale, on parle ici beaucoup de la pollution de l'air, mais rappeler aussi que nous, notre territoire, malgré un contexte national réglementaire politique – on peut le discuter – qui n'est pas très volontariste, et là on verra comme chacun va se prononcer aux futures échéances sur les engagements qui

vont être pris pour régler ces problèmes, on a parlé du fret ferroviaire, on a parlé de la réglementation sur les véhicules, etc., donc ça se passe à un autre niveau. Mais par rapport à la question de santé environnementale, qui a beaucoup été abordée, à l'échelle des territoires, on a le levier d'action de la mobilité et de la police de la circulation, on a celui de l'aide à la rénovation des bâtiments, on a celui de la politique agroécologique au travers de la limitation des émissions de produits phytosanitaires, on a celui de l'alimentation au travers de l'alimentation, on a aussi – et ça fait partie je crois de la question environnementale – un levier important à jouer pour nos concitoyens, la question du bruit, etc., donc j'en passe. On a beaucoup de leviers, et celui de la mobilité, je le rappelle, est quand même fondamental.

Juste pour répondre à la question – là c'est en tant que Présidente de l'ALEC – de l'accompagnement de nos concitoyens sur ces enjeux de modification des pratiques de mobilité, nous avons répondu à un appel à manifestation d'intérêt du CLER (Réseau pour la transition énergétique), financé par les Certificats d'Economie d'Energie (CEE), pour pouvoir créer un espace en lien avec Julie [FRÊCHE] et ses services, pour pouvoir créer un espace info-mobilité sur le territoire, pour être là justement pour cet accompagnement de nos citoyens, parce que les choix ne sont pas toujours les plus faciles, les plus évidents à prendre.

Enfin, on a parlé beaucoup du territoire de Grenoble, par rapport à ce lien santé, environnement-santé, il y a une affaire qui va vous être proposée un peu plus loin, de partenariat qui va être proposée avec Santé publique France, pour pouvoir justement évaluer, être un site pilote pour pouvoir évaluer les liens environnement-santé sur notre territoire.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame TOUZARD. La parole est à notre collègue René REVOL. Et après, Monsieur RAYMOND et Monsieur MEUNIER. Et Madame FRÊCHE répondra.

René REVOL

Je vais essayer d'intervenir rapidement. J'interviens au nom de l'équipe municipale de Grabels, qui a pris ce sujet, qui l'a discuté, qui est composée de sensibilités politiques différentes. A la fin, nous avons pris une position unanime. Je me félicite de la qualité des interventions et des débats, quels que soient les points de vue adoptés depuis le début, car ça constitue le premier acte de cette concertation citoyenne, qui n'est pas imposée par la loi mais que notre Métropole a décidé de mettre en œuvre, et qui va s'ouvrir dans les jours qui viennent. J'appelle à utiliser ce cadre pour développer cette discussion.

Il y en a marre de pousser la poussière sous le tapis, et en disant « *on verra plus tard* ». Il faut quand même prendre conscience d'abord du problème – ça a été dit. Nous sommes très nettement en retard en France, parce que la France est sous la coupe du lobby pétrolier, c'est pour ça que nous avons ce taux de diesel très important. Si vous faites le tour, vous sortez de vos frontières, en Italie, il y a 200 agglomérations qui ont déjà des ZFE, d'accord ? Il y a eu l'organisation d'un accompagnement. En Espagne, à l'initiative des gauches, qui se sont unies sur cette question et qui ont trouvé une majorité au-delà d'elles-mêmes, la ZFE est beaucoup plus en avance que chez nous.

La question qui se pose à nous tous ici, quand nous nous sommes présentés devant les électeurs en 2020, la majorité d'entre nous tenait un discours qui consistait à dire que la décennie qui vient était la décennie de la rupture écologique sous peine de catastrophe. Nous avons tenu en même temps le discours qui consistait à dire que, si nous n'étions pas accompagnés par l'État, ça serait difficile mais qu'il ne fallait pas que cela nous empêche de commencer à, nous, donner l'exemple sur notre territoire pour avancer. Voilà ce que nous a amené, nous, à considérer ce sujet. On a pris les renseignements auprès de tous, sur la pollution de l'air. Et ce qui a été dit ce matin – parce que si on était ce soir il serait déjà minuit là maintenant, donc on ne pourrait plus parler avec autant de vigueur – est très intéressant et ce sont des éléments que nous ont amené des médecins, des praticiens, ceux qui mesurent, des chercheurs. Il faut une rupture du point de vue de la mobilité sur ce territoire. Cette rupture, elle est passée par ce qu'on a décidé sur la mobilité, par un recul de la circulation automobile et par une modification de ce point de vue de la zone tout entière. C'est pour ça que nous n'étions pas prévus sur Grabels dans la première mouture et on l'assume. On ne va pas se cacher pour ça. Nous avons décidé de rentrer dans le dispositif parce que c'est une délibération-cadre qui est présentée aujourd'hui, sur laquelle nous allons travailler ensemble pour apporter tous les éléments d'accompagnement nécessaires. La planification écologique qu'on va mettre en œuvre sur cette décennie, elle concerne la mobilité, l'eau, l'énergie, parce que, dans ce domaine – on pourrait parler du lobby nucléaire – et toujours la poussière est mise sur le tapis, pour éviter cette rupture ; il faut la mener.

Deuxième élément : l'accompagnement va devenir décisif, absolument décisif. Je suis tout à fait d'accord pour dire que l'État sous-investit dans ce domaine, le refuse, et laisse le choix aux individus, et par là-même accroît les inégalités sociales, si on laisse le choix aux individus et qu'on ne compense pas de l'autre côté. Je vous invite à lire le document du Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie (CRÉDOC) sur la fréquentation automobile, qui montre qu'il est en train de naître depuis une dizaine d'années avec l'apparition de l'électrique, etc., une vraie rupture dans l'automobile, avec deux publics qui s'éloignent l'un de l'autre : ceux qui ont les moyens de renouveler leur véhicule et ceux qui n'ont pas les moyens de renouveler leur véhicule. Il faut absolument éviter que cette nécessaire ZFE accroisse cette rupture. Pour ça, il faut décider dans les temps qui viennent les mesures d'accompagnement. De ce point de vue, je trouve que les amendements proposés par Madame DOULAIN sont le bon sens et je voterai pour, je suis favorable à ces amendements.

Il faut qu'on cherche à les développer – il y a d'autres propositions qui ont été faites dans le débat – pour que nous puissions accompagner, en étant clair sur une chose : j'espère que la nouvelle législature qui sera en place fin-juin, prendra les décisions pour modifier cette loi et pour faire que l'État y participe. Mais si nous souhaitons que cette nouvelle législature prenne cette décision, il faut commencer par, nous, prendre nos responsabilités. C'est pour ça d'ailleurs que notre Commune – je vais finir sur une note très grabéloise – s'est particulièrement opposée à un tracé du LIEN qui passe à 250 mètres du village, et qui va accroître les effets sanitaires et environnementaux d'une manière incroyable. Nous sommes légitimes à demander que ce tracé soit annulé et qu'on envisage cette circulation à un autre endroit moins impactant sur les populations, et en même temps à nous engager dans la ZFE. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. La parole est à Monsieur RAYMOND, Monsieur SAVY, Monsieur MEUNIER, Madame FRÊCHE, et je dirai moi-même un mot. On votera puis on fera une petite pause...

Joël RAYMOND

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Ce qu'on ne peut pas faire à 23 h 30 ou minuit.

Joël RAYMOND

Je vais prendre la parole au nom du millier d'habitants qui se situent dans la quatrième ou la cinquième couronne – je ne sais plus à quel niveau je dois les placer. Je voudrais vous dire tout d'abord qu'un des premiers rapports parlementaires concernant la pollution de l'air, il n'est pas forcément très ancien à ma connaissance dans les années 2004-2005, il était porté par Martial SADDIER, ancien député, aujourd'hui Président du Conseil départemental de Haute-Savoie, Je ne pense pas qu'il ait été beaucoup lu et beaucoup suivi, et pourtant, différentes politiques se sont succédées au fil de ces années et malheureusement il faut arriver en 2020 pour avoir la loi LOM et enfin pouvoir engager sur les territoires une vraie politique de réduction de la pollution de l'air, vu les dégâts qu'elle engendre. Je ne vais pas reprendre ce qu'a dit Monsieur SULTAN, puisqu'à mon avis c'était très bien formulé.

Pourquoi c'est difficile, la pollution de l'air ? Parce qu'elle est insidieuse, elle est pernicieuse : on ne la voit pas, on ne la touche pas, on ne la connaît pas. Du coup on se retrouve devant quelque chose qui est assez difficile à gérer. Il faut réellement, sur chacun des territoires, faire des bons diagnostics, et je ne pense pas malheureusement que des exemples pris de-ci de-là soient forcément reproductibles sur tel ou tel territoire. Le territoire de Strasbourg en Alsace : est-ce que vous savez qu'en Alsace, c'est là qu'il se vend le plus de SUV ? Donc est-ce que c'est un territoire comparable à Montpellier ? Pas sûr.

Bref, hormis cela, moi ce que je voudrais vous dire, Monsieur le Président – et merci Julie [FRÊCHE] pour tout le travail, puisque je participe à la commission ZFE – d'une part c'est de tenir bon, parce que c'est un dossier épique et qui nécessite du courage politique. Ce que je voudrais vous dire au nom des habitants, c'est que les habitants sont inquiets aujourd'hui. Il a raison Arnaud [MOYNIER] : ils sont inquiets. Parce qu'en fait ils ne connaissent pas exactement ce qui va se passer. Il n'y a rien de plus anxiogène que lorsqu'on ne sait pas comment ça va se dérouler. Il faut arriver avec des propos concrets, précis, des mesures adaptées, évidemment, pour les plus impactés socialement, économiquement, pour les accompagner vers un changement de pratique, et utiliser au maximum des énergies, en tout cas nouvelles, ou des modes de

transports différents, pour pouvoir se déplacer sur le trajet, elle a insisté, mais personne ne l'a relevé : celui que l'on vise, c'est le trajet pendulaire travail-domicile. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Jean-Luc SAVY.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voudrais effectivement, comme mes collègues – pardon d'intervenir en avant-dernier avant Cyril [MEUNIER] – souligner l'importance de cette affaire, à la fois dans ses répercussions concrètes et positives pour la santé, pour la planète bien sûr, et souligner également la sensibilité très forte, économique, sociale, qu'il convient d'accompagner – on l'a dit – à l'échelle de la Métropole pour réussir cette mutation. Nous vivons clairement une époque de changement de paradigme majeur qui nous conduit à repenser et à transformer profondément, qu'on le veuille ou non, notre relation au travail, aux mobilités, à l'écologie. Avec mon équipe à Juvignac, nous sommes naturellement convaincus de l'importance de cette démarche.

Avec cette affaire nous touchons du doigt un élément très concret de ce qu'implique la transition écologique, dont chacun parle de près ou de loin – surtout de loin et surtout de loin dans le temps – à savoir toucher à la voiture thermique, à ce qu'elle représente culturellement depuis l'après-guerre dans ses fonctionnalités les plus essentielles de notre quotidien, parce que c'est un sujet loin d'être anecdotique et qui ne se fera qu'avec un accompagnement politique, économique et social volontariste. Il est donc essentiel pour réussir cette mutation d'agir localement, et notamment auprès des foyers les plus modestes, et là effectivement je rejoins ce qui a été dit : l'État devra inévitablement accompagner par des mesures financières ou fiscales des dispositifs complémentaires à ce qui existe aujourd'hui pour ne pas créer la rupture dont parlait René REVOL à l'instant. Il faudra agir également auprès des foyers – et c'est là mon sujet – qui n'ont que peu accès à l'information et qui sont éloignés finalement de ce qui, dans le temps, est rapproché mais qui va les impacter très directement. Je pense aussi aux réparateurs automobiles, aux garagistes locaux, il y en a quand même beaucoup sur le territoire, pourvoyeurs d'emplois – j'en connais certains.

Alors on peut imaginer pour ce faire le déploiement de vecteurs de médiation au long cours par exemple, des plateformes numériques claires et pédagogiques, certaines métropoles les ont mises en place, ou bien à des conseillers ZFE ou des assistants ZFE auprès des gens qui se rendraient dans les 31 communes, pour aller à la rencontre de chacun et ainsi renseigner, guider, porter l'action publique en permanence, entre maintenant et 2028. Ils seraient ainsi en proximité avec chacun, à l'écoute des besoins pour exposer les enjeux, les mesures d'aides auxquelles ils ont droit, et bien évidemment, et c'est là l'objectif essentiel, l'ensemble des dispositifs permettant de nous déplacer autrement qu'en voiture dans la Métropole, et ils sont nombreux ces dispositifs. Voilà donc un défi de taille qui nous attend si l'on veut réussir cette mutation, qui est à la fois économique, qui est culturelle, qui est sociale, sans laisser quiconque sur le bord du chemin. Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Jean-Luc [SAVY]. Cyril MEUNIER, dernier intervenant avant les réponses de Madame FRÊCHE.

Cyril MEUNIER

Écoutez, en tant que dernier intervenant, comme tout le monde, j'ai écouté les intervenants précédents, et je crois que tout a été dit. La discussion n'existe pas : on est obligé de prendre en compte la pollution de l'air et il faut à tout prix régler ces problèmes-là avec le cadre législatif qui nous est donné. Certaines des interventions très pertinentes – en particulier celle de notre ami Charles SULTAN – nous ont glacé le sang. Permettez-moi de remercier Stéphanie JANNIN de m'avoir refait sourire tout à l'heure, quand elle a critiqué Michaël [DELAFOSSÉ] sur le fait que la communication arrivait avant la discussion avec les élus, puisque c'était à peu près le lot commun sous Philippe SAUREL, voire même largement, largement pire. Merci Stéphanie [JANNIN] de m'avoir redonné le goût du sourire dans cette ambiance un peu morose.

Ceci étant, je vais rebondir sur cette remarque pour dire que ce qui est remarquable en politique, c'est d'avoir le courage d'aborder les sujets qu'on n'a pas vraiment envie d'aborder. Il y a un adage qui dit, en politique aurions-nous raison, que nous aurions tort aux yeux de la plupart de nos concitoyens. On le sait, quand on attaque un sujet, qu'il faut savoir comment on doit se conduire en politique. Et là, Julie FRÊCHE, bravo, parce que les premières discussions qu'on a eues, quand tu es venue, on discutait avec les Maires. Parce qu'il faut que vous sachiez les uns et les autres que la première discussion qu'a eue Julie [FRÊCHE], elle l'a eue avec

les Maires, les Maires qui, comme beaucoup de mes collègues ce matin, ont montré qu'ils connaissaient leur population, qu'ils connaissaient les particularités de leur situation géographique – troisième couronne, deuxième couronne, première couronne, centre-ville – les difficultés sociales que rencontrent nos concitoyens, eh bien les premières discussions, on les a eues ensemble. Je voudrais quand même rappeler à tout le monde – et à ceux surtout qui ne le savent pas – qu'on a décidé de faire un groupe destiné à organiser les aides. Dès le début, on s'est rendu compte que cette loi, c'était de virer les bagnoles des pauvres pour permettre aux bagnoles des riches de rouler plus facilement : appelons un chat, un chat. Ça peut être vécu comme ça, et ça va être vécu comme ça. Depuis le début, tous les Maires, quand on avait discuté en réunion des Maires avec Julie [FRÊCHE], on avait dit « *oh là, là, attention, il va falloir qu'on trouve des solutions d'accompagnement, des solutions d'aide* ». Quelles vont être ces aides ? Bien sûr, peut-être que certaines de nos communes, celles qui ont les moyens, vont aider nos concitoyens. Il faut, comme vient de le dire Jean-Luc [SAVY], aider les gens à comprendre, à savoir à quoi ils ont le droit, comment ils doivent aborder le sujet, comment ils doivent modifier leurs mesures. Mais on n'a pas fait seulement ça. Si vous avez bien écouté – je ne vais pas regarder comment les autres métropoles s'y sont prises – mais on a abordé un certain nombre de cas particuliers qu'on avait, nous, les Maires, identifiés. Le petit couple de personnes âgées, qui a besoin de sa voiture pour faire les 250 mètres pour aller au supermarché, parce que si vous lui retirez la voiture, à ce petit couple de personnes âgées ou à cette personne âgée, elle ne va plus au supermarché. Et comment elle fait ? La maman qui accompagne la joueuse de basket – mais vous avez bien noté que c'est exclusivement pour le basket, si votre gamin, votre petit-fils ou petite-fille joue à autre chose qu'à du basket, ça ne marche pas, mais ça, moi, j'ai bien écouté : c'était évidemment une blague.

Bravo pour le travail et félicitons-nous d'avoir le courage d'aborder ces sujets difficiles. Parce que faire de la politique pour faire plaisir aux gens ou faire dans le populisme – petit clin d'œil à la campagne présidentielle qui est navrante à l'heure actuelle – c'est facile. Être aux commandes d'un territoire et régler les problèmes des gens, même quand ces problèmes sont difficiles à expliquer, c'est beaucoup plus compliqué.

Je voudrais juste rajouter une petite marque personnelle à ce débat. J'ai écouté « *il ne faut plus de routes parce qu'il ne faut plus de voitures* », etc. Oui mais sauf que quand vous prenez la carte ZFE, des points qui sont les plus impactés, vous vous rendez compte qu'on a nos amis de l'ouest... Bravo d'avoir le contournement ouest qui va dégager la circulation et qui va surtout faire en sorte que les gens ne stationnent pas pendant des heures en polluant, parce qu'on sait très bien que c'est la situation de stationnement en-dessous de 30 km/h qui donne le plus de particules fines. Il y a d'autres points noirs, en particulier la traversée du centre-ville de Lattes, et il va falloir qu'on réfléchisse à faire le maillage et à trouver des solutions pour que le sud de Montpellier et le centre-ville de Lattes ne soient pas les points pratiquement les plus pollués aujourd'hui.

Petit clin d'œil également pour faire un trait d'humour à mon ami Hervé [MARTIN] : la nouvelle A9, elle n'est pas à Montpellier mais à Lattes. L'A709, elle est aussi à Lattes. Donc ça c'était un petit point.

Et puis, histoire de finir sur un trait d'humour, après avoir remercié Stéphanie [JANNIN] du sien tout à l'heure, je voudrais juste dire que j'ai entendu qu'il y aurait peut-être une centrale nucléaire pour nourrir les voitures électriques : je voulais vous dire que Lattes n'est pas candidate pour l'installation de la centrale nucléaire, parce que je pense que sur ce sujet – sur beaucoup de sujets – on a déjà donné. Je vous embrasse.

Monsieur le Président

Merci. Vous savez, la Métropole n'est pas candidate, qu'il n'y ait pas de malentendu. Des fois, il y en a qui laissent entendre, donc, non, non. Madame FRÊCHE, pour donner quelques éléments de réponse à ce débat de grande qualité.

Julie FRÊCHE

Oui, Monsieur MOYNIER, pour vous répondre, ma fougue n'a pas suffi à vous convaincre, du coup je vais essayer de vous donner quelques arguments supplémentaires. Beaulieu effectivement fera partie du deuxième périmètre, qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2026. On est bien d'accord : je fais bien la différence entre les automobilistes qui peuvent choisir autre chose que la voiture, parce qu'ils sont à proximité d'un réseau structurant de transport, et les automobilistes contraints notamment dans les zones les moins densément peuplées de la Métropole. Sur le plan de remplir son caddie une fois par semaine, là ça rentre parfaitement dans la dérogation « *petits rouleurs* ». Sur l'accompagnement des professionnels, on a dès le départ tenu à les rencontrer, dès le départ on a réaffirmé l'engagement que Michaël DELAFOSSE avait pris pendant la

campagne des municipales sur la sortie du diesel pour les poids-lourds. Ils sont parfaitement informés depuis déjà presque 18 mois, et on n'a eu de cesse de multiplier les temps de rencontre pour continuer à discuter. D'ailleurs on va faire des ateliers thématiques notamment avec l'UNICEM (Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction), avec la Chambre de Commerce et d'Artisanat, avec la Fédération Nationale des Transporteurs Routiers (FNTR), la Fédération nationale du transport public, avec le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA), pour continuer à, d'une part établir la liste des dérogations, et d'autre part accompagner la transition. C'est vrai : l'électrique fait l'objet d'un surcoût – il est quatre fois plus cher – mais il est rentabilisé en moins de cinq ans. Je le rappelle : si vous parcourez 100 km, vous paierez 3 euros pour l'électricité pour une recharge 100 km, près de 11 euros pour de l'essence et de 8 euros pour le gasoil. Effectivement, l'amortissement du coût d'investissement est rapidement opéré. Voilà pour ces premiers éléments de réponse.

Madame GIMENEZ, vous avez parfaitement raison sur l'exclusion des axes de transit que sont les axes autoroutiers. D'ailleurs ça a été une des premières demandes formulées par le Président Michaël DELAFOSSE lorsqu'il a eu une visioconférence – mais je le laisserai le dire – auprès du Président Emmanuel MACRON, de dire qu'une des lacunes du dispositif, c'était bien l'exclusion des axes autoroutiers, qui génèrent la plus forte pollution. C'est le cas de deux territoires plus spécifiquement : Montpellier, qui est enserré au nord et au sud par l'A75 et l'A9, mais aussi le territoire de Toulon. Peut-être une dernière précision : dire que ce n'est pas la date d'immatriculation qui fait foi, mais c'est la norme euro. A titre d'exemple, une Toyota Prius de 2006 est déjà Crit'Air 1. On se rejoint malgré tout sur le caractère et l'investissement massif en faveur des transports publics et collectifs, comme en son temps le rappelait le ministre communiste Charles FITERMAN, qui était ministre des Transports sous le Gouvernement BÉRÉGOVOY, et qui avait été à l'origine de la loi d'orientation sur le transport urbain, et qui avait consacré le droit aux transports publics et collectifs.

Madame BORNE, évidemment, la première priorité c'est d'opérer le report modal vers les modes actifs et les mobilités douces. Je suis désolée : je ne suis pas d'accord avec vous sur les plages horaires. Les BusTrams, ça va être une plage horaire de 5 h jusqu'à minuit, avec une fréquence de 10 minutes de 7 h à 19 h, et le réseau structurant (c'est-à-dire tramways et BusTrams) ça va concerner 90 % de la population de la Métropole. Je ne peux pas vous laisser dire que nous ne travaillons pas sur la question de l'amplitude horaire et la question majeure du cadencement. Sur le moins de voitures, oui pour ceux qui le peuvent, mais tout le monde ne dispose pas d'un réseau structurant à proximité. Il y a aussi les automobilistes contraints qui eux doivent pouvoir continuer à utiliser leur voiture. Nous avons bien prévu une révision, une évaluation et un bilan tous les 4 ans, de cette mesure. On le fera, on le fera bien. Je rappelle qu'il n'y a aucune obligation de par la loi LOM, ni par la loi climat et résilience, de procéder à ce débat entre élus aujourd'hui en Conseil de Métropole. C'est un souhait du Président Michaël DELAFOSSE, que de mener ce débat pour que tout le monde puisse s'exprimer et aussi pour donner de la visibilité à ce dispositif, pour que les gens soient informés.

Monsieur LAFFORGUE, je voudrais vous remercier pour vos mots, mais aussi peut-être vous dire qu'un courrier spécifique va être envoyé à l'ensemble des concessionnaires, pour qu'eux aussi puissent délivrer une information éclairée. Je voudrais qu'on fasse attention au discours peut-être culpabilisant sur la voiture, parce que tous les territoires ne sont pas égaux sur le réseau structurant. Je pense que plus que culpabiliser la voiture, ce qu'il faut essayer de régler c'est l'autosolisme. Je me rappelle des mots, notamment de Salvador NUNEZ, de Vinci Autoroutes, qui dit que 75 % des utilisateurs de l'autoroute sont des personnes seules dans leur voiture, notamment sur l'A709.

Madame DOULAIN, sur la question des alternatives des aides et dérogations, je ne reviendrai pas sur mon propos. On est bien conscient des différentes lacunes, notamment sur les autoroutes. On a évidemment appuyé auprès de l'État la nécessité d'amplifier les aides et surtout de pérenniser le bonus écologique. Peut-être, je me permettrai de vous dire qu'il faut faire attention avec la démagogie sur un sujet aussi complexe. Je voudrais dire que la photo que vous avez montrée, c'est une Clio 2 qui a été produite entre 1998 et 2012, donc une Clio essence de 2011 pourra toujours rouler en 2028, contrairement à ce que vous avez affirmé.

Madame OLLIER, vous avez dit – je ne sais pas d'où vous sortez vos chiffres – que la gratuité ne concernait que 2 % des personnes : c'est totalement faux. Je rappelle que dans la première enquête qui a été réalisée dans le cadre de la gratuité des transports le week-end, 57 % des usagers déclarent qu'ils ont pris le tramway plutôt que la voiture parce qu'il était gratuit.

Monsieur CHAMPAY, la révision est bien prévue. Je voudrais aussi vous dire que vous avez complètement raison – et vous êtes le seul à l'avoir dit – de savoir quelle serait notre capacité à objectiver l'amélioration de la qualité de l'air, et c'est la raison pour laquelle Isabelle TOUZARD – et je participe à ces travaux – dans le cadre du travail partenarial avec l'ATMO, on est en train de travailler à la pose de capteurs et notamment de tubes passifs pour objectiver ces mesures.

Madame NEGRET, je ne vais pas rebondir sur votre propos, sur la difficulté de changer les habitudes. Je vois bien ce que c'est.

Madame JANNIN, alors là... Enfin honnêtement je ne suis pas quelqu'un de polémique, mais franchement, quand on sait que votre ambition sur la zone à faibles émissions était de définir le périmètre à l'Écusson, en sachant que la zone à faibles émissions, c'est réduire les véhicules polluants : dans une zone piétonne, ça fait doucement rigoler. Ensuite, sur la question des artisans, là aussi, concertation des professionnels depuis notre arrivée aux responsabilités. Je tiens à dire aussi quelque chose sur l'hydrogène : il faut faire retomber le projet. Aujourd'hui il faut savoir que le coût de fonctionnement de l'hydrogène, c'est six fois plus important que l'électrique. Quand vous payez 0,15 centime du kilomètre pour l'électrique, l'hydrogène c'est 0,95 centime : la question est réglée. En sachant quand même que nous aurons une flotte. Les 57 bus que nous allons acheter pour les cinq lignes de BusTrams sont 100 % décarbonés, 100 % électriques, 0 émission, 0 particule, 0 nuisance sonore. Il n'y a en plus aucune baisse de l'offre, il y a juste une adaptation de l'offre qui est liée à la crise sanitaire : entre confinement, couvre-feu, télétravail, tous les réseaux en France et en Europe s'adaptent à la crise sanitaire.

Je partage ce qu'a dit Monsieur RAYMOND. Il faut absolument que l'information soit la plus précise possible et qu'on touche le maximum d'habitants.

Et je voudrais remercier Monsieur MEUNIER pour ces mots. Ça me donne pour conclure l'occasion de remercier tous les Maires qui nous ont fait évoluer et qui ont enrichi considérablement le scénario que nous portons à votre connaissance aujourd'hui.

Monsieur le Président

C'est l'occasion aussi pour moi, à travers tout le monde, Madame FRÊCHE, de vous remercier pour votre implication sur ce dossier très complexe. Effectivement, on aurait pu faire le choix de le laisser sous le tapis. Très clairement. La loi s'applique, les gens prennent la loi en pleine figure et on ne construit pas une stratégie. Effectivement, le premier périmètre de ZFE, c'était dans le centre piéton. Quand on s'est vu la première fois – on a travaillé en Conférence des Maires – les Maires ont dit « *nous on prend ça, on va en discuter entre nous, on va échanger* », comme l'a décrit le Maire de Grabels, le Maire de Lattes, le Maire du Crès – je n'en cite que quelques-uns, mais tout le monde – pour essayer de voir comment on faisait au mieux ce dispositif.

Effectivement, le débat – et je veux saluer chacun des intervenants – est de grande qualité, sur un sujet – ce sera ma conclusion – extrêmement grave. Quand nous sommes des responsables publics, nous devons agir. C'est tellement facile de commenter aux douze pieds : nous devons faire des choix. « *Gouverner c'est choisir* ». Sur ce sujet comme sur d'autres, nous devons agir.

Sur la question de la qualité de l'air – ça n'a pas été soulevé – par exemple dans le quartier de Cambacérès, nous avons pris une décision de ne pas construire des logements dans l'entre-deux autoroutes, qui sont les endroits les plus pollués. J'ai demandé au Président de la République lors de la première visioconférence où il nous a expliqué la ZFE qu'il fallait impérativement agir sur l'autoroute et avoir un plan fret, nous aider à avoir une voie dédiée pour le covoiturage, pour lutter contre l'autosolisme, etc. Je réitérerai ces demandes, j'aurai l'occasion d'y revenir.

Je voudrais nous inviter à nous situer : la Métropole du Grand Paris va interdire le diesel en 2024, celle de Grenoble en 2024, celle du Grand Lyon en 2025. Nous proposons un scénario de transition. Il y aura une information qui va être dispensée. Il était important que la presse ait bien l'ensemble des éléments : nous avons fait le choix de faire cette conférence de presse pour que, spécifiquement là-dessus, outre les positions des uns et des autres, les choses soient les plus explicites, pour être à disposition des journalistes pour leur dire les choix que nous faisons. Ces choix, ils ne sont pas ceux d'une brutalité – comme les dates que je donne, même si ça appartient à ces exécutifs-là. Ce sont des scénarios de transition, parce qu'il faut absolument informer l'ensemble des acteurs du scénario qui existe pour qu'ils puissent s'organiser. La grande qualité de discussion que nous avons avec les professionnels, qui savent que c'est dur et qui nous le disent, et nous le mesurons, eh bien eux disent « *il nous faut mieux connaître la règle, pour s'adapter à la règle, que de l'incertitude pour la règle* ». Cher Stéphane [CHAMPAY], merci avoir relevé cela.

C'est vrai que c'est un contexte électoral, évidemment qu'il y a une envie d'un peu de pub pour les élections, qui instrumentalise cela. Mais nous avons fait le choix de le faire là, parce que nous aurions pu le faire au mois de juillet ou au mois de septembre, mais nous perdions du temps, pour pouvoir nous adresser aux professionnels pour qu'ils puissent commencer à accompagner la transition. Ces concertations se poursuivent, ces informations descendent à des niveaux très fins, et nous allons continuer le dialogue avec les filières. Tout comme nous allons faire le point sur les particuliers avec l'ensemble des Maires, sur ce qui remonte, comment ça se passe – je vais y revenir. Nous le faisons aussi avec d'autres choix politiques. Nous avons voté une PPI qui prévoit 1 milliard d'euros pour les mobilités décarbonées. Oui, ça génère des bouchons, oui, ça génère des travaux, oui. Mais l'inertie qui a existé, elle nous a sacrément plantés collectivement aussi, fait prendre du retard aux territoires. Vélo, mobilité piétonne dans toutes les communes de la Métropole, c'est un sujet. Aujourd'hui tout le monde travaille pour apaiser. « *Apaiser* », c'est le maître-mot, parce que c'est ce que demandent nos administrés : ne pas être exposé à un flux de véhicules dans les zones où on habite, les choix des transports collectifs.

Je le dis, 1 milliard d'euros : nous sommes une des métropoles, rapporté au nombre d'habitants, qui investissons le plus sur les mobilités décarbonées. On pourrait en faire plus, si budgétairement nous en étions capables. Mais à un moment, c'est le vote précédent, c'est une question de responsabilité. J'ai bien quelques idées de bout de tramway que nous pourrions faire ici et là, etc. Mais qu'est-ce qui est soutenable ? Donc voilà l'équilibre que nous avons obtenu. Nous l'associons à un choix qui, je crois – et je remercie tous les Maires qui l'ont soutenu et tous les élus – est très fort et qui se mesure maintenant dans un contexte de hausse du prix de l'essence (1,60-1,70 euro), de géopolitique du monde – la Russie face à l'Ukraine, le Golfe où notre souveraineté est mise à mal – du coût de l'énergie, eh bien nous, nous avons fait le choix de la gratuité des transports par étape. Par étape : les familles, le week-end, les jeunes de moins de 18 ans – donc j'associe dans cet esprit les familles – les plus de 65 ans, tous nos retraités qui ont beaucoup de petites pensions, pour essayer de les mettre à l'abri.

Cher Frédéric [LAFFORGUE], crois-moi, si on pouvait aller plus vite nous le ferions. Mais là encore, nous devons agir en responsabilité, par rapport aux marges de manœuvre. En gros, on n'aurait pas la dépense de troisième casier de Castries, si nous n'avions pas ce poids des déchets, nous pourrions le faire. Mais nous devons ici – et le Premier Vice-Président en est le premier garant – être sur les grands équilibres. Nous allons sur fin-2023, car nous savons pouvoir dégager les marges de manœuvre pour, pouvoir arriver à ce qui mettra Montpellier Méditerranée Métropole comme la plus grande métropole d'Europe à appliquer la gratuité des transports. Peut-être qu'à ce moment-là le prix de l'essence sera à 2 euros, et nous aurons fait cela. Tout comme, mes chers collègues, au mois de décembre, nous avons voté l'aide au covoiturage avec Klaxit, sur laquelle nous allons parler, parce que justement, Arnaud [MOYNIER], Genès [BALAZUN], Laurent [JAOUL], Jackie [GALABRUN-BOULBES], Yvon [PELLET], tous les collègues qui sont dans la deuxième couronne de la Métropole, c'est-à-dire pas celle où il y a les transports collectifs, nous allons accompagner le covoiturage pour accompagner le pouvoir d'achat et changer les mobilités.

Je nous invite à mesurer nos choix par rapport à ce calendrier de ZFE. D'ailleurs Madame FRÊCHE l'a très bien pointé : notre horizon, c'est 2025. Parallèlement, nos investissements de mobilité seront à l'œuvre. Alors évidemment, tout le monde peut y trouver à redire : plus de ci, moins de ça. Bien sûr, c'est le jeu politique, surtout dans une veille de campagne électorale, mais donnez acte.

D'ailleurs sur le réseau de TaM, j'ai le plaisir de l'annoncer : prochainement, un nouveau Directeur va arriver, Monsieur SENIGOUT, qui gère jusqu'à présent le réseau de Rennes, et qui va travailler sur la réarticulation de l'offre ; offre qui va être accrue puisque nous achetons plus de tramways et nous aurons une flotte décarbonée, 100 % électrique. Nous avons fait le choix de l'électrique, si l'hydrogène avait été au même coût, par souci des finances publiques, on aurait choisi l'hydrogène. Mais Madame FRÊCHE l'a très bien expliqué : c'est six fois plus cher : 3,5 millions d'euros de dépenses de fonctionnement à consacrer à l'hydrogène, plutôt que 500 000, nous, notre choix, c'est 500 000. Quand l'hydrogène sera à maturité dans les prix, on le prévoit dans le renouvellement du reste de la flotte, nous agirons. Voilà comment on essaie de piloter.

Il faudra de l'accompagnement, nous en sommes convaincus. De l'accompagnement des acteurs économiques, et en particulier des petits artisans, qui ont souvent des petits véhicules. Déjà, je veux ici les saluer, de nombreux efforts sont faits, on voit l'achat de véhicules électriques, de vélos cargos. On sent bien que la profession demande aux industriels d'accélérer la transition. Nous aurons à travailler là-dessus. C'est pour cela que l'amendement n'est pas à mes yeux recevable, parce que nous ne savons pas encore comment, quel budget nous mettons en face, mais nous avons initié un groupe de travail avec les Maires – et c'est la première chose qui s'est montée – sur comment nous menons l'accompagnement, à l'échelle des communes, à l'échelle de la Métropole.

Je veux dire une chose très clairement : l'État est condamné sur la qualité de l'air. L'État a fait voter une loi et nous respectons la loi, mais avec tous les présidents de métropole à France Urbaine, nous demandons qu'il porte l'accompagnement social de cette transition. Nous sommes en passe – je l'espère dans les mois qui viennent – d'obtenir satisfaction dans la perspective de la prochaine loi de finances, ce qu'on a appelé la « jupette », la « balladurette », le « bonus auto », vous savez cette case fiscale, vous connaissez tous les dispositifs : c'est à l'État de faire cet effort-là, c'est très important, sinon, mes chers collègues, sur qui ça va reposer ? Aujourd'hui, l'État nous bloque sur le versement mobilité. L'État. Ça a été dit par beaucoup d'intervenants et là-dessus – puisque le débat politique national arrive – il faut le plaider, parce que ça renvoie au financement de la transition. Assurément Montpellier prend largement sa part, mais il faut l'accompagner, c'est l'intérêt du gouvernement de la République. On a employé le mot de « lobby », mais ce qui est en jeu, c'est la mutation de notre appareil productif du point de vue automobile, et donc la capacité à la puissance centrale de pouvoir dire « voilà ce que nous aidons, voilà comment les chaînes industrielles doivent s'adapter ».

Je ne suis pas de ceux qui pensent que la voiture va disparaître, parce que je pense que la mobilité est une liberté. Je pense que tous les phénomènes de ségrégation sont liés à des formes d'immobilisme. Ça avait été dit d'ailleurs la première fois par René [REVOL] dans nos débats : en 2030, l'Europe ne produira plus un véhicule thermique. C'est le plus gros challenge industriel sans doute qui est assigné à notre continent. On se dit il faut le faire, parce que vu que les Chinois rouvrent leurs usines de charbon, sans être blessant à leur endroit, ça nous dit l'immensité de la tâche que nous devons accomplir.

Sur les aides, il y a un autre groupe de travail, et qui fera des propositions. Aujourd'hui, notre priorité absolue, c'est de plaider auprès de l'État, pour que les dispositifs fiscaux permettent d'accompagner la ZFE. C'est important. C'est la position que tient le Président de la Métropole de Lyon, de Grenoble, de Lille, de Rouen, de Nice, bref, l'ensemble des élus, quelle que soit leur sensibilité, parce que ce transfert-là, il n'est pas correct pour les finances locales. Nous devons aller vers ça, et je le sais, je ne doute pas que nous y arriverons, parce qu'évidemment les arguments que nous portons sont pertinents et méritent d'être entendus.

Enfin, je voudrais terminer en remerciant Charles SULTAN et Tasnime AKBARALY, parce que, ici on a des débats, mais grâce à vous, ils nous ont invité à une forme de hauteur et de responsabilité. On sait tous que ça va être difficile, cette transition-là. Mais vous nous avez parlé de quelque chose, d'un ennemi invisible : la pollution de l'air qu'on respire. Il y a 20 ans, c'était un non-sujet. Aujourd'hui, ça doit être une priorité. Notre responsabilité, c'est de nous protéger de cet ennemi invisible qu'est la pollution de l'air, et en particulier nos enfants pour les raisons qui ont été données. Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas écartée. Les personnes âgées qui habitent notre Métropole non plus. L'asthme, c'est une réalité. La gorge qui brûle quand on est à proximité de l'avenue de la Liberté, c'est une réalité. On peut trouver comme ça beaucoup d'exemples. Aujourd'hui les transformations grâce à la ligne 5 par exemple sur la zone de Saint-Denis-Clémenceau, qui est encore l'endroit le plus pollué de Montpellier, en transformant une route en tramway, eh bien nous allons améliorer sensiblement la qualité de l'air à cet endroit. Nous aurons donné aux habitants d'Ovalie – qui nous attendaient avec impatience – la fameuse ligne 5 de tramway, qui a été maintes fois repoussée et promise – comprenne qui pourra.

Cette délibération, on la soumet au vote. Elle ouvre une concertation où chacun pourra faire valoir ses idées. Je pense qu'il y aura surtout beaucoup de questions, comment ça se passe, qu'est-ce qu'il y a, et ça va nous aider collectivement. Je vous propose de la voter. Nous aurons d'autres points, notamment sur les dispositifs de soutien, sur lesquels nous travaillerons avec les Maires et la Métropole, dans la faisabilité budgétaire dans le cadre de l'activité économique d'une part, et d'autre part sur l'accompagnement social. Mais je ne veux surtout pas qu'on se défasse sur nous. Ce serait de ce point de vue là une grande facilité, et la Présidente de la Métropole de Strasbourg partage pleinement notre position, et la Maire de Strasbourg notre engagement sur la gratuité des transports des moins de 18 ans, preuve que c'est quand même une mesure qui fait son chemin.

Je mets d'abord aux voix les deux amendements que je ne soutiens pas. Qui est pour le premier amendement ? D'accord. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole mets aux voix l'amendement n°1 proposé par Madame Alenka DOULAIN :

Amendement n°1 : « S'agissant des travailleurs à horaires décalés, ceux-ci pourront bénéficier, sur présentation d'un justificatif prouvant que les horaires de prise ou de fin de poste ne correspondent pas à des horaires de services des transports en commun, d'une exemption de 3 ans. »

Vote de l'amendement n° 1 :

Pour : 5 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER, M. René REVOL.

Contre : 70 voix

Abstention : 10 voix

Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, M. François VASQUEZ.

L'amendement n°1 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Monsieur le Président

Oui ?

Bruno PATERNOT

Pour expliquer notre vote et une petite précision aussi. Merci, Monsieur le Président, d'avoir remonté l'horaire des conseils, puisque comme beaucoup de personnes précaires, moi je travaille le soir, je travaille la nuit. Et justement, les personnes précaires nous importent et nous sommes d'accord avec le fond des deux amendements qui sont proposés. Nous sommes pleinement d'accord. Et après, c'est sur des questions de modalités, c'est-à-dire que valider des chiffres en Conseil ne serait pas possible, donc voilà, nous souhaitons que ces amendements soient étudiés, travaillés et représentés plus tard, mais pas votés aujourd'hui.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. Je crois que mon propos pose les choses, et ceux qui se sont exprimés là-dessus. C'est comment on trouve les éléments de la stratégie d'accompagnement social, responsabilité d'État, mais nous-mêmes, l'ensemble des Maires de la Métropole, et dans une faisabilité budgétaire, nous y travaillerons le cas échéant. Voilà.

Deuxième amendement. Même vote ? Même vote.

Monsieur Président de Montpellier Méditerranée Métropole mets aux voix l'amendement n°2 proposé par Madame Alenka DOULAIN :

Amendement n°2 : « Une enveloppe de 50 millions d'euros pour proposer un véritable accompagnement aux ménages. En s'appuyant sur des conseillers "Mobilité" portés par l'ALEC, notre métropole déploiera un bouquet d'aides :

- « à la conversion » permettant de réduire le reste à charge pour les ménages modestes. Deux aides principales seront proposées : des aides à l'achat de véhicules propres et des aides pour du retrofit électrique. Ce dispositif d'aides complémentaire est cumulable avec les aides de l'Etat, sous conditions de ressources. Les aides sont graduées selon trois strates de revenu fiscaux de référence (RFR) par part fiscale :

- Strate 1 : RFR / part ≤ 6 300 €
- Strate 2 : 6 300 € < RFR / part ≤ 13 489 €
- Strate 3 : 13 489 € < RFR / part ≤ 20 966 €

- « à la casse » avec une prime incitative pour les habitants qui envoient à la casse un véhicule polluant sans en racheter un nouveau

- « chèque abonnement » à une service d'autopartage pour une durée de 3 ans afin d'inciter et d'accompagner les habitants de la métropole dans la réduction du nombre de véhicules polluants par foyer. »

Vote de l'amendement n°2 :

Pour : 5 voix

Mme Mathilde BORNE, Mme Zohra DIRHOUSSE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER, M. René REVOL.

Contre : 70

Abstention : 10 voix

Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, M. François VASQUEZ.

L'amendement n°2 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Monsieur le Président

Maintenant on vote sur la délibération qui a été présentée par Madame FRÊCHE. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, Mme Clara GIMENEZ, M. Laurent JAOUL, M. Hervé MARTIN, M. Arnaud MOYNIER, Mme Agnès SAURAT.

Monsieur le Président

Je vous propose de faire une pause et de revenir – parce qu'il y a une question de quorum.

Renaud CALVAT

On a juste un sandwich.

Monsieur le Président

C'est à la diète. Pause de vingt minutes.

La séance est suspendue.

AFFAIRE N° 9 : ATTRACTIVITE - POLE VIN - SALON DE MONTPELLIER, VINS D'OCCITANIE DU 2 AU 3 MAI 2022 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. ASSAF quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. M. DELAFOSSE (le pouvoir de M. S. MANSOURIA donné à M. C. ASSAF est annulé) ;

Mme M. CASSAR quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. F. RIO (le pouvoir de Mme P. WEBER donné à Mme M. CASSAR est annulé).

M. S. CHAMPAY quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. R. CALVAT (le pouvoir de Mme C. PINTARD donné à M. S. CHAMPAY est annulé).

Mme C. PINTARD donne pouvoir à Mme B. DEVOISSELLE.

M. F. LAFFORGUE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. A. MOYNIER (les pouvoirs de Mmes N. LEVY et S. ROS-ROUART donnés à M. F. LAFFORGUE sont annulés).

M. G. LAURET quitte définitivement la séance et donne un pouvoir à Mme J. GALABRUN-BOULBES.

Mme S. JANNIN quitte définitivement la séance sans donner de pouvoir.

La séance reprend.

Monsieur le Président

Clara [GIMENEZ], tu refais l'appel. Allez.

Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Président

Le quorum est atteint. Nous pouvons délibérer. Je vous propose de reprendre notre ordre du jour à l'affaire n° 9. Est-ce qu'il y a des questions auprès du rapporteur Monsieur PELLET ? Il s'agit d'une subvention pour tenir un salon des vins d'Occitanie du 2 au 3 mai et de verser une subvention. Pas de question auprès du rapporteur ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Stéphane CHAMPAY, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Arnaud MOYNIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 10 : ENVIRONNEMENT - REVISION DE LA POLITIQUE AGROECOLOGIQUE ET ALIMENTAIRE (P2A) POUR DEVELOPPER LA SOUVERAINETE AGRICOLE ET LA RESILIENCE ALIMENTAIRE DU TERRITOIRE METROPOLITAIN - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Je donne la parole à Madame TOUZARD pour une présentation rapide de la politique agroécologique et alimentaire.

Isabelle TOUZARD

Très rapidement donc, on l'a vraiment présentée en détail dans les très nombreuses commissions, puisqu'il s'agit d'une politique transversale, la politique agroécologique et alimentaire (P2A). Elle a déjà été adoptée en 2015 et là il s'agit de réviser cette politique pour en faire un document cadre qui nous permettra ensuite d'établir nos conventions avec tous nos partenaires – ils sont plus d'une quarantaine – autour de la P2A.

Ce que vous propose ce document, c'est de rappeler que c'est une politique transversale, que c'est une politique partenariale et que ces finalités sont multiples. Elle contribue dans un premier temps à la proposition d'une alimentation saine et locale au plus grand nombre ; la question de l'emploi et des revenus dans le monde agricole ; la question de la préservation des ressources naturelles (biodiversité, qualité des eaux), c'est le propre de l'agroécologie, c'est-à-dire de montrer que agriculture et préservation des ressources naturelles ne sont pas opposées mais sont tout à fait compatibles, au contraire, et peuvent entrer en synergie ; la limitation

des émissions de gaz à effet de serre – c'est la contribution au plan climat – et la contribution à la cohésion sociale et au lien urbain-rural.

C'est une politique qui est originale, je le rappelle. C'était la seule du genre en France pendant de longues années. Son originalité tient aussi dans le fait qu'elle est très inclusive. On part de l'idée qu'on ne va pas opposer des modèles, mais que notre territoire est fait d'une histoire et puis de modèles émergents et d'arriver à combiner ces modèles sur le territoire. C'est une politique à laquelle on contribue dans le cadre des contrats de réciprocité aussi avec les territoires voisins, notamment pour les questions de reterritorialisation des filières.

Très rapidement – je vais très vite, je sais que vous êtes tous pressés – quand même, il est important de dire que cette année, grâce à tout ce travail de révision qu'on a fait sur la base de trois ateliers – un atelier avec les communes, un atelier avec les partenaires associatifs et professionnels et un atelier avec le monde de la recherche qui nous appuie beaucoup sur cette politique – on a pu présenter cette politique révisée qui nous a permis d'être labellisés Projet Alimentaire Territorial (PAT) et niveau mature. On est sollicité par beaucoup de collectivités pour témoigner sur notre démarche et surtout on a répondu au plan de relance et donc on a obtenu 730 000 euros sur un ensemble de projets, un plan d'actions, qui au final regroupe 36 actions portées à la fois par des communes, des partenaires et la Métropole elle-même, et pour un budget global de 2 millions d'euros – si on prend en compte bien entendu aussi les financements de la Collectivité et de nos partenaires. Quand même, sur deux ans, un plan d'action assez nourri et intense à mener.

Il y a cinq orientations : trois verticales, structurantes, et puis des orientations transversales. Façonner un territoire agroécologique : là, c'est toute l'action foncière qu'on mène en lien étroit avec les communes et avec les partenaires. On a entamé cette définition, et c'est original là aussi, une stratégie publiques partenariale de maîtrise foncière avec les communes et les partenaires, sachant qu'il faut qu'on se coordonne avec la politique de l'eau du grand cycle de l'eau et les questions de compensation environnementale de biodiversité. Le deuxième axe de cette orientation, c'est la question de la mobilisation du foncier public métropolitain et communal, en cohérence les uns avec les autres. On a 5 000 hectares qu'on a recensés sur tout le territoire en zones agricoles naturelles potentiellement mobilisables pour installer, et surtout développer des baux à clauses environnementales. L'objectif, c'est d'atteindre les 100 % à la fin du mandat de clauses de baux avec clauses environnementales. Dernier volet, reconquérir les friches agricoles, qu'elles soient publiques ou privées, en associant les propriétaires. On va développer des opérations tests sur le nord de la Métropole (Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez) et puis sur l'ouest (Saint Georges d'Orques, Juvignac, Grabels). Il y a aussi une démarche méthodologique à engager avec les communes pour la plaine ouest, qui est notre « grenier » et la zone à fort potentiel nourricier. C'est tout le travail qu'on mène pour développer l'agroécologie sur le territoire, l'accompagnement de l'agriculture bio notamment dans les périmètres de protection de l'eau potable, l'appui aux agriculteurs face au changement climatique et tout le travail qu'on peut mener sur les sols en lien étroit avec la politique zéro déchet de François VASQUEZ pour mobiliser la matière organique, la remettre dans les sols, et ainsi aussi participer à la séquestration du carbone et aider des agriculteurs à faire face au risque de sécheresse, et enfin le développement de référentiels agroécologiques de notre territoire, grâce à un archipel de 12 fermes ressources, autour desquelles on construit un dispositif d'animation.

La deuxième orientation, c'est à une échelle beaucoup plus large, sur un travail comme je disais avec les intercommunalités voisines, le Département, la Région. C'est la question des filières, de l'approvisionnement de la ville en alimentation locale. On va retrouver tout le travail qu'on fait en lien avec la Ville de Montpellier, et avec le levier de la commande publique de la restauration collective pour orienter les filières et développer les filières locales. C'est tout le travail qu'on fait aussi avec les outils de la protection de la ressource en eau dans le cadre d'un projet Filières à Bas Niveaux d'Impact (FIBANI) pour développer des filières et appuyer des financements de structures de transformation agroalimentaire sur le territoire. C'est le travail qu'on fait avec la plateforme BoCal pour mettre en valeur tous les circuits très courts sur le territoire, et là on est associés avec les intercommunalités voisines, c'est tout le travail qu'on fait avec le Marché d'Intérêt National (MIN) bien entendu, qui est un outil phare, et avec Marie MASSART qui est Présidente du MIN, pour dynamiser toutes les filières de demi-gros et le carreau de producteurs.

Je ne vais pas être trop longue, sur la dernière orientation, qui est plus sociale je dirais : comment faire en sorte que nos concitoyens les moins aisés puissent avoir accès à cette alimentation de qualité ? et travailler un petit peu avec tous nos partenaires de la solidarité et de l'aide alimentaire, tout en saluant le travail très important qui est fait, parce que malheureusement la situation s'aggrave, ne s'arrange pas, et elle va s'aggraver

avec la crise énergétique aussi. Comment réfléchir aussi à des dispositifs plus inclusifs, qui permettent à tous d'accéder à cette alimentation locale et saine tout en retrouvant une certaine dignité dans l'accès à cette alimentation ? Il y a beaucoup d'expérimentations, par exemple un projet de territoires à vivre très intéressant, où il y a des réflexions qui préfigurent une sécurité sociale de l'alimentation qui s'opère et qui sont très intéressantes. On va vraiment travailler avec eux, sur le rôle de l'intercommunalité aux côtés des communes et en valorisant aussi la fabuleuse expérience de la Ville de Montpellier pour impulser et soutenir des actions de jardins partagés, de jardins familiaux.

Après, il y a des actions transversales autour des questions d'animation, de sensibilisation, de portage, avec l'écolothèque, et puis bien d'autres. Ce projet s'inscrit totalement dans Med Vallée. Dans l'année 2022, on veut vraiment mettre en place la gouvernance de cette P2A, notamment autour d'observatoires pour avoir des données chiffrées sur ces questions agricoles alimentaires, et puis pour pouvoir fédérer. C'est un point fort de la P2A, on a vraiment réussi à mettre autour de la table, à travailler avec l'ensemble des partenaires du monde professionnel agricole, et ce n'était pas donné au départ, qui vraiment tous s'investissent. Construire un Conseil métropolitain de l'agriculture et de l'alimentation qui nous permette de piloter de façon partenariale cette politique transversale. Et pour finir, c'est de continuer à nous investir au travers de la coopération décentralisée, notamment avec Clare HART, à l'international autour de cette politique.

Monsieur le Président

Merci Isabelle. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Monsieur SULTAN.

Charles SULTAN

Madame je suis impressionné par votre travail et je me permettrai de soulever deux points particuliers. À quelle échéance envisagez-vous de mettre à disposition des individus et de la clientèle la plus défavorisée une alimentation bio au même prix que l'alimentation conventionnelle ? Car, lorsque je fais mon marché, entre un kilo de mandarines à 2 euros bourrées de pesticides et celui qui est à 4,40 euros, je doute que la majorité des Montpelliérains puissent choisir. A quelle échéance nous pourrions informer les citoyens qu'une alimentation, peut-être pas bio mais disons raisonnée, sera à sa disposition ? Ça, c'est ma première question.

Et deuxième question – constructive, vous avez bien compris, ça n'a rien de subversif – : vous savez comme moi que la production de pesticides a augmenté de 11 % l'an dernier ; vous savez comme moi que le Président de la République actuel ou futur va autoriser la poursuite du glyphosate, et vous savez comme moi que les néonicotinoïdes ont été réintroduits et qu'il est hors de question – d'après les infos que j'ai – qu'on les supprime. Alors comment allez-vous trouver une cohérence dans une démarche qui est hautement ambitieuse avec une réalité qui l'est peut-être un peu moins ?

Monsieur le Président

Isabelle [TOUZARD]. Je vais compléter, la question qu'on se pose tous.

Isabelle TOUZARD

Sans prendre trop de temps, malheureusement, parce que le sujet est passionnant et vaste, on a la chance sur le territoire montpelliérain d'être sur un territoire qui est relativement en forte dynamique vers l'agroécologie. C'est une particularité, que je ne comparerai pas avec la Beauce ou avec les zones betteravières ou avec d'autres, et même avec d'autres zones viticoles. On a une très forte transition vers le bio, vers l'agroécologie de notre viticulture, de notre agriculture, et c'est une chance que l'on a. Déjà il faut la saluer, au niveau de notre territoire. Ça, c'est pour la question santé environnementale, et nous on continue à appuyer, dans une démarche d'accompagnement vraiment de tous les agriculteurs qui y vont. Comme je l'ai dit, on a de multiples outils. Le mot « *agroécologie* » était encore un gros mot il y a quelques années ; eh bien tout le monde développe des axes autour de l'agroécologie. Il faut qu'on s'en félicite. Il faut trouver des thématiques d'entrée fédératrices, par exemple la question du sol, et au travers de ça, de ce fil rouge, beaucoup de choses sur les zones agricoles s'opèrent. Je suis assez confiante, mais je vais très vite.

Sur le volet alimentaire, aujourd'hui il y a déjà de nombreuses expériences sur le territoire, portées par les associations pour mettre à disposition de nos concitoyens les plus démunis cette alimentation. Il y a toute une réflexion. Alors, à quelle échéance, malheureusement je ne pourrai pas vous le dire aujourd'hui. L'objet c'est justement, dans les années qui viennent, de tester, de pouvoir opérer avec ces partenaires ces initiatives, ces modèles innovants – Michaël [DELAFOSSÉ] en a visité aussi quelques-uns – pour voir comment on peut les démultiplier et rapidement. On a parlé de la qualité de l'air tout à l'heure, mais l'enjeu de l'alimentation, comme l'eau, c'est un enjeu fondamental de santé sur notre territoire. Je ne fais pas de dessin, je serai dans

l'incapacité de donner des échéances aujourd'hui. Le fait que des collectivités s'adressent à ces thématiques sur leur territoire, c'est quelque chose de nouveau. C'est un phénomène qui se développe sur le territoire et là on espère que ce travail expérimental qu'on fait localement pourra servir à alimenter des politiques nationales et européennes en matière de démocratie alimentaire, plus que de dépasser le simple stade de l'aide, puisque l'aide, ça reste toujours un pansement sur une situation qui malheureusement ne se résout pas, et au contraire s'aggrave aujourd'hui sur le territoire.

Monsieur le Président

Merci Isabelle [TOUZARD]. Joël [RAYMOND], un tout petit mot. Je compèterai rapidement.

Joël RAYMOND

Moi je voulais juste insister par rapport à l'intervention de Charles SULTAN sur un mot qu'il a employé : c'est le glyphosate. C'est un produit, un pesticide qui a été, c'est vrai, largement utilisé. Il est venu en substitution des triazines auparavant. Force est de constater qu'aujourd'hui, notamment sur tout le vignoble méditerranéen, vous pourrez le constater en rentrant chez vous ce soir, vous ne voyez plus de vignes désherbées en totalité. Il y a un gros effort qui a été porté par la profession agricole sur la limitation, voire la suppression d'usage de ce produit, parce qu'il pose des problèmes – vous le savez aussi bien que moi, Monsieur le Professeur – sur la qualité de l'eau et notamment métaboliques puisque le glyphosate est un sel qui se transforme en acide lorsqu'il est appliqué, et c'est ce côté acide qui fait qu'il est défaillant pour les plantes, quelles qu'elles soient du reste bonnes ou pas. Regardez le territoire, observez-le : vous verrez que vous n'avez quasiment plus de vignes qui sont désherbées en totalité, et vous avez de plus en plus de vignes dont soit la fauche, soit l'entretien mécanique, un moyen d'enlever l'herbe pour ne pas qu'elle fasse concurrence, s'est largement développé sur tout le territoire de la Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Merci Joël [RAYMOND]. Juste une petite chose, j'en profite : ça n'a pas été relevé, mais on a pris une mesure fiscale d'exonération de taxe foncière, tous les agriculteurs viticulteurs qui étaient en bio. Je sais que les journalistes sont présents, on délibère sur beaucoup de choses, mais c'est une mesure importante, parce qu'il y a une dynamique et qu'il faut l'accompagner, qui s'inscrit dans la stratégie – Mylène FOURCADE qui l'a aussi portée – autour de ces sujets.

Un des points sur lequel on reviendra souvent, c'est le modèle de la question de l'alimentation. Beaucoup de Maires ici expérimentent les épiceries sociales et solidaires, travaillent sur les circuits. J'ai visité l'Esperluette, qui est une association d'innovation sociale absolument remarquable, pour travailler sur les circuits courts et venir en appui des plus fragiles. C'est un sujet sur lequel on aura l'occasion de revenir parce que là, il y a un vrai volet sur l'accompagnement, aider à manger et aider à bien manger, et construire autour de l'alimentation des formes de sociabilité à l'image de l'Esperluette, à l'image de ce que les uns et les autres, dans vos communes, on voit se déployer, qui sont extrêmement intéressants. Ça fait partie, je me permets de le relever, d'un axe important sur lequel la Métropole doit s'impliquer. Je trouve très stimulant intellectuellement de parler de sécurité sociale alimentaire, comment on va vers cela. On pourrait parler longtemps.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 11 : HORS COMMISSION - SOUTIEN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET A LA RECHERCHE DANS LA PERSPECTIVE DU CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2021-2027 - INTENTIONS DE FINANCEMENTS DE LA METROPOLE - APPROBATION

M. R. REVOL sort de séance (avec le pouvoir de Mme Z. DIRHOUSI).

Monsieur le Président

Affaire n° 11. C'est une délibération qui est relative – je le fais rapidement – à nos engagements sur le volet enseignement supérieur et recherche, dans le cadre du futur Contrat de Plan État-Région (CPER). Vous le savez, depuis 2015, depuis la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), la Métropole a compétence pour accompagner l'enseignement supérieur. Nous augmentons notre participation de 27 % par rapport à la précédente vague, et on a qualifié un certain nombre d'opérations que nous soutenons, qu'on va soutenir durant ce CPER. C'est entre l'État, au titre de l'enseignement supérieur, la Région dans sa compétence, et nous.

Evidemment on a fléchi les financements sur des projets labellisés Med Vallée, médecine, alimentation, qu'on évoquait, mais aussi d'accompagnement de l'excellence en matière de recherche. Je pense là, il en a été fait allusion ce matin, au Centre d'écologie fonctionnelle (CEFE), qui est très bien classé chaque année et qui travaille dans des conditions complètement abandonnées. J'ai vu Antoine PETIT, Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Ils aident, mais ils ont un besoin important de la Collectivité.

De la même manière, on a obtenu un arbitrage très favorable de l'État sur SupAgro avec l'Institut Vigne et Vin. Et là encore, agir unis, Département, Région, nous a permis d'obtenir du ministre Julien DENORMANDIE qu'il se positionne clairement. Nous allons continuer la grande tradition de l'excellence en matière de recherche autour du vin à SupAgro.

Figurent également, je tiens à le relever publiquement, nos engagements pour prendre en compte le patrimoine de culture scientifique de nos universités, la rénovation du Jardin des plantes, qui ne peut plus se faire par toutes petites tranches au fil de l'eau, mais pour lequel il faut avoir une stratégie globale. Nous en actons les financements, et entre l'Université et la Métropole, il y a un poste dédié qui va être créé pour porter le réaménagement du Jardin des plantes, avec comme premier objectif – et je le dis en parfait accord avec le Président AUGÉ qui a un engagement très fort sur ce sujet, ainsi que le Directeur Thierry LAVABRE-BERTRAND – d'ouvrir le Jardin des plantes par le boulevard Henri IV, c'est-à-dire la grande porte. Toutes les vieilles photos de Montpellier montrent qu'on entrait par ici pour le jardin des plantes. Il y a un enjeu urbain. Il s'agit de notre patrimoine scientifique, de culture scientifique, qui est absolument remarquable. Dans un deuxième temps on s'attaquera à l'herbier. Dans un troisième temps il faudra s'attaquer au musée d'anatomie ou, inversement, il faut absolument qu'on protège cela. Ça peut être un lieu extraordinaire de connaissance de la diversité du vivant, auprès des scolaires, auprès du grand public, pour les chercheurs, c'est un écrin. Ça figure aussi dans cette délibération-là.

Après, il y a d'autres opérations, mais je me permets de faire un focus peut-être sur des choses marquantes, même si elles le sont toutes. En tout cas, le message c'est la Métropole soutient la communauté scientifique à Montpellier. J'ai beaucoup apprécié, Hervé [MARTIN], tes propos sur la notion de progrès. Clairement, c'est la recherche fondamentale et la recherche appliquée qui y contribuent.

Est-ce qu'il y a des questions sur cette délibération ? Pas de questions. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 12 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SANTE PUBLIQUE FRANCE POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE PILOTE DESTINEE A EVALUER LES IMPACTS SUR LA SANTE DE MULTIPLES EXPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 12. Convention entre la Métropole et Santé Publique France pour la réalisation d'une étude pilote destinée à évaluer les impacts sur la santé de multiples expositions environnementales. Nous sommes encore au cœur du sujet. On va travailler évidemment avec l'ATMO sur les enjeux de pollution. C'est nous fournir de la donnée pour nous aider à décider ou à évaluer les politiques publiques que nous mettons en œuvre. En aparté, on s'est tous fait la remarque, que nous avons eu tout à l'heure sur un sujet très difficile un débat de très haute tenue, de grande qualité, et je vous en remercie.

Y a-t-il des questions sur cette convention ? Je pense qu'elle requerra l'unanimité. Pas de questions auprès de Madame TOUZARD ? Pour ? Contre ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 13 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION-TYPE POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MODIFICATION DE LA SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE DES ETABLISSEMENTS HOTELIERS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 13. C'est demander aux hôteliers qu'ils contribuent au financement du jalonnement dans l'espace public. Évidemment nous les accompagnons, mais voilà, qu'ils puissent participer parce qu'on est sollicités par beaucoup d'organismes. Bien sûr il faut pouvoir les accompagner pour permettre aux gens de se repérer. On leur demande de participer. On délibère sur une convention type de financement. C'est un petit effort qu'on leur demande, mais il est tout à fait understandable. Nous finançons le reste.

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 14 : RESSOURCES - CONTRAT TERRITORIAL 2018-2021 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGION OCCITANIE - PROGRAMME OPERATIONNEL 2021 - APPROBATION

M. R. REVOL entre en séance (avec le pouvoir de Mme Z. DIRHOUSSE).

Monsieur le Président

Affaire n° 14. Contrat territorial sur 2018-2021. Il s'agit d'un certain nombre de programmes qu'on continue à régler, au titre de la précédente programmation du contrat de plan État-Région. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 15 : HORS COMMISSION - RESORPTION DU BIDONVILLE DE CELLENEUVE - ÉCHANGE FONCIER POUR L'IMPLANTATION D'UN VILLAGE DE TRANSITION SECTEUR DE LA RAUZE A MONTPELLIER - OPERATION DE TRAVAUX - PLAN DE FINANCEMENT - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU FEDER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme C. GIMENEZ (le pouvoir de Mme E. CABELLO donné à M. H. MARTIN est annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Résorption du bidonville de Celleneuve, demande de subvention auprès du FEDER. Je sais que ce sujet fait beaucoup débat, et évidemment, Monsieur le Maire de Lattes, je sais que vous souhaitez vous exprimer. Il s'agit de solliciter des crédits auprès de l'Union Européenne au titre de l'intervention sociale, pour accompagner le village de transition. Le but c'est d'être dans la transition, c'est que l'installation des familles permette pendant dix-huit mois à l'ensemble des travailleurs sociaux, dans un contrat d'engagement très fort, droits et devoirs, de travailler sur la remise en droit commun de l'ensemble des familles. Je veux le dire ici très fermement à Monsieur le Maire de Lattes : dans quelques semaines, nous indiquerons quel autre projet viendra dans 18 mois à cet endroit, puisque c'est le délai que nous nous donnons, avec Monsieur le Préfet. L'enjeu, c'est de trouver une solution transitoire, pour ensuite remettre en droit. Vous avez ce bidonville qui existe depuis près de 8 ans à Celleneuve et pour lequel il était urgent d'agir. La manière dont nous choisissons d'agir, ce ne sont pas les bulldozers, mais c'est à l'image de ce qu'on a fait aux Beaux-Arts, ce qu'on a fait sur le squat « court-circuit ». Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président de la Métropole, tout d'abord je voudrais qu'on reprecise bien que ce projet n'est pas sur la Commune de Lattes en tant que telle ; il est sur votre Commune. Je voudrais bien qu'à ce titre-là on vous reconnaisse en tant que Maire de Montpellier la capacité que vous avez eue à traiter un problème de bidonville sur votre Commune, sur le territoire de votre Commune et pas sur le territoire d'une autre Commune. C'est toujours très facile sur des sujets aussi compliqués que cela d'opposer les élus.

Le propos de la Commune de Lattes a été résumé et voté à l'unanimité dans la délibération de la semaine dernière du Conseil municipal. Qu'est ce qui est dit dans cette délibération ? Qu'on soit bien clair. La première chose, c'est qu'on soutient la Métropole, la Ville de Montpellier et l'État dans sa démarche de régler de façon digne la problématique de la fin des bidonvilles qui sont, pour le moins, l'inverse de ce qu'on peut attendre en termes d'humanisme du traitement de ces populations en forte précarité. En ce sens-là – et on a bien voulu le marquer – nous sommes solidaires, et à la rigueur soutien. Ce que nous disons, ainsi qu'une partie de la population de Montpellier et du quartier de la Céréirède – parce que Montpellier et Lattes sont intimement liées à cet endroit-là d'un côté on appelle ça le quartier de La Rauze, de l'autre côté on appelle ça le quartier de la Céréirède, et Dieu sait que c'est un territoire dont on a pu régulièrement parler, parce qu'il a eu beaucoup, beaucoup d'équipements publics qui ont été installés et qui le sont toujours en son sein – c'est que le terrain qui a été choisi n'est pas un terrain adapté, pour les raisons que je vous ai dites la fois dernière – on ne va pas y revenir, on est là depuis 9 h 30, je ne vais pas vous refaire une tirade.

C'est vrai qu'on pense que les populations qui vont être installées dans ce village ne vont pas être en sécurité, ni sanitaire, ni en sécurité tout court (circulation, risque d'accident). Sanitaire : le terrain d'à côté, c'est une centrale à béton et une usine de concassage. Il y a 108 gamins mineurs, donc je pense qu'on prend des risques énormes, et qu'à vouloir faire les choses – on a raison de les faire – on aurait pu faire attention à ne pas les mettre sur un territoire sur lequel on va avoir d'énormes difficultés à le gérer. Je l'ai expliqué au Préfet, je n'ai pas eu l'impression que Monsieur MOUTOUH ait porté grande attention à mes propos. Je l'ai expliqué à Michaël [DELAFOSSÉ] qui était un peu plus attentif et qui m'a dit « oui mais tu sais, on est pressé par le

temps ». Oui sauf que dans la délibération qu'on a aujourd'hui, il est question de quoi ? Il est question d'échanger un terrain à la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL), ce terrain que je trouve totalement inadapté, avec un autre terrain, qui est même plus grand, qui est à Garosud, en face de l'enseigne *Grand Frais* – pour que vous voyez, pour ceux qui ne savent pas – et qui, je le pense, quitte à avoir deux terrains, était beaucoup plus adapté pour mettre des populations en telle souffrance et en elle précarité, que de les mettre entre deux autoroutes, un peu planqués derrière, avec un quartier qui déjà a énormément de difficultés, que j'ai citées la fois dernière.

Alors écoutez, on va voter contre cette délibération. J'ai voulu être très clair sur le fait que ce n'est pas du tout l'objet du village de transition et la démarche – qui est la bonne pour régler le problème du bidonville – qui sont en cause, mais c'est le choix de ce terrain. On maintient que ce choix de terrain n'est pas adapté et que ce quartier n'est pas un quartier assez structuré pour recevoir 180 personnes dans un état de précarité de ce niveau-là.

Tout à l'heure on a parlé de différentes choses, j'avais même fini en faisant un trait d'humour en disant que s'il y avait une centrale nucléaire on n'était pas candidat à Lattes, je rappelle que ce quartier et ses habitants ont accepté, subi, pendant des années la station de la Céréirède, vont dans un an supporter les travaux d'agrandissement de ce qui s'appelle Maéra. Je rappelle que les habitants de ce quartier sont en partie des gens qui vivaient de l'agriculture, des maraîchers qui, à cause des expropriations, ont été expropriés un peu partout. On leur a donné des terres en échange et puis quand ils demandent à faire des locaux – Isabelle [TOUZARD] sait de qui je parle – pour se rapprocher des différentes terres qu'ils ont un peu partout dans la Métropole, qu'on leur a données en échange des terres qu'on leur a prises pour faire passer... Ah, excusez-moi, j'ai oublié de vous dire : on a fait passer un TGV et un doublement d'autoroute sur leur quartier. Il y a pire, mais il faut chercher. Eh bien ces gens-là se sentent totalement déqualifiés, ils sont à 600 mètres de la Mairie de Lattes et à 600 mètres de la Mairie de Montpellier, autant vous dire, réellement au cœur de notre Métropole. Je voudrais leur tirer un grand coup de chapeau, parce qu'ils ont un collectif et ce collectif n'a jamais porté aucun propos raciste. Ce collectif a toujours été dans la mesure dans les discussions avec Grégory BOZONNET – à qui je tiens à rendre hommage, parce qu'être Directeur de Cabinet et voir traiter ces questions-là, comme il le fait, il le fait avec beaucoup d'attention et beaucoup d'empathie...

Monsieur le Président

Et Madame DUFOIX.

Cyril MEUNIER

Et Madame DUFOIX, l'élue. Les représentants du collectif ont toujours été dans la mesure. Vous les avez vus, ils étaient devant le parking tout à l'heure, j'espère que vous avez mangé la salade ? Pas encore ? Plus tard, ce soir, vous mangerez la salade en pensant à eux. Je pense qu'il faut leur reconnaître beaucoup de tenue, beaucoup de respect. Je suis honoré qu'une partie soit Lattois et sache se tenir par rapport à un sujet aussi compliqué. On fait toujours appel à la vertu des élus, mais quand les citoyens qui sont impactés par des choses qui peuvent les choquer, qui peuvent les interpeller, qui vont les déranger dans leur quotidien se comportent comme ils se comportent, ils méritent toute notre reconnaissance. Surtout pas les articles les amalgamant avec des réseaux identitaires ou autres, parce que ce ne sont vraiment pas ces gens-là qui aujourd'hui posent des questions à la Métropole.

En dernier point, que ce soit pour eux, que ce soit pour la Commune de Lattes ou pour ce quartier de Montpellier : 18 mois pour aider ces personnes à se réinsérer. Je veux bien le croire et j'espère qu'on y arrivera. C'est une tâche compliquée, vous savez. Dans la délibération de la Ville de Lattes on a donné 24 mois pour que ce village voit son terme et que le terrain soit remis en état et qu'il y ait un vrai projet d'urbanisation à cet endroit-là. La deuxième chose – parce que je pense qu'on leur doit, aussi bien pour Maéra que pour l'autoroute, que pour le TGV, que pour ce nouveau projet qu'on met là – j'ai demandé à ce que dans la PPI on mette un cheminement vert qui aille de la station tram derrière la Mairie de Montpellier jusqu'à la digue du Lez, en plus ça sera un équipement que tout le monde pourra apprécier pour aller se promener en vélo ou à pied, on a l'ancien tracé du petit train de Palavas. Je pense qu'il faudrait, Monsieur le Président, qu'au niveau de la Métropole, en reconnaissance à cette population qui a eu tant à souffrir dans les 20 dernières années des équipements qu'on a pu mettre – je rappelle aussi qu'il y a la protection contre les inondations qui rend leurs terrains pour la plupart inondables en cas de crue. Il faut être sérieux, il faut que la Métropole engage un peu d'argent pour revaloriser ce quartier et reconnaître à ces personnes qu'elles sont des citoyens de la Métropole comme chacun d'entre nous. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. D'autres prises de parole ? Madame DOULAIN, Madame OLLIER, Madame CONTE-ARRANZ et Monsieur LÉVITA.

Alenka DOULAIN

Chers collègues, Monsieur le Président. En décembre, vous nous avez fait voter une affaire prévoyant l'installation d'un village de transition qui permettait l'évacuation du bidonville de Celleneuve. J'avais fait le choix de vous faire confiance. Pour une fois, ça ressemblait un petit peu à une forme de vraie résorption de bidonville, parce qu'il y avait une expulsion mais avec une solution de relogement temporaire pour les habitants expulsés. On sortait d'un automne vraiment sinistre, avec des expulsions du jour au lendemain, sans solution de relogement, balayant d'un revers de main le travail des services de l'État, des associations qui œuvrent sur ces bidonvilles. Dans la délibération en décembre vous ne donniez aucune information sur le calendrier et les détails de ce futur village. Ça aurait dû m'alerter et ça me servira de leçon.

Monsieur MEUNIER s'était opposé oralement à cette affaire et je n'ai pas l'habitude d'être d'accord avec lui, mais je dois bien avouer que pour le coup il avait raison. Depuis, on en a appris un peu plus sur ce qu'allait être ce village, principalement par la presse. Je pense qu'en ce moment, se calquer sur les méthodes de Monsieur BLANQUER n'est pas forcément très judicieux, mais il y a eu aussi les voix des habitants du quartier de La Rauze qui se sont levées, un communiqué de presse d'Europe Écologie les Verts vient également de paraître pour tirer la sonnette d'alarme sur ce dossier qui est très mal ficelé. Il faut le dire : la copie, elle n'est pas bonne.

Ça nous fera pour la suite peut-être un tuto « *à ne pas faire* » quand on veut implanter un village de transition. Premièrement, ne pas choisir le terrain le plus pollué possible. Monsieur le Président, on savait déjà que le terrain était coincé entre deux autoroutes, depuis on a également appris qu'il a été accolé à un concasseur de gravats, qu'il se situait sur une zone inondable, qu'un énorme conduit de gaz passait dessous. Ma question est donc simple : vous allez laisser vivre 108 enfants roms sur un terrain, est-ce que vous feriez pareil s'il s'agissait de vos enfants, même si ce n'est que pour 18 mois ?

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, comme à chaque fois, vous laissez mes enfants tranquilles. Ce n'est pas la première fois sur mes enfants. Vous restez dans le cadre du débat. Vous avez vos positions, elles sont respectables. Vous laissez mes enfants tranquilles. C'est trop fréquent avec vous, sur ces sous-entendus. Je vous rappelle qu'aux élections municipales, ils ont dû être placés sous la protection de la police.

Alenka DOULAIN

Mais...

Monsieur le Président

Si, si ! Vous dites vos positions, mais mes enfants, vous les tenez hors de ce débat. S'il vous plaît !

Alenka DOULAIN

Si vous voulez. Mais en tous les cas, est-ce qu'on veut que nos enfants...

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame DOULAIN, de corriger. Merci beaucoup.

Alenka DOULAIN

Est-ce que, Mesdames, Messieurs les conseillers, vous souhaitez que nos enfants en général puissent être accueillis dans ce genre de terrain, même si c'est pour 18 mois ? Je crois que la réponse de tout le monde sera évidemment non.

Deuxième erreur : implanter un village de transition sans prévenir les riverains. Effectivement, mauvaise idée. Dans la délibération de décembre on pouvait lire : « *La création se ferait en accord avec les publics* ». Vu l'énorme mobilisation des riverains du quartier de La Rauze, ce n'est clairement pas à eux qu'on a demandé leur avis. Les expériences qui sont menées partout en France montrent toutes que ce processus de concertation est indispensable pour la réussite de ce type de village. Vous n'avez pas fait la bonne méthode.

Troisième erreur : ne pas concerter et surtout choisir un quartier – on l’a dit – qui subit déjà énormément de pollution, qui est délaissé et sans projet pour l’après village. On ne sait toujours pas ce qui est prévu. Vous dites que vous commencez à y travailler : c’est très bien. Peut-être mauvais timing au niveau du calendrier ?

Quatrième erreur : rater la scolarisation des enfants. Je rappelle qu’en décembre vous mettiez dans la délibération qu’il y aurait une garantie de scolarisation. Pas de bol : l’expulsion des personnes – dont 108 enfants – aura lieu en mars, en pleine année scolaire, condamnant les enfants à être déscolarisés ou à passer des heures dans les transports. Pourquoi on n’attend pas cet été ?

Je résume donc, Monsieur le Président, qu’il n’y a aucune concertation, on fait vivre les plus démunis dans les conditions les plus indignes et on agit dans l’urgence sans réel projet de long terme. Bravo ! Vous cochez toutes les cases pour que ce projet soit un fiasco. Alors j’ai bien conscience que c’est l’urgence qui vous fait agir dans la précipitation. Ce qui est dommage, c’est que ce n’est pas l’urgence humanitaire qui vont guide, mais c’est celle dictée par Monsieur le Préfet, qui je ne sais pas par quel calendrier – peut-être présidentiel – a décidé ce calendrier-là, et vous avez décidé de ne pas vous y opposer. Aujourd’hui les choses sont mal faites. Il faut donc prendre le temps de repenser le projet, de le co-construire réellement avec les habitants. En l’état, je voterai contre ce projet brouillon. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président
Madame OLLIER.

Clothilde OLLIER

Monsieur le Président, vous vous apprêtez à déplacer les familles du bidonville de Celleneuve vers La Rauze. Ce projet est – comme l’a dit Madame DOULAIN et d’autres – réalisé sans aucune concertation et sur la zone la plus polluée de Montpellier. Visiblement, il y a le Michaël DELAFOSSE en campagne électorale, et puis il y a vous. Vous promettiez une ville qui respire – on en a largement parlé tout à l’heure – qui respire pour le monde, sauf si vous êtes l’habitant d’un bidonville puisque vous voulez loger ces familles dans la zone la plus polluée de la ville, on l’a rappelé, entre deux autoroutes. Vous affirmez vouloir soutenir l’agriculture locale : bonne idée. Je vous invite à rencontrer les agriculteurs qui travaillent la terre sur cette zone. Ils sont très inquiets sur leur devenir. Monsieur DELAFOSSE, il est plus simple de soutenir ces agriculteurs, plutôt que de tenter d’en installer de nouveaux.

Vous avez donné à l’association Coallia la responsabilité de la gestion de ce site. Pour rappel, c’est cette association que nous avions dénoncée il y a plus d’un an avec Madame DOULAIN. C’est Coallia qui loge des sans-abris dans des conteneurs sans fenêtre. Mais ce sont encore les associations qui en parlent le mieux. L’avis de la Fondation Abbé Pierre, par la voix de sa déléguée régionale, Madame Sylvie CHAMVOUX-MAITRE, je cite : « *Les conditions sont indignes* ». Madame Amélie CORPET, déléguée départementale du Secours catholique dans l’Hérault, je cite : « *Cela fait des mois qu’on alerte sur ce site inhospitalier à l’autre bout de la Ville. On vous répond : c’est toujours mieux que la rue* », s’agace-t-elle. Alors que Coallia est incapable de construire un bâtiment et d’assurer le suivi de 40 sans-abris, vous allez leur en confier plus de 180. Vous les sollicitez une nouvelle fois : c’est plutôt très surprenant.

Enfin, en campagne électorale, vous nous promettiez de la concertation mais il n’y en a pas eu. D’ailleurs, puisque vous refusez de les rencontrer, le collectif de défense de La Rauze et de l’association de la Cérérède ont adressé un message par mon intermédiaire que je vais vous lire. Ils vous écrivent : « *Monsieur DELAFOSSE, les riverains de La Rauze et de la Cérérède manifestent leur mécontentement dans la rue et la presse depuis plus d’un mois pour que vous leur présentiez, expliquiez pourquoi le village transitoire doit se faire dans leur quartier, alors qu’ils ont déjà accueilli depuis 60 ans de nombreux projets refusés par d’autres : première autoroute, station d’épuration, centrale à béton, deuxième autoroute, lignes TGV, centre d’accueil de l’Avitarelle et l’usine de concassage – soit une carrière devant leur porte. Nous vous demandons une chose, Monsieur le Président : n’attendez plus pour vous rendre sur la parcelle de BRL et prendre un micro sous le bruit de l’autoroute pour justifier le choix de ce terrain bruyant, pollué et inondable, devant les principaux intéressés que vous aurez pris soin d’inviter ensemble : les familles roms de Celleneuve et les riverains de La Rauze et de Cérérède. Ils n’en peuvent plus de vous attendre. La concertation, c’est pour quand ?* », vous demandent-ils.

Monsieur le Président

Allez-y, Madame.

Bernadette CONTE-ARRANZ

Bonjour. Merci. Les bidonvilles, bien entendu, il faut trouver une solution. Je suis entièrement d'accord avec la transition. C'est juste le lieu qui me dérange un peu. Beaucoup d'habitants de la Cérérède, de La Rauze, ont en mémoire encore aujourd'hui des souvenirs douloureux de ce qui s'est passé dans les années antérieures. Il a fallu plusieurs années pour retrouver un peu de sérénité à ce quartier, en ce lieu. Implanter, même provisoirement, ce bidonville là-bas, je ne suis pas pour une solution provisoire. On maîtrise la construction, mais maîtriserons-nous les réactions humaines ? C'est pourquoi aujourd'hui non seulement je comprends mais je soutiens le collectif de la Cérérède, et je voterai contre à ce Conseil. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame, de votre intervention. Je vais apporter quelques éléments de réponse... Ah pardon. Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Monsieur le Président, c'est un dossier extrêmement ennuyeux, dans lequel je vais essayer d'intervenir avec la légèreté d'une libellule. Vous avez pris une très bonne décision de résorber le bidonville de Celleneuve, c'était bien, félicitations. Le problème c'est qu'après il faut trouver une autre implantation et c'est là que les difficultés commencent. Pour faire court, je crois que l'analyse de Cyril MEUNIER et de son Conseil municipal était complète, et je pense que ça ne donne pas lieu à discussion sur ce point. Ce qu'il y a d'évident, c'est que votre proposition, elle n'est pas bonne. Je ne vais pas m'étendre là-dessus, sur les raisons. Il me semble que vous seriez sage de ne pas vous obstinez.

Ma collègue Madame Patricia MIRALLÈS, qui est Députée de la circonscription, vous a écrit une lettre à laquelle vous n'avez pas répondu, donc elle m'a demandé d'intervenir, et c'est dans des termes que je trouve assez modérés. Si vous permettez, elle vous écrit : « *Monsieur le Président de la Métropole, je comprends l'urgence de la situation et la détresse de ces familles, tout comme je ne mets pas en cause la nécessité de ce projet et l'action de l'État qui reste pleinement engagé sur ces problématiques. Toutefois je tiens à attirer votre attention sur plusieurs éléments contradictoires vis-à-vis du choix du lieu d'accueil du village de transition et des multiples prises de décisions unilatérales qui ont abouti à ce résultat* ». D'abord la qualité de l'air, je saute le paragraphe : Cyril MEUNIER a été clair sur ce point. Deuxième paragraphe, la proximité avec les exploitations agricoles : Cyril MEUNIER l'a dit, donc ce n'est pas la peine de répéter. Troisième point, c'est l'incompréhension dans le traitement des procédures vis-à-vis des exploitants de ce village. Enfin, quatrième paragraphe, c'est la fragilisation d'une importante terre maraîchère exploitée de Montpellier. Elle conclut en vous disant : « *Je sais que vous êtes un Président qui sait écouter et accorde de l'importance à la concertation. Ne prenez donc pas de décisions arbitraires et ne négligeons pas le temps du dialogue et de l'étude vitale pour tout projet de cet ordre* ». Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. Évidemment, Madame MIRALLÈS aura une réponse à son courrier. Monsieur RICO.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues. C'est un sujet qui est extrêmement difficile, extrêmement délicat. Dans le cadre de ma délégation sur les gens du voyage, je voudrais rappeler que, pour respecter la loi BESSON, la Métropole investit 22 millions d'euros, nous travaillons d'arrache-pied. À ce jour, ont été investis 7,8 millions d'euros. Sur l'exercice 2022 – et vous l'avez voté tout à l'heure – ce sont 4,6 millions qui vont être investis pour les gens du voyage. Je voudrais rappeler que dans la loi BESSON sont concernés les gens du voyage, les gitans, les manouches, les tziganes, les circassiens, les forains et les évangélistes. Pas les roms. Avec un schéma établi avec de la concertation qui se fait avec les collectivités, il y a déjà de grosses opérations qui ont été mises en œuvre : l'aire de grand passage de Pérols, et j'ai accepté d'accueillir une aire de grand passage ; l'aire de grand passage de Fabrègues, qui vient d'être terminée ; la mise aux normes des aires d'accueil, et notamment celle de Castries, qui est visitée à flux tendu par tous les élus de la Région qui viennent voir ce que l'on fait en la matière. Cela démontre que la Métropole met les moyens et prend le temps nécessaire pour pouvoir faire le job.

Pour ce qui concerne ces situations, il est évident que ces bidonvilles sont là depuis un certain nombre d'années, avec des populations qui ne sont pas concernées par la fameuse loi BESSON. Aujourd'hui je salue les initiatives, parce qu'il faut beaucoup de courage pour prendre les décisions de résorber ces situations qui ont trop duré. Je ne suis pas le seul à avoir eu des installations illicites de gens du voyage. Les gens du voyage c'est réglé, mais les roms, ces familles vivent dans des situations catastrophiques, même si elles se déplacent, mais ce sont des situations catastrophiques, encore plus catastrophiques lorsque ces situations perdurent.

Je salue l'initiative d'effectivement rechercher une solution. Il n'en demeure pas moins – j'essaie de faire attention à mes propos – qu'on est dans l'urgence absolue et dans l'urgence absolue ma position ce sera de voter évidemment pour ce village transitoire, provisoire, qui va permettre de donner du temps pour pouvoir trouver des solutions définitives.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur RICO, et merci de votre implication sur ce dossier, dans le cadre de votre délégation à la Métropole. C'est vrai que la loi pourrait évoluer aussi pour ces populations.

Je vais apporter un certain nombre de réponses. J'ai eu l'occasion d'échanger avec Monsieur le Maire de Lattes, et je salue le caractère franc, modéré de ses prises de position, et je terminerai en vous répondant.

Cher collègue Max LÉVITA, excusez-moi, dans le Conseil municipal de la Ville de Montpellier, avec Madame HART, Madame FRÊCHE et Monsieur MARTIN, quand vous avez eu un projet similaire pour essayer de régler le problème de ce bidonville de Celleneuve, vous avez pu trouver notre soutien, nous avons voté pour. Vous aviez proposé sur l'aire de Bionne, mais il fut signalé après qu'elle était hautement inondable, menaçant ces personnes. Vous avez pu trouver notre soutien. En 2014, ce fut la première intervention que nous avons formulée, et vous savez, il y a eu des moments de débat, mais plutôt un caractère constructif. En 2014, il était déjà question d'un village d'insertion pour le bidonville dit de Celleneuve, et il nous a été dit « *on verra, dans le cadre du transfert de compétences à la Métropole* », d'où le fait que ce débat arrive ici. Nous avons questionné sur le devenir. Rien n'a bougé. Ce bidonville est installé depuis plus de 8 ans. Deux personnes sont décédées en son sein : une femme très âgée et un bébé. Cette réalité-là, il faut aussi la nommer. Il nous faut agir.

Quel est le terrain idéal ? Quel est le lieu parfait ? Monsieur RICO vient de soulever un vide juridique, pertinent. Je ne doute pas que Madame la Députée appuiera pour que les aires du grand voyage puissent être des lieux d'accueil, parce que la réalité c'est que les roms ont fui les discriminations en Roumanie en 2008, nous nous en souvenons. Il n'y a plus de flux, mais des gens qui sont là et il faut saluer le travail d'insertion. C'est une décision difficile qu'il faut prendre. Monsieur MEUNIER a proposé un site : on est immédiatement allé l'expertiser et il ne fonctionnait pas, si nous voulions tenir nos délais, en tout cas si nous voulions agir cette année. Nous sommes résolus à agir cette année.

Dans le débat, personne n'a fait de propositions là-dessus. J'ai entendu ici des propos. Je me souviens dans la campagne électorale Madame OLLIER, Madame DOULAIN, votre tête de liste, Monsieur ALTRAD, allant dans un bidonville et disant « *moi, Maire, tout ça sera réglé dans l'année* ». Je me souviens de cela. C'était une image très forte, un engagement très fort, très digne, très respectable de votre tête de liste, et sans doute partagé par vous. Je suis allé évidemment chercher les vidéos et voir les propositions qui étaient formulées pour tenir cet engagement. Je ne les ai pas trouvées. Je ne doute pas que vous auriez dans vos interventions, saisissant toute opportunité pour essayer, plutôt que de mesurer la difficulté de la tâche, de formuler des propositions pour nous dire quel était le bon site adapté, la bonne méthode à avoir. Je n'ai pas entendu cela.

Madame OLLIER, vous avez été Maire de Murles, petite commune dans un EPCI où le niveau de logement social n'est pas tout à fait le même que celui de la ville-centre et des efforts innombrables accomplis par tous les Maires qui prennent leur part de solidarité auprès des gens les plus fragiles. Ce qui me permet quand même de dire que le terme de « *gentrification* » mériterait un peu de mesures quand nous allons abaisser la servitude de mixité sociale à 800 m² en mars 2022. Un peu de mesure, un peu de cohérence et un peu de retenue.

Le sujet est dur, parce qu'on me parle de la pollution de l'air. Ça a été notre sujet. Mais que vivent les habitants de ce camp et les habitants de Celleneuve, d'Alco ? Des innombrables fumées noires qui souvent font qu'on se fait des petits textos les uns les autres en se disant « *il y a un incendie à l'ouest de la Ville* », et on répond cette phrase : « *non, ce sont les roms qui se chauffent avec un certain nombre d'objets* ». Les habitants de Celleneuve et d'Alco vont-ils continuer à être exposés au plus près de chez eux à des situations de détresse

humaine qui conduisent au départ à de très beaux gestes de solidarité et à des tensions ? Je veux aussi les saluer, les habitants de Celleneuve et d'Alco, parce que ça n'a pas été simple. Au début la solidarité, après les tensions, après des représentations qui ont pu naître, que nous avons le devoir de combattre. Il faut offrir une solution digne d'accompagnement, et c'est le sens de cette délibération : obtenir de l'argent de l'Europe, pour pouvoir faire un accompagnement social de chacune des familles.

Oui, peut être que Coallia n'est pas parfait. Mais la Déléguée générale de la Fondation Abbé Pierre est à nos côtés sur ce projet, avec la résolution et la détermination de cette association. Bien sûr qu'elle peut aussi avoir des appréhensions. Ce n'est pas parfait, mais comme si c'était simple...

On me dit : l'école. Ils vont à l'école, là ? Eh bien, les places d'école sont prêtes à l'école Miro à Port-Marianne. D'ores et déjà, des parents d'élèves prêts à accueillir les enfants et des professeurs qui vont tout faire pour donner un espoir à ces enfants. Ceux qui sont scolarisés – parce qu'une partie l'est, l'autre pas – grâce à un dispositif d'État : il y aura un petit véhicule qui va les amener pour continuer l'année scolaire et à la rentrée ils iront dans une des écoles de Montpellier. Voilà ce que nous faisons.

Oui, ce n'est pas simple. On s'est attaqué au squat des Archives par l'habitat intercalaire, on s'est attaqué au squat du court-circuit, nous nous sommes attaqués à du relogement de populations roms. Quand il y a eu l'expulsion *manu militari*, nous avons dû mobiliser, tous les Maires ici ont été présents à leur manière pour essayer, quand les gens ont été éconduits avec leurs matelas, pour trouver des solutions. Il existe un lieu en face de la cité Astruc qui était inoccupé, que nous avons mobilisé. Certains disent « *il faut réquisitionner les logements vides* ». Nous avons agi sur des logements vides et positionné des familles, permettant justement d'éviter des évacuations brutales. A chaque fois, nous mobilisons des travailleurs sociaux auxquels vous devriez commencer toutes vos interventions en leur rendant hommage, quand ils y vont, comme les associations.

Intervention hors micro

Oui, oui, oui Madame. Oui.

Aujourd'hui nous proposons cette solution transitoire. Coallia ? Je continue. Les Mineurs Non Accompagnés (MNA), des enfants qui étaient en errance dans la Ville, 340, dans des hôtels, parce qu'il n'y avait pas la capacité à trouver un terrain. On en a trouvé un. Bien sûr que ce n'était pas parfait. Mais aujourd'hui est-ce qu'on entend parler de ces enfants ? Oui, par la fresque qu'ils ont réalisée au collège Joffre. Oui, par les chefs d'entreprise qui nous disent « *dans le parcours d'insertion, ils se réalisent* ». C'est Coallia. Oui, Coallia n'est pas parfait, peut-être, mais comme vous, comme nous. Là il s'agit d'essayer de trouver une solution digne, et c'est pour ça que c'est le mot « *transitoire* » : il n'y a pas de transfert d'un bidonville ; il y a le projet à droite et il y a la réalité à gauche.

Nous voulons avoir un engagement, et c'est pour cela que je le dis, Monsieur le Maire de Lattes, chers collègues : que nous essayons de trouver, de pouvoir présenter le projet qui viendra après, avec des aménagements pour la zone de la Cérérède. Maintenant il faut donner un certain nombre de réponses. Vous avez rendu hommage à un certain nombre de membres du collectif, Monsieur BOZONNET et Madame DUFOIX qui en charge de ce dossier, font un travail remarquable, avec beaucoup d'énergie. On a entendu un certain nombre de problématiques, qui d'ailleurs n'avaient jamais été traitées auparavant. Il y a des gens qui ont dit « *on comprend, on voit, ok, merci de nous expliquer* ». Des gens pensent que les habitants, là, vont devenir tous des voleurs et des assassins. Vous-même, Monsieur le Maire, vous jouez un rôle très précieux pour déconstruire ces représentations-là. Évidemment qu'il y aura des efforts en termes de sécurité et de protection, comme il y aura des efforts en matière d'éducation. Nous mobilisons 3,7 millions d'euros de crédit pour réussir cela. Nous sollicitons l'Europe, nous sollicitons les crédits d'État. Ils sont tous au rendez-vous.

Si nous ne sortons pas ce village de transition, ce bidonville restera. Alors, on peut vouloir attendre le mois de septembre, la rentrée scolaire. Moi, je vais vous dire une chose : les habitants de ces quartiers, et même certaines familles qui sont là, quand parfois j'y passe et ils me disent « *mais quand est-ce que ça bouge ?* », eh bien j'ai pris un engagement, et ma résolution, elle est totale pour essayer d'agir face à la question des bidonvilles dans notre Ville comme celle des squats. La critique est facile, l'action est difficile, mais il faut bien la mener. Chacun son rôle, chacun sa responsabilité. Mais je vous assure : si vous nous proposez des terrains, comme l'a fait Monsieur le Maire de Lattes, à qui j'ai dit « *on a regardé, on n'a pas trouvé* », si vous avez des solutions, si vous-même, à Murles, des propriétés, si vous avez des pistes, on prend. Mais quand je regarde ce que nous avons fait en 17 mois collectivement, grâce à votre soutien sur beaucoup de situations, je

me dis quand même qu'on a fait des efforts. Il y a eu un moment dur : les bulldozers. Justement, pour ne pas que les bulldozers reviennent, trouvons des solutions dignes.

Je vous le dis : j'espère un vote et un soutien forts sur cette mesure. J'ai entendu la position de Monsieur le Maire de Lattes, et aucun problème. Mais il s'agit quand même de demander de l'argent pour participer à l'accompagnement social de gens à qui, dans leur pays, on dénie le droit d'être des êtres humains. Nous, on va essayer de faire de notre mieux pour les insérer dans la société. C'est ça la République.

Je mets aux voix. Qui est contre, est défavorables aux sollicitations de crédits auprès de l'Union européenne là-dessus ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas de position ?

Et Monsieur SAUREL, il vote quoi ?

Isabelle MARSALA

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Il n'est pas représenté. Décidément. Un seul être vous manque et tout est dépeuplé.

Isabelle MARSALA

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Ah oui. Mais, Madame URBANI, il n'y a aucun souci. Merci à elle d'être venue.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 11 voix

Ont voté contre : Mme Florence AUBY, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Jean-Noël FOURCADE, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Bernard MODOT, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 16 : AMENAGEMENT DURABLE - OPERATION D'AMENAGEMENT SUR LA COMMUNE DE COURNONTERRAL - REALISATION DES ACCES MULTIMODAUX AUX FUTURS LYCEE ET GYMNASSE - DECLARATION D'INTENTION POUR LA CONCERTATION PREALABLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 16. Opération d'aménagement du lycée de Cournonterral. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 17 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE BAILLARGUES - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°6 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BAILLARGUES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 17. Modification du PLU de Baillargues. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 18 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE LATTES - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 18. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 19 : ATTRACTIVITE - PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION EU PROJECT INNOVATION CENTRE (EUPIC) POUR L'ANNEE 2022 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. R. CAIZERGUES.

M. G. BALAZUN sort de séance (avec le pouvoir de M. L. JAOUL).

Monsieur le Président

Affaire 19. Plateforme de promotion des vins auprès de Chengdu, la Ville jumelle de Montpellier. Même vote ? Même vote. Merci.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Stéphane CHAMPAY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 20 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CELLULE ÉCONOMIQUE REGIONALE DE LA CONSTRUCTION EN OCCITANIE (CERC OCCITANIE) POUR L'OBSERVATOIRE DU FONCIER ET DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE DE MONTPELLIER ET DE SON TERRITOIRE URBAIN - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. PATERNOT quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme V. NEGRET (les pouvoirs de Mme C. MANTION et M. M. REYNAUD donnés à M. B. PATERNOT sont annulés).

M. J-L. SAVY quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de Mme M-D. PARPILLON donné à M. J-L. SAVY est annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la cellule économique régionale de construction en Occitanie pour suivre les observations de l'immobilier. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui refuse de prendre part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 21 : ATTRACTIVITE - ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF DE L'HOTEL FRENCH TECH - MISE A DISPOSITION AUPRES DES PARTENAIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 21. Mise à disposition de l'espace numérique collaboratif à l'Hôtel French Tech. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 22 : ATTRACTIVITE - AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET SERVICES PETROLIERS SCHLUMBERGER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 22. Soutien à Schlumberger. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 8 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 23 : SOLIDARITES - CONSEILS CITOYENS - ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ. Soutien aux conseils citoyens, que nous réunirons pour présenter les projets ANRU, sur lesquels on va travailler sur les sujets d'urbanisme transitoire. Allez-y, Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ

On a renouvelé les conseils citoyens, on en a déjà parlé en Conseil l'année dernière, selon la procédure suivante – vous savez que les conseils citoyens sont obligatoires par la loi dans les quartiers politique de la ville. On a demandé aux personnes qui en étaient membres si elles souhaitaient renouveler leur mandat ou non. Pour les postes laissés vacants, on a lancé un appel à candidatures, avec communication y compris dans les boîtes aux lettres des habitants de ces quartiers. Il nous manquait 17 personnes que nous avons tirées au sort. Il s'agit maintenant de les installer officiellement et de les faire travailler, en sachant que nous travaillons actuellement sur le cahier des charges pour qu'un accompagnement soit fourni à ces conseils citoyens pour qu'ils puissent remplir pleinement leur rôle.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 24 : SOLIDARITES - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE"

Monsieur le Président

Affaire 24. Réhabilitation de logements. Y a-t-il des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 25 : SOLIDARITES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU, FIGUEROLLES, NORD ECUSSE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25. Opération Programme d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), rue du Courreau. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 26 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION DE DEVELOPPEMENT DU CENTRE DE RESSOURCES DE L'ÉCOLOTHÈQUE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE (DSDEN) DE L'HERAULT - RENOUVELLEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 26. Convention de partenariat entre l'écolothèque et l'Éducation nationale. Y a-t-il des questions auprès de Roger CAIZERGUES ? On fêtera l'anniversaire de l'écolothèque au mois de juillet. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 27 : RESSOURCES - ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (AC) AUX COMMUNES - MONTANTS PRÉVISIONNELS 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 27. Attributions de compensation (AC) aux communes. Montants prévisionnels 2022. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 28 : RESSOURCES - DEFINITION DU CADRE DE GESTION ACTIVE DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - EXERCICE 2022 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 28. Définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole. Y a-t-il des questions ? J'ai juste une remarque à faire. On a levé un emprunt auprès de la NEF, une structure très importante de l'économie sociale et solidaire, modalités de financement, et je voudrais saluer Monsieur CALVAT, toutes les équipes qui ont fait cela. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Il faut quand même dire les choses bien.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 29 : RESSOURCES - CONTRAT D'EMPRUNT AUPRES DE LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA STATION D'EPURATION MAERA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29. Contrat d'emprunt auprès de la Banque européenne d'investissement pour le financement de la station d'épuration Maera. Allez-y, racontez-nous. C'est à taux 0 ? Non.

Renaud CALVAT

C'est un emprunt à des taux extrêmement intéressants, mais surtout, la Banque européenne d'investissement ne prête que lorsque le projet est extrêmement vertueux, et quand la collectivité a une gestion très saine. Sinon la Banque européenne ne prête pas. C'est bien sur deux tableaux : on a des taux extrêmement bas et en plus ça indique que le projet est parfaitement vertueux. C'est un montant important, 80 millions.

Monsieur le Président

Vas-y René [REVOL].

René REVOL

Ce qui souligne la qualité de la gestion de l'assainissement.

Monsieur le Président

Et de sa Métropole. Merci beaucoup. Et comme quoi, l'Europe... Allez. Affaire 29. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 30 : RESSOURCES - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) EUROMEDECINE II - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 30. ZAC Euromédecine II. Qui s'abstient ? Contre ? Refus de prendre part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 31 : RESSOURCES - DEBAT PORTANT SUR LES GARANTIES ACCORDEES AUX AGENTS EN MATIERE DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

M. G. BALAZUN entre en séance (avec le pouvoir de M. L. JAOUL).

Monsieur le Président

Affaire 31. C'est une obligation légale, d'ouvrir un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? J'en dirai un mot juste pour indiquer que c'est la prise en charge par la part employeur de la santé et de la prévoyance, qui est un sujet important pour nos agents, surtout avec le coût des mutuelles qui augmente, près de 10 % annoncés cette année. Dans le cadre des discussions sociales – et dont je salue l'implication de Monsieur RAYMOND – nous mettons cela à l'agenda social que nous avons avec les organisations sociales. Nous avons une date, qui est 2025, sur santé et prévoyance. Le souhait, c'est quand même de pouvoir commencer les premières négociations et la mise en œuvre dans les 12 à 14 prochains mois, en tout cas qu'on commence à ça, et qu'on fasse une trajectoire. C'est un geste important pour l'ensemble des agents de la Collectivité sur le volet santé et sur le volet protection sociale. Dans la discussion, identifier si ce sont des contrats collectifs, prises en charge individuelles, sur la protection santé, et d'autre part sur la question de la prévoyance. Ce sera un débat à avoir avec les organisations syndicales, parce qu'il y a déjà des agents qui sont couverts. Mais le souhait c'est quand même d'aller un petit peu plus vite que la loi nous l'impose, en tout cas que ce sujet soit aussi pour le statut des agents. Voilà les orientations, Joël [RAYMOND], sur lesquelles nous souhaitons travailler. C'est une prise d'acte des orientations, que tous les élus, les Maires partagent, puisque ça va arriver dans tous les Conseils municipaux.

Le Conseil prend acte de la tenue du débat.

AFFAIRE N° 32 : RESSOURCES - ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL A 1607H - JOURS DE COMPENSATION ACCORDES DANS LE CADRE DE CYCLES DE TRAVAIL CONTRAINTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n°32. Il s'agit des 1 607 heures et du compte rendu du dialogue social qui s'est tenu sur une discussion qui n'était pas simple. Je rappelle que le temps de travail moyen à la Métropole était de 1 540 heures, que la loi nous demande d'appliquer les 1 607 heures. Ce n'est pas simple comme négociation, mais il y a eu un dialogue très intéressant sur les problématiques spécifiques aux agents, qui a pu se nourrir et qui préfigure ensuite la deuxième phase de discussion sur le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP). Je précise que l'ensemble des agents de la Métropole, comme à la Ville de Montpellier, ont eu une prime d'intéressement collectif de 300 euros pour accompagner cela.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non Joël [RAYMOND] c'est bon. C'est le fruit du dialogue social. Je ne cherche pas à comprendre.

Joël RAYMOND

Intervention hors micro.

Renaud CALVAT

De temps en temps, on a de la chance.

Monsieur le Président

Allez, allez, chut, chut. Ok, adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 33 : HORS COMMISSION - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33. Modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Oppositions ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 34 : CYCLES DE L'EAU - CREATION D'UNE REGIE UNIQUE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT - FIXATION DE LA DOTATION INITIALE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 34. La dotation à la future Régie. René [REVOL] ? C'est technique.

René REVOL

Comme le budget assainissement est toujours à la Métropole et que la Régie doit préparer le terrain pour l'accueil de l'assainissement des 31 communes, la Métropole fait une dotation sur le budget assainissement de 3,4 millions auprès de la Régie pour que celle-ci loue les locaux, les aménage et permette l'accueil.

J'en profite pour vous dire que les trois délibérations suivantes concernent le secteur est-ouest, où la Métropole est amenée à gérer pendant un an de manière directe en régie la facturation, et donc c'est l'une des délibérations, et les deux autres pour faire que la prestation de services qui est assurée par Saur sur ce territoire pour cette année puisse se faire selon les normes, avec un règlement et des possibilités de faire tous les branchements nécessaires. Voilà.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, René [REVOL]. Affaire 34. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 35 : CYCLES DE L'EAU - REGLEMENT DE SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - MISE A JOUR DANS LE CADRE DU PASSAGE EN REGIE SUR LES SECTEURS EST ET OUEST - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 35. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 36 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTIONS DE MANDAT RELATIVES A LA FACTURATION, AU RECOUVREMENT ET AU REVERSEMENT DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ENTRE LES FACTURIERS DE L'EAU DES COMMUNES DES SECTEURS EST ET OUEST DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 36. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 37 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION DE MANDAT AUTORISANT LA SOCIETE SAUR A FACTURER DES PRESTATIONS AU NOM ET POUR LE COMPTE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, M. Bernard TRAVIER.

AFFAIRE N° 38 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - PROGRAMME D'ANIMATIONS ET D'EVENEMENTS « CAP SUR LES SALINES 2022 » SUR LES SITES DU LIDO ET DES SALINES DE VILLENEUVE, DES ETANGS DE VIC ET DE PIERRE BLANCHE ET DE LA RESERVE NATURELLE NATIONALE DE L'ESTAGNOL - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) DU BASSIN DE THAU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38. GEMAPI. Programmation d'un certain nombre d'événements. S'il y a des questions ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 39 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS (CEN) OCCITANIE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS SUR LES SITES NATURELS PROTEGES DES SALINES DE VILLENEUVE ET DE L'ETANG DE VIC POUR L'ANNEE 2022 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39. Qui a des questions auprès de Madame NEGRET ? Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 40 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - JOURNEE MONDIALE DES ZONES HUMIDES - GALERIE EPHEMERE 2022 - MANIFESTATION ART ET NATURE - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40. Journée mondiale des zones humides. Galerie éphémère 2022. Y a-t-il des questions ? C'est super. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 41 : RESSOURCES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UGAP DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE AU SEIN DE LA REGION OCCITANIE - RENOUVELLEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT. Convention de partenariat entre la Métropole et l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) et la Région. C'est quand même pour acheter des véhicules électriques, et vu le prix de l'énergie, c'est très bien pour les finances de la Métropole en fonctionnement, et c'est sur l'informatique. Voilà. Quand on est uni, on est plus fort. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 42 : SOLIDARITES - BIEN VIEILLIR - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) DE L'HERAULT RELATIVE A LA RECEPTION ET AUX TRAITEMENTS DES APPELS DE LA TELEALARME - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. RIBOT sort de séance (avec les pouvoirs de Mmes M. BORNE et M. MASSART).

Monsieur le Président

Affaire 42. Bien vieillir. C'est la téléalarme avec nos amis pompiers qu'on ne remerciera jamais assez pour leur engagement, et qui aident auprès des personnes âgées à pouvoir prévenir en cas de besoin. Y a-t-il des questions auprès de Madame LLORET ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 43 : HORS COMMISSION - COMPOSITION DES COMMISSIONS METROPOLITAINES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 43. Les commissions. C'est dans l'envoi. Vous en avez pris connaissance. Il s'agit d'approuver les propositions qui sont arrivées. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 44 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SPL OCCITANIE EVENTS - AUGMENTATION DE CAPITAL - PARTICIPATION - AUTORISATION ACCORDEE AU REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 44. Monsieur MEUNIER. C'est pour vous donner un peu plus de mandat. Pas grand-chose, puisqu'il s'agit d'acquérir 33 actions dans le cadre de l'évolution d'Occitanie Events, pour accompagner la structure. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Renaud CALVAT, M. S. CHAMPAY, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, M. Eric PENSO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 45 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - SPL SA3M - RAPPORT SPECIAL 2020 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 45. Rapport spécial 2020 sur la Société Publique Locale (SPL) SA3M sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 46 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT SPECIAL 2020 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Sur la SERM 2020, même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 47 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - MODIFICATIONS STATUTAIRES RELATIVES A L'OBJET SOCIAL - APPROBATION

Mme C. RIBOT entre en séance (avec les pouvoirs de Mmes M. BORNE et M. MASSART).

Monsieur le Président

Affaire 47. Modification de l'objet social de la SERM. Modifications de ses statuts. Je vais en dire un mot.

Il s'agit d'étendre l'objet social de la SERM pour pouvoir davantage mettre en œuvre notre projet autour de la souveraineté énergétique, et donc le projet de cadastre solaire qui est en cours, la production des réseaux de chaleur, nous doter d'un opérateur public sur la question de l'énergie. Opérateur public, parce que nous sommes très majoritairement présents, la Ville de Montpellier et la Métropole, au sein de cette société. C'est une modification de l'objet qui va nous permettre d'accompagner ce qu'Isabelle [TOUZARD] évoquait tout à l'heure et présentera à travers le plan climat.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 48 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48. Représentations du Conseil de Métropole à la demande de Pérols. Monsieur RICO, titulaire, en remplacement de Madame CONTE-ARRANZ. Est-ce qu'il y a d'autres candidatures ? Non ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Monsieur le Président propose de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

| <i>Organismes</i> | <i>Représentations</i> |
|---|--|
| <i>Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole</i> | <i>1 élu titulaire M. Jean-Pierre RICO</i> |

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 49 : SOLIDARITES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "POLITIQUE DE LA VILLE" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49, qui est complémentaire. Ce sont les subventions « politique de la ville ». Y a-t-il des questions auprès de Madame GIMENEZ ? D'autres peut-être ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 50 : AMENAGEMENT DURABLE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LA THEMATIQUE "MOBILITES" - EXERCICE 2022 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame FRÊCHE, il s'agit des subventions « mobilités », en particulier au Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques (GIHP), qui sont une subvention importante pour un opérateur très important, le comité de liaison avec lequel vous travaillez sur l'accessibilité des transports en commun. Gros effort. L'acteur Monsieur FARRUGIA a eu des propos très élogieux dans *Midi Libre* sur Montpellier et sur tous les efforts qui étaient faits en termes d'accessibilité sur le tramway, en disant que c'était... Voilà, on sait que nous, on a beaucoup à faire, mais quand c'est bien, il faut le dire. Le Vieux biclou évidemment et Vélocité Grand Montpellier aussi. Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mathilde BORNE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Marie MASSART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

**AFFAIRE N° 51 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2022
- APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 51. Attributions de subventions pour 49 structures sportives culturelles de la Ville et la mission locale.
Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Jean-François AUDRIN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Cyril MEUNIER, M. Bernard MODOT, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Séverine SAINT-MARTIN, Mme Agnès SAURAT, M. Mikel SEBLIN, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 39 voix

Monsieur le Président

Mes chers collègues, je vous remercie pour votre présence, la qualité des débats que nous avons eus en particulier sur la ZFE. Je voudrais avoir un petit mot pour Monsieur CHALVIDAN qui dirige le Service des Assemblées – qui s'en va déjà, non – qui nous quitte parce qu'il va devenir DGS de la Commune de Saint-Mathieu-de-Trévières. Je peux vous dire que c'est une perte pour nous, parce que ça a été très précieux dans le fonctionnement du Service des Assemblées, mais c'est une évolution de carrière ô combien méritée. Je sais que de là où il est, il regardera avec grand intérêt les coopérations entre Montpellier Méditerranée Métropole et Saint-Mathieu-de-Trévières – et pas que sur le vin Monsieur PELLET. Laurent [CHALVIDAN], au nom de l'ensemble de l'Assemblée, merci beaucoup pour votre professionnalisme, votre gentillesse. Je crois que les élus, quelle que soit leur sensibilité, ont pu apprécier d'avoir un fonctionnaire impartial, soucieux de bien préciser les règles. Merci à vous. Je sais que vous avez aussi soudé une équipe et qu'elle sera en de bonnes mains. En tout cas, bonne route professionnelle et merci beaucoup.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h20.



Conseil du 25 janvier 2022
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°MD2021-566 - 20/12/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie d'emprunt contractée par la Fondation du Protestantisme pour la construction de 42 logements sociaux - Résidence Sociale "Le Carrousel" - Rue Brueys à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 319 297 € sollicité par la FONDATION DU PROTESTANTISME auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET DE CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 42 logements locatifs sociaux neufs, résidence sociale "Le Carrousel", sise 1 rue Brueys à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-567 - 20/12/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la Fondation du Protestantisme pour la construction de 27 logements sociaux - Pension de Famille "Le Carrousel" - Rue Brueys à Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 307 463 € sollicité par la FONDATION DU PROTESTANTISME auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET DES CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 27 logements locatifs sociaux neufs, Pension de Famille "Le Carrousel" sise 1 bis rue Brueys à Montpellier. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-703 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession d'une emprise de 12 m² située rue des Aigrettes commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la « SCI ORHO LES AIGRETTES », une superficie de 12 m² déclassée du domaine public, afin de permettre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, devant le cabinet médical située 1 rue des Aigrettes sur la commune de Montpellier. Cette cession sera réalisée au prix de 60€/m², conformément à l'estimation établie par France DOMAINE du 10/09/2021.

N°MD2021-733 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la cession à ACM Habitat des lots de copropriété n° 394 et n°40 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38

Objet : Le projet de constitution d'une réserve foncière dans le secteur de la Tour d'Assas a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 25/02/2021. Dans ce cadre, la Métropole a acquis auprès de l'Etat, deux lots de copropriété n°394 et n°40 de cet immeuble au prix de 52 700 €. Il convient désormais de céder ces biens, au même prix, à ACM HABITAT, bailleur social de l'immeuble et propriétaire de la majorité des appartements.

N°MD2021-867 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire - Parcelle BD 7 - Commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de Monsieur MARQUES, une convention d'occupation temporaire pour 1250 m² à extraire de la parcelle cadastrée section BD 7, située à Castries. La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée pour une durée de deux ans, moyennant le versement d'une redevance mensuelle de 300 €/ mois.

N°MD2021-879 - 09/12/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 10 logements sociaux, résidence "Les Hauts de Sigaliès", lotissement "Les Hauts de Sigaliès" à Saint Jean de Védas - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant de 1 746 508 € sollicité par la Société Anonyme d'HLM UN TOIT POUR TOUS auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Hauts de Sigaliès », à Saint Jean de Védas. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention

N°MD2021-888 - 19/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à un avenant n°1 aux lots 3, 14, 18, 19 et 20 du marché 2926T de construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché 2926T lots n°3, 14, 18, 19 et 20 avec les entreprises :

– EIFFAGE CONSTRUCTION – lot 3 installations de chantier, terrassements, gros oeuvre, charpente pour un montant de 705 888,22 € HT ;

– LANGUEDOC CHANTIER – lot 14- peintures pour un montant de 14 699, 08 € HT ;

– ENGIE AXIMA – lot 18 -plomberie, sanitaires, CVC, désenfumage pour un montant de 234 108,69 € HT ;

– ENGIE INEO – lot 19 – courants forts, courants faibles pour un montant de 246 747,09 € HT ;

– OTIS - lot 20 - ascenseurs pour un montant de 8 260,00 € HT.

L'objet de cet avenant est de modifier les montants des marchés à la suite de travaux supplémentaires devenus nécessaires en cours de réalisation du chantier.

N°MD2021-923 - 09/12/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 16 logements sociaux - Résidence ' Les Impressionnistes ' - Boulevard de la Liberté à Clapiers - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant de 2 201 953 € sollicité par ACM HABITAT, auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour financer l'acquisition de 16 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Impressionnistes », 1640 Boulevard de la Liberté à Clapiers. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie et ses contreparties par la signature d'une convention.

N°MD2021-933 - 22/11/21 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Maison de l'Architecture Occitanie Méditerranée

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE sise à Montpellier, pour un montant total de 5 500 €.

N°MD2021-937 - 22/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à la création d'une flotte de vélos métropolitaine - Contrat de sous-location précaire de l'atelier de réparation

Objet : Dans le cadre de l'opération de réparation de la flotte de vélos appartenant à la Métropole, il est proposé la signature d'un bail de sous-location d'un atelier du MIN de 200 m², dans un local commun de 400 m² du 29/05/2021 au 01/07/2021 pour un loyer de 250 € HT/semaine.

N°MD2021-967 - 09/12/21 - Direction Habitat Parcours Résidentiels

Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 10 logements sociaux, résidence ' La Galine ', 11 avenue de la Galine à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé de garantir le remboursement de la somme de 842 185,50 € représentant 75 % du prêt souscrit par la SA d'HLM 3F OCCITANIE auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « La Galine », 11 avenue de la Galine à Castelnau-le-Lez. La garantie accordée ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette garantie par la signature d'une convention.

N°MD2021-972 - 23/11/21 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant de transfert - Marché de maîtrise d'oeuvre - Cimetière métropolitain phase 1

Objet : Un avenant de transfert est conclu entre les entreprises SITETUDES et PRESENTS qui ont fusionné. Le marché de maîtrise d'œuvre est transféré à la SA PRESENT sise à Lyon. Cet avenant n'a aucun impact financier.

N°MD2021-979 - 18/11/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°M0D0072EA - Construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la commune de Laverune - Attribution

Objet : Un marché de construction d'un poste de refoulement des eaux usées sur la Commune de Laverune doit être passé avec le groupement SAUR (mandataire)/LE MARCORY (cotraitant). Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 457 625 € HT. Le délai global maximum des travaux est de 9 mois et 15 jours dont 2 mois de préparation. L'exécution du marché débute par ordre de service.

N°MD2021-1000 - 07/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Avenant numéro 1 au marché M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1 : Bâtiments Culturels

Objet : Le Conservatoire à Rayonnement Régional Candolle et la Médiathèque Fellini ne sont plus gérés par le Pôle Culture et Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole. Il convient de retirer ces établissements de la décomposition du prix global et forfaitaire pour un montant total de 1020 € HT annuel. L'avenant prendra effet au 01/01/ 2022.

N°MD2021-1004 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BR 269 - ASL Le Parc Saint Hubert - Commune de Juvignac

Objet : Il convient d'acquérir la parcelle BR 269 correspondant à la voirie du lotissement « Le Parc Saint Hubert à Juvignac, auprès de l'Association Syndicale Libre, à l'euro symbolique pour classement dans le domaine public. Le pôle et la commune ont émis un avis favorable au classement. Les frais d'acte seront à la charge de la Métropole.

N°MD2021-1008 - 23/11/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M9D0040EP - Nettoyage des engouffrements, curage et contrôle des réseaux d'eaux pluviales - Avenants n°1 aux lots 1 et 2 - Autorisations de signature

Objet : Afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché n°M9D0040EP - nettoyage des engouffrements, curage et contrôle des réseaux d'eaux pluviales pour les lots 1 et 2.

Les avenants n'entraînent aucune incidence financière sur le montant du marché initial.

N°MD2021-1010 - 22/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition du théâtre Jérôme Savary par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : Une convention est conclue avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à disposition au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole du théâtre Jérôme Savary, afin qu'y soient accueillies certaines manifestations de la programmation culturelle de la médiathèque George Sand au cours de l'année 2021. La mise à disposition est consentie à titre gracieux compte tenu de l'intérêt général.

N°MD2021-1016 - 19/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets artistiques en commémoration du centenaire de la naissance de Georges Brassens - Approbation

Objet : Il est proposé d'attribuer des subventions à 11 associations ayant présenté un dossier dans le cadre de l'appel à projets artistique en commémoration du centenaire de la naissance de Georges BRASSENS, pour un montant global de 37 300 €.

N°MD2021-1021 - 23/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire sur une partie de la parcelle cadastrée BD 7 - Commune de Castries

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole, doit entretenir et sécuriser la parcelle BD 7 lui appartenant sur la Commune de Castries. Une convention d'occupation temporaire est passée pour une durée de 2 ans à compter du 1/10/2021 jusqu'au 30/09/2022, entre Monsieur Stéphane MOULIN et Montpellier Méditerranée Métropole, pour des cultures maraîchères. La convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 468 €.

N°MD2021-1024 - 21/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société QUALTERA pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclu avec l'entreprise QUALTERA, pour l'extension de sa surface sur 15,04 m² au sein du bâtiment MIBI. La durée d'occupation de la nouvelle surface (232,35 m²) est consentie à compter du 1/11/2021 jusqu'au 30/11/2022 pour une redevance mensuelle hors taxes et hors charges de 3 273,81 €.

N°MD2021-1029 - 10/12/21 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°G1D0036CO Impression, Façonnage, Conditionnement et Livraison des supports de communication

Objet : Le marché « impression, le façonnage, le conditionnement et la livraison des supports de communication » est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2022 avec possibilité de 3 reconductions tacites :

- IMPACT IMPRIMERIE (1ère), SUPERPLAN 34 (2ème), IMPRIMERIE MARAVAL (3ème), pour le lot n° 1 – Impression numérique sans montant minimum et montant maximum de 400 000 € HT/an ;
- IMPACT IMPRIMERIE (1ère), IMPRIMERIE MARAVAL (2ème), IMPRIMERIE DE BOURG (3ème), pour le lot n° 2 – Impression offset sans montant minimum et montant maximum de 300 000 € HT/an ;
- PUBLITEX (1ère), DS IMPRESSION (2ème), pour le lot n° 3 – Impression affiches sans montant minimum et montant maximum de 200 000 € HT/an ;
- SUPERPLAN 34 (1ère), VISUAL FACTORY (2ème), NEW MEDIA FAB (3ème) pour le lot n° 4 – Impression tous supports avec un montant minimum de 15 000 € HT/an et montant maximum de 600 000 € HT/an.

N°MD2021-1032 - 19/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision modificative relative au marché M0B0063DC - Conception et réalisation d'un programme audiovisuel immersif muséographique

Objet : Il s'agit de modifier la décision n°MD2020-1011, attribuant le marché n°M0B0063DC de conception et réalisation d'un programme audiovisuel immersif muséographique à l'entreprise OPIXIDO, à la suite d'une erreur matérielle comptable relative au chapitre concernant l'imputation des dépenses liées à ce marché.

N°MD2021-1041 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BN 288 - Rue du Romarin - Commune de Clapiers

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur FALLET, la parcelle BN 288, constituant une portion de trottoir de la rue du Romarin à Clapiers. L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, les frais d'actes étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1043 - 07/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative à l'avenant n°1 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone - Lot 6 : Clôtures, portails et espaces verts - Autorisation de signature

Objet : L'avenant n°1 au marché M9D0148VD - lot 6, dont le titulaire est ID VERDE sis à Gigean, porte sur l'actualisation des quantités prévisionnelles, sur la création de prix nouveaux pour prendre en compte les sujétions nouvelles imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux et sur la modification du délai d'exécution des travaux. L'avenant n°1 au lot n°6 entraîne une modification à la baisse du montant estimatif de 73 733,15 € HT à 73 278,96 € HT (soit – 454,19 € HT) et prolonge son délai d'exécution d'un mois, portant celui-ci à 7 mois.

N°MD2021-1046 - 22/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention d'études entre la SEM TaM (agissant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole) et RTE - Réseau de Transport d'Électricité pour la réalisation du dévoiement de la ligne 63 kV "Castelnau - Quatre Seigneurs" dans le cadre des travaux de la 5ème ligne de tramway de Montpellier

Objet : La société RTE (Réseau de Transport d'Électricité) et TaM signent une convention d'études en vue du dévoiement de la ligne 63kV Castelnau - Quatre Seigneurs (secteur entre les giratoires Pr. Louis Malassy et Agropolis) dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway.

N°MD2021-1049 - 18/11/21 - Direction de la Santé et de la Prévention

Décision relative à la mise en place d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) relatif aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail

Objet : Il s'agit de la mise en place d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale relatif aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail

N°MD2021-1051 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à la SCI MONTAVI de locaux commerciaux situés sur les parcelles cadastrées AI 68 et AI 73 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '

Objet : Dans le cadre de l'opération d'aménagement Ode à la Mer I, six propriétaires de locaux commerciaux ont attaqué la légalité de la délibération d'approbation du SCoT. Dans le cadre de la médiation administrative initiée par le Tribunal administratif de Montpellier, des accords ont été trouvés avec cinq propriétaires pour l'acquisition de leur propriété, lesdits propriétaires s'engageant au désistement du recours contre la délibération. Un acte notarié a d'ores et déjà été signé le 19/02/2021 avec la SCI Foncière XV, en vue de l'acquisition de la parcelle AI 69 d'une superficie cadastrale de 3053 m² supportant un local commercial de 1000 m² au prix de 650 000 €. Il est proposé de mettre en œuvre les accords issus de la médiation administrative avec les quatre autres propriétaires pour un montant total de 3 797 500 € toutes indemnités confondues.

Un accord a été trouvé avec la SCI MONTAVI, pour l'acquisition au prix de 2 042 500 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux occupés d'une superficie totale de 2150 m², sur les parcelles AI 68 et AI 73 d'une superficie cadastrale respective de 3389 m² et de 3755 m² situées avenue du Languedoc à Pérols.

N°MD2021-1053 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à la SCI LE BUREAU de locaux commerciaux situés sur la parcelle cadastrée AI 67 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '

Objet : Dans le cadre de la même affaire, un accord a été trouvé avec la SCI LE BUREAU pour l'acquisition au prix de 910 000 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux occupés en partie par bail commercial, d'une superficie totale de 1020 m² représentant les 500/1000èmes des parties communes de la copropriété Les Galines, sur la parcelle AI 67 d'une superficie cadastrale de 4907 m² située avenue du Languedoc à Pérols.

N°MD2021-1054 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à la SCI ASSINIE de locaux commerciaux situés sur la parcelle cadastrée AI 67 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '

Objet : Dans le cadre de la même affaire, un accord a été trouvé avec la SCI ASSINIE pour l'acquisition au prix de 570 000 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux occupés d'une superficie de 600 m² représentant les 500/1000èmes des parties communes de la copropriété Les Galines, sur la parcelle AI 67 d'une superficie cadastrale de 4907 m² située avenue du Languedoc à Pérols.

N°MD2021-1055 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition à Madame Christiane BALMES de locaux commerciaux situés sur la parcelle cadastrée AI 58 sur la Commune de Pérols dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté ' Ode à la Mer - acte II '

Objet : Dans le cadre de la même affaire, un accord a été trouvé avec Madame Christiane BALMES, pour l'acquisition au prix de 275 000 € toutes indemnités confondues, de locaux commerciaux occupés d'une superficie de 213,20 m² représentant les lots 1, 2 et 257 de la copropriété Espace commercial Humbert et les 809/9865èmes de parties communes de cette copropriété, sur la parcelle cadastrée AI 58 sur la commune de Pérols.

N°MD2021-1056 - 23/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BV 467 - Chemin de Parre-Loup - Commune de Saint Jean de Vedas

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame SOUCHON et Monsieur TOUITOU, la parcelle BV 467 d'une superficie de 37 m², située Chemin de Parre-loup sur la Commune de Saint Jean de Vedas. La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu, à savoir de la voirie. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1058 - 23/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles BM 155, BM 156 et BM 157 - Chemin des Loriots - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur OUTHABONG les parcelles BM 155 (96 m²), BM 156 (13 m²) et BM 157 (34 m²), situées Chemin des Loriots sur la Commune de Castelnau-le-Lez. La transaction est consentie au prix de 50 €/m² soit un montant total de 7 150 €. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1061 - 02/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'achat de boîtes de stationnement sécurisé pour vélos - Autorisation

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole va se doter d'un service de stationnement sécurisé pour les vélos des particuliers afin de lutter contre le vol et encourager au report modal. Cette décision consacre la première phase d'achat de matériel à savoir 10 boîtes Cigogne et 30 boîtes Cover auprès de la structure ALTINNOVA, via la Centrale d'Achat du Transport Public, pour un montant de 650k € HT.

N°MD2021-1063 - 19/11/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions au titre de l'année 2022, pour le site archéologique Lattara - musée Henri Prades

Objet : En raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités et de restauration des biens meubles et immeubles du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de l'établissement dans son développement.

N°MD2021-1064 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105279-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2105279-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7/10/2021 par un agent de la Métropole tendant à obtenir réparation pour préjudice subi en raison de la décision du 7/04/2021 du non renouvellement de son contrat à durée déterminée et du recours abusif par Montpellier Méditerranée Métropole à des contrats à durée déterminée pour son recrutement.

N°MD2021-1067 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles AE n°4p, 6p, 8p et 12p, sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La Métropole acquiert auprès du GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE (GFA) BONNEFOND une emprise de 12 689 m² au prix de 40 605 €, majoré d'une indemnité de remploi de 9 264 € ainsi que d'une indemnité de 61 297,98 € TTC correspondant à la réalisation par le propriétaire d'aménagement rendus nécessaires par les travaux menés par la Métropole et notamment le remplacement de la clôture anti-nuisibles.

N°MD2021-1071 - 07/12/21 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°201902929T2009 - Cimetière métropolitain - Travaux du lot B1 - Terrassement, fondations, gros œuvre - Autorisation de signature

Objet : La SA3M signe un avenant n°1, avec le titulaire DARVER, du marché n° 201902929T2009 relatif aux travaux du lot B1 « Terrassement, fondations, gros œuvre ; dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont » sur la commune de Montpellier. Le montant de l'avenant n°1 est de 47 262,65 €HT portant le nouveau montant du marché à 1 662 252,65 €HT (soit une augmentation de 2.93%).

N°MD2021-1072 - 07/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative aux demandes de subventions auprès de l'Etat, de la DRAC Occitanie et de la Région Occitanie pour les acquisitions, la mise en œuvre des programmes de conservation préventive et de restaurations des œuvres ainsi que pour la programmation 2022 du musée Fabre de Montpellier - Approbation

Objet : Il s'agit de demandes de subventions 2022 auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'Etat et de la Région Occitanie pour, d'une part, la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2022, l'édition des catalogues, le programme d'action culturelle et éducative, la gestion des collections, et d'autre part, pour l'acquisition d'œuvres ainsi que la mise en œuvre des programmes de conservation préventive et de restauration d'œuvres du musée Fabre.

N°MD2021-1074 - 18/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°M1C0045MG passé avec l'UGAP pour la vérification périodique des installations électriques et de sécurité incendie des bâtiments gérés par la Métropole

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole autorise le principe de passer des commandes à l'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS pour un montant estimé des commandes de 200 000 € pour la totalité du marché pour les années 2021 à 2025 dans la cadre d'un marché n° M1C0045MG de vérification périodique des installations électriques et de sécurité incendie des bâtiments gérés par la Métropole.

N°MD2021-1078 - 18/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un petit train routier vétuste composé d'une locomotive de marque CPIL Akva et de trois wagons de marque Mobile Sea - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un petit train routier composé d'une locomotive de marque CPIL Akval et de trois wagons de marque Mobile Sea à l'Hôtel des ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-1081 - 23/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'un ancien chemin - Lieudit les Moulières - ZAC du Castellet - Commune de Clapiers

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait et prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 788 m² en nature d'ancien chemin sur la Commune de Clapiers, avant de pouvoir la céder. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

N°MD2021-1083 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au transfert d'office valant classement dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH 233 et AH 231 - Commune de Prades-le-Lez

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole décide le transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH235, AH 233 et AH 231, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, Commune de Prades-le-Lez.

N°MD2021-1086 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition des parcelles RB n°36 et 43, sises commune de Montpellier - Constitution de réserves foncières sur le secteur de Sud Zénith

Objet : Dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour l'implantation du dépôt de tram de Grammont, les consorts GAUTIER ont donné leur accord pour vendre à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles RB n°36 et 43, sises Commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale totale de 21 075 m² moyennant le prix total de 632 250 €, correspondant à l'évaluation des services de France DOMAINE.

N°MD2021-1088 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature d'un avenant à la convention de la mise à disposition de la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) au profit de l'Unité ' Recherche Assistance Intervention Dissuasion ' - Immeuble dénommé ' Agropolis Museum - Montpellier

Objet : L'Unité Recherche Assistance Intervention Dissuasion (RAID) souhaite effectuer temporairement l'entraînement du personnel du RAID 34, sur le site Agropolis Museum à Montpellier dans des conditions et à des dates compatibles avec l'autorisation déjà octroyée à la TaM, à raison de 1 à 2 séances par mois. Montpellier Méditerranée Métropole consent avec l'accord de la TaM, un avenant à la convention d'occupation temporaire, sur la parcelle AI 77, à titre gratuit, d'une durée de 6 mois compter de la signature des parties.

N°MD2021-1089 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Résiliation bail rural - Christophe SABATIER"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier tendant à la résiliation du bail rural à long terme de la parcelle cadastrée BB n°72 sise à Clapiers, signé le 18/12/2012 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au profit de Monsieur Christophe SABATIER et ce, pour défaut d'entretien et d'exploitation.

N°MD2021-1090 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Résiliation bail rural - Madame Claude MARAVAL - Monsieur Michel DUPUY"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier pour résiliation du bail rural à long terme signé entre Madame Claude MARAVAL et Monsieur Michel DUPUY et la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernant la mise à disposition de la parcelle cadastrée C 417 sise sur la Commune de Teyran et ce, pour défaut d'entretien et d'exploitation.

N°MD2021-1091 - 22/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour la reprise des plateformes des lignes 1, 3 et 4 de tramway de Montpellier

Objet : Le marché de maîtrise d'œuvre pour la reprise des plateformes de tramway 1,3 et 4 a été attribué à l'entreprise SAFEGE pour un montant de 294 465 € HT et pour une durée de 5 ans.

N°MD2021-1092 - 07/12/21 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 201902929 T2014 lot B 6 - Cimetière métropolitain : revêtements de sols souples - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la SA3M à signer l'avenant n°1 au marché n° 201902929 T2014 relatif aux travaux du lot B 6 : revêtements de sols souples afin d'intégrer les travaux supplémentaires liés au dédoublement des vestiaires du personnel. Le montant de l'avenant n°1 est de 218 € HT portant le nouveau montant du marché à 18 493 € HT.

N°MD2021-1093 - 07/12/21 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant n°1 marché n° 201902929 T2017 - Lot B9 - Cimetière métropolitain : génie électrique - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le mandataire SA3M à signer l'avenant n°1 au marché n° 201902929 T2017 relatif au lot B9 : génie électrique, afin d'intégrer les travaux supplémentaires liés au dédoublement des vestiaires du personnel. Le montant de l'avenant n°1 est de 303,11 € HT portant le nouveau montant du marché à 72 729,26 € HT.

N°MD2021-1094 - 07/12/21 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à un avenant de transfert n°1 au marché n°201902929 T1902 - Lot 2 : Cimetière métropolitain: aménagements paysagers - Autorisation de signature

Objet : L'avenant au marché n° 201902929T1902, lot n°2 « Aménagements paysagers » acte le transfert des prestations du marché à l'entreprise SERPE ayant absorbé le titulaire. L'avenant est sans incidence financière sur le marché.

N°MD2021-1095 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété "LA SARL LA GRANDE BRASSERIE" - Lots de copropriété 940-942-945- Commune de Montpellier - Parcelle HM 487 - 66, rue du jeu de ballon

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SARL LA GRANDE BRASSERIE, portant sur un local commercial loué avec réserves, constituant les lots 940-942-945 de la copropriété Le Triangle 66 rue du Jeu de Ballon à Montpellier, cadastrée section HM 487. Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 1 000 000 € frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

N°MD2021-1096 - 22/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché travaux anticipés réseaux n°8.423 dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Un avenant n°1 ayant pour objet des modifications du programme initial et la régulation de prix nouveaux notifiés en cours de travaux est signé avec le groupement SCAM TP (mandataire)/SOGEA SUD/EUROVIA. Le montant de l'avenant est de 469 539,52 € HT portant ainsi le montant du marché initial établi avec à 2 743 298, 42 € HT.

N°MD2021-1097 - 17/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la signature du protocole d'indemnisation du fermier des parcelles AE n°4 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La Métropole acquiert auprès du GFA BONNEFOND une emprise de 12 689 m² loué à l'EARL BONNEFOND ET FILS. Il convient d'indemniser le locataire évincé pour un montant de 45 499 €. Cette indemnité d'éviction sera majorée d'une indemnité de 77 508 € TTC correspondant à la réalisation par l'exploitant du déplacement du réseau d'irrigation présent sur les emprises à acquérir par la Métropole.

N°MD2021-1098 - 01/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision modificative de la décision MD2021-386 relative à un groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Energies pour la création et la mise en place d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques et hybrides sur les bâtiments et infrastructures de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Une réévaluation conséquente des besoins concernant Montpellier Méditerranée Métropole nécessite de modifier la décision n° MD 2021-386 du 22/04/2021 afin de changer le montant pour la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires sur les bâtiments et infrastructures de l'EPCI. Le nouveau montant est estimé à 2 000 000 € HT pour une durée de 24 mois.

N°MD2021-1101 - 23/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle AB 631 - Propriété de Monsieur AGUILAR - Boulevard des Moures - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Claude AGUILAR, la parcelle cadastrée AB 631 d'une superficie de 31 m², située boulevard des Moures à Villeneuve-lès-Maguelone, en vue de son intégration au domaine public métropolitain. La parcelle est déjà aménagée en voirie. La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

N°MD2021-1103 - 22/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à la signature de la convention pour un accompagnement dans le cadre du programme Innovations Territoriales et Logistique Urbaine Durable (InTerLUD) - Autorisation de signature

Objet : Avec la mise en place de la Zone à Faibles Émissions pour les professionnels en 2022, et face au souhait de ces professionnels d'être accompagnés et de mieux connaître les flux de la logistique urbaine, il est proposé de signer la convention InTerLUD qui permettra de faire financer ces actions à hauteur de 30 000 €, et d'apporter une expertise à la Métropole sur ces thématiques.

N°MD2021-1106 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la vente de deux parcelles au profit des époux Perrineau - rue de la Frigoule - Commune de JACOU

Objet : Il s'agit de la cession de deux emprises pour une superficie totale de 41 m², désaffectées et déclassées du domaine public aux riverains, rue de la Frigoule sur la Commune de Jacou. La vente est consentie au prix de 55 €/m² soit une recette pour la Métropole de 2 255 € pour 41 m². Les frais d'acte sont à la charge de l'acquéreur.

N°MD2021-1110 - 19/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une tondeuse autoportée économiquement non réparable de marque Gianni Ferrari immatriculée EF-068-YP

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Commune de Saint-Brès une tondeuse autoportée économiquement non réparable de marque Gianni Ferrari. Le prix de cession est fixé à l'euro, symbolique compte tenu de l'origine du matériel et de son état général.

N°MD2021-1111 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°21MA04248 CAA - Société Orange"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU près la Cour Administrative d'Appel de Marseille à la suite de la Décision du Conseil d'Etat du 22/10/2021 :

- annulant l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°18MA03226 du 24/12/2020 qui a rejeté l'appel formé par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1603853 du 31/05/2018 qui a annulé les titres exécutoires des 12/12/2014 et 11/12/2015 émis au titre d'occupations temporaires du domaine public ;

- renvoyant l'affaire devant cette même Cour Administrative d'Appel.

N°MD2021-1113 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105532-8 TA - Abdelhamed AMEUR"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître PHELIP Avocat à la suite du dépôt de la requête n°2105532-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18/10/2021 par Monsieur Abdelhamed AMEUR tendant à la désignation d'un expert judiciaire à la suite d'une chute dont il a été victime sur la voie publique sise rue Lantisargues à Montpellier.

N°MD2021-1114 - 23/11/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition de la parcelle DV 630 - avenue des Près d'Arènes Commune de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir, à l'euro symbolique auprès de la SCCV PARC DES ARENES, la parcelle cadastrée DV 630 d'une emprise de 11 m², permettant l'élargissement du trottoir avenue des Près d'Arènes sur la Commune de Montpellier.

N°MD2021-1115 - 07/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à disposition d'espaces au Centre Culturel Béranger de Frérol et l'autorisation d'occupation du domaine public communal - Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention 2022/2026 avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à disposition à titre gracieux d'espaces au Centre Culturel Béranger de Frérol et l'autorisation d'occupation du domaine public communal.

N°MD2021-1116 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2105076-3 et n°2105078-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt par un agent de Montpellier Méditerranée Métropole de :

- la requête n°2105076-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28/09/2021 sollicitant l'annulation de la décision du 28 juillet 2021 plaçant l'agent en disponibilité d'office pour raison de santé ;
- la requête n°2105078-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28/09/2021 sollicitant l'annulation de la décision du 14/12/2020 plaçant l'agent en congé de maladie non imputable au service à compter

28/04/2018 et fixant une date de consolidation au 27/04/2018.

N°MD2021-1117 - 23/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché M0D0085DM Fournitures, pose et maintenance d'équipements de signalisation directionnelle

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du marché M0D0085DM « Fournitures, pose et maintenance d'équipements de signalisation directionnelle » aux entreprises :

- Lot 1 : SUD OUEST SIGNALISATION avec les sous-traitants déclarés DELTA TP SERVICE et AXIMUM (sise à Marssac), pour 2 120 000,00 € HT maximum pour la période initiale et chaque période de reconduction ;

- Lot 2 : AXIMUM – Etablissement Montpellier – (sise à Vendargues), pour 1 000 000,00 € HT maximum pour la période initiale et chaque période de reconduction.

N°MD2021-1119 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105103-5 TA - Zoubir MESLI"

Objet : Dans le cadre de la requête n°2105103-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29/09/2021 par Monsieur Zoubir MESLI contre l'arrêt préfectoral n° 2021-I-931 du 29/04/2021 portant modification de la déclaration d'utilité publique du projet de la ligne n°5 du tramway et emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole, la défense de la Métropole est confiée au cabinet d'avocats CGCB ET ASSOCIES.

N°MD2021-1120 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Assignment Tribunal Judiciaire - Consorts BEDOS-MENICHETTI"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU à la suite à l'assignation devant le Tribunal Judiciaire à la demande des consorts BEDOS-MENICHETTI tendant à dire que le chemin partant rue de Salaison et aboutissant en impasse devant leur maison située sur les parcelles cadastrées AW 27 et 28 sises sur la Commune de Castelnau-le-Lez est une voie privée.

N°MD2021-1122 - 22/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°2 au marché 3712MG15 Acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs

Objet : Un avenant n°2 au marché « acquisition, livraison et maintenance de photocopieurs » est passé avec le titulaire, la société CANON FAC-SIMILE GRAND SUD afin d'augmenter le montant initial du marché de 10% en raison de l'augmentation du nombre d'impressions couleurs. L'avenant n°2 a une incidence financière de 15 200 € HT.

N°MD2021-1123 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2103999-4 TA - AYAD Fatiha"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2103999-4 le 28/07/2021 par Madame AYAD Fatiha tendant à obtenir réparation du préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime le 21/09/2017 sur le trottoir au 131 avenue de Lodève à Montpellier.

N°MD2021-1125 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision relative au contrat d'assurance Déplacements professionnels - AIG n°4900912- Avenant de modification des conditions particulières

Objet : La compagnie d'assurance AIG propose une refonte du contrat Individuel Accident – Déplacement de la Métropole. L'ancienne police d'assurance datant de 2001, le but est d'actualiser le contrat en tenant compte des avenants effectués au cours des années sans surcoût. Ce contrat couvre principalement les frais médicaux des agents et diverses prestations d'assistance lors des déplacements professionnels à l'étranger. La prime est calculée sur une base de 15 personnes chaque année.

N°MD2021-1126 - 26/11/21 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres

Objet : Une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour objet la passation d'un marché de prestations d'hébergement, développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres, est conclue. La Métropole est désignée en tant que

coordonnateur du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

N°MD2021-1128 - 01/12/21 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0D0046EP - RM5 commune de Cournonsec - Lot 2 - Autorisation de signature

Objet : Un avenant n°1 au lot n° 2 du marché n°M0D0046EP « RM5 Commune de Cournonsec » est conclu pour permettre la création de prix nouveaux suite à des problèmes techniques et de réalisation. Le montant de l'avenant est de 16 213, 67 € H.T.

N°MD2021-1129 - 18/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CASSC des agents de la Métropole - Salle de convivialité bâtiment Junon

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec le CASSC, pour une durée de deux jours du 22 au 23/11/2021. La convention porte sur une partie de la salle de Convivialité située en rez-de-chaussée de l'immeuble Junon, propriété de la Métropole, Place Zeus à Montpellier. Le local sera utilisé par le CASSC dans le cadre d'une opération d'intérêt général visant à sensibiliser les agents sur l'utilisation des tasses plutôt que des gobelets plastiques ou jetable et la distribution de mugs aux agents. En raison de son objet et du but poursuivi, la convention d'occupation précaire est consentie à titre gracieux.

N°MD2021-1130 - 18/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Icemed - locaux au 515 rue A. Nobel à Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICEMED signent un avenant n°1 au contrat de location du 17/02/2021 concernant les locaux loués au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. : L'avenant n°1 modifie l'article 2 « Désignation » du contrat initial en ajoutant un espace supplémentaire pour le stockage d'environ 46,60 m² ainsi qu'un espace aveugle d'environ 13,30 m². L'avenant modifie l'article 5 « Loyer » : le nouveau loyer annuel est de 7 652,80 € HT, soit 9 183,36 € TTC par an.

N°MD2021-1132 - 01/12/21 - Pôle Proximité Espaces Publics

Décision relative à avenant n°1 à la convention de transfert de MAÎTRISE D'OUVRAGE pour la réalisation de la voie verte V70 entre les communes de Saint-Geniès-des-Mourgues, Entre-Vignes et Boisseron

Objet : Il est proposé un avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la suite du prolongement de l'emprise du projet. La participation financière de la Métropole sera réévaluée à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération.

N°MD2021-1136 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'acquisition aux consorts DURAND de la parcelle cadastrée SD 49 située avenue du Mondial 98 à Montpellier

Objet : A l'occasion des études pour l'aménagement des abords du collège dans le quartier Port Marianne, il est apparu que la parcelle cadastrée SD 49 d'une superficie de 52 m² constituant une emprise de l'avenue du Mondial 98 était une propriété des consorts DURAND. Dans le cadre de sa compétence en matière de voirie, Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de cette emprise foncière au prix de 10 €/m², soit 520 €.

N°MD2021-1138 - 22/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°2 au marché Assistance foncière n°8.824.010 dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway

Objet : Un avenant n°2 est signé pour prendre en compte le transfert des droits et obligations du co-traitant SCET au mandataire SETIS. Ce transfert fait suite à une forte décroissance de l'activité foncière de SCET réduisant la disponibilité du personnel apte à réaliser la bonne exécution du contrat. Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le marché.

N°MD2021-1139 - 07/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre graphique de François-Xavier Fabre (1766-1837), Sainte Famille (recto) et Archer (verso)

Objet : La FONDATION D'ENTREPRISE du MUSEE FABRE fait don à titre gracieux d'une œuvre graphique de François-Xavier FABRE (1766-1837), Sainte Famille (recto) et Archer (verso) d'une valeur de 2 816 € à Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1140 - 07/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de dix lettres autographes du peintre montpelliérain Frédéric Bazille (1841-1870)

Objet : La FONDATION D'ENTREPRISE du MUSEE FABRE fait don à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole, de dix lettres autographes de Frédéric BAZILLE (1841-1870) d'une valeur globale de 15 275 €.

N°MD2021-1141 - 13/12/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n°M9D0117DS - Réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des Sports René-Bougnol - Lots n° 1, 3 et 5 - Avenants

Objet : Dans le cadre de l'exécution du marché n° M9D0117DS « réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des sports René-Bougnol » et à la suite du dépôt du permis de construire modificatif, il convient d'intégrer un certain nombre de travaux supplémentaires pour faire face aux besoins requis. Ainsi, il est conclu un avenant n°3 au lot n°1 d'un montant de 23 249, 71 € HT, un avenant n°1 au lot 3 d'un montant de 10 599 € HT, un avenant n°1 au lot 5 d'un montant de 19 236, 24 €.

N°MD2021-1145 - 23/11/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M9D0140EP de maintenance et d'entretien des installations d'éclairage public de la Métropole - Avenants de transfert de CITELUM SA à CITELUM France - Lots 1, 3 et 5 - Autorisations de signature

Objet : La société CITELUM SA est titulaire des lots 1, 3 et 5 du marché M9D0140EP de maintenance et d'entretien des installations d'éclairage public de la Métropole. A la suite d'une opération de cession d'activités, des avenants de transfert pour ces lots sont nécessaires afin d'acter le transfert du marché entre de la société CITELUM SA à la société CITELUM France (92 Paris La Défense) à compter du 31 décembre 2021. Les avenants n'entraînent aucune incidence financière.

N°MD2021-1146 - 02/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution des marchés 'Ouvrages d'arts de franchissement de la Valette (OA9), de la Lironde (OA10) et du Lez (OA11) 8M452/453 ' dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché « Ouvrages d'arts de franchissement de la Valette (OA9), de la Lironde (OA10) et du Lez (OA11) » dans le cadre de la 5ème ligne de tramway est conclu pour :
- Lot 1 : Ouvrage d'art de franchissement de la Valette (OA9) et de la Lironde (OA10): avec le groupement BOUYGUES TP (mandataire) / SPIE BATIGNOLLES FONDATIONS sise à Aix en Provence avec un montant de 4 110 657,77 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif ;
- Lot 2 : Ouvrage d'art de franchissement du Lez (OA11) : avec le groupement EIFFAGE GC (mandataire) / BERTHOLD sise à Castelnau-le-Lez avec un montant de 3 199 077,63 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif.

N°MD2021-1147 - 02/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution du marché "Construction d'un bassin d'orage Place Voie Domitienne" n°8.451 dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Le marché 8.451 « construction d'un bassin d'orage Place Voie Domitienne » dans le cadre de la 5ème ligne de tramway est conclu avec l'entreprise RAZEL BEC sise à Saint Jean de Védas, pour un montant de 2 992 835,50 € HT et pour une durée de 12 mois, à compter de la date de notification.

N°MD2021-1148 - 02/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'attribution des marchés ' Services d'assurances Responsabilité Civile (RC) et Tous Risques Chantier (TRC) OT 8.84B/C ' dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Il est proposé d'attribuer la signature des marchés 8.84B/8.84C portant sur :
- Lot 1 : Responsabilité Civile : avec le groupement GRAS SAVOYE (courtier) / MSIG sise à Marseille avec une prime d'un montant de 194 060 € TTC et une franchise en dommages matériels / immatériels consécutifs de 10 000 € / sinistre (néant en corporel) pour la durée du marché, soit 4 ans ;

- Lot 2 : Tous Risques Chantier : avec le groupement DIOT MEDITERRANEE (courtier) / ALBINGIA sise à Marseille avec une prime d'un montant de 391 876,34 € correspondant à une LCI de 19,9M € et une franchise de 50 000 €, pour la durée du marché, soit 4 ans.

N°MD2021-1149 - 22/11/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°1 au marché Travaux Feeders Lot 1 n°8.427.029 dans le cadre de la ligne 5 de tramway

Objet : Un avenant n°1 est signé avec le groupement EHTP (mandataire) / TTPR Services / SPIE BATIGNOLLES MALET ayant pour objet des modifications du programme initial et la régulation de prix nouveaux notifiés en cours de travaux. Le montant de l'avenant est de 222 409,64 € HT.

N°MD2021-1155 - 02/12/21 - Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets

Décision relative au marché n°M1B0069VD - Actions d'animations auprès des élèves des écoles de Montpellier Méditerranée Métropole afin de les sensibiliser à la démarche de réduction des déchets - Lots 1, 2, 3 et 4 - Attributions

Objet : Les action d'animations du marché n°M1B0069VD sont réparties en 4 lots :

- Lot 1 : Animations « J'apprends à trier mes déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier, pour un montant maximum de 11 000 € HT ;

- Lot 2 : Animations « Je réduis mes déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier, pour un montant maximum de 9 000 € HT ;

- Lot 3 : Animations « Comment composter mes déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier, pour un montant maximum de 8 000 € HT ;

- Lot 4 : Ateliers « Mon gouter zéro déchets » à l'Association APIEU Territoire de Montpellier, pour un montant maximum de 12 000 € HT.

La durée de chacun des 4 lots et de 12 mois à compter de la notification du lot concerné.

N°MD2021-1157 - 21/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la jeune entreprise SOWIT pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Il s'agit d'une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise SOWIT pour l'occupation d'une surface de 22,00 m² au sein du MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 30/11/2024 et pour une redevance mensuelle HT et HC de 290,18 € conformément au tarif applicable.

N°MD2021-1158 - 23/11/21 - Direction des Finances

Décision relative à la signature d'un avenant n°2 de l'Emprunt n°16277 de 115 millions d'euros auprès de la Société Générale

Objet : Il s'agit de l'autorisation de signature d'un avenant n°2 au contrat d'emprunt auprès de la Société Générale à hauteur de 115 millions € qui remplace l'EONIA par un nouvel indice « RFR », à savoir le taux €STR ajusté à hauteur de 0.085% conformément à la recommandation de la Banque Centrale Européenne du 31/05/2019.

N°MD2021-1159 - 09/12/21 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant n°2 - Convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Bouygues Télécom

Objet : Le 1/01/2017, la Métropole a, par convention, mis à disposition de BOUYGUES TELECOM des infrastructures de communications électroniques. Aujourd'hui la stratégie commerciale de BOUYGUES TELECOM a évolué et une partie de ses activités sont assurés par de nouveaux opérateurs à savoir NEXLOOP FRANCE et CITYFAST. Ces derniers se sont rapprochés de la Métropole afin d'établir une convention de mise à disposition propre à leurs besoins.

N°MD2021-1160 - 02/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété CUADRADO DEPAULE - Villa - Parcelle BT 11 - 2 rue du Pergasan - Commune de Juvignac

Objet : Il s'agit d'une préemption à l'occasion de la vente par Monsieur Jean CUADRADO et Madame Marie-Louise DEPAULE, d'une villa avec terrain, située 2 rue du Pergasan à Juvignac, cadastrée section BT 11, au prix de 600 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de la réalisation du projet Med Vallée.

N°MD2021-1161 - 14/12/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un avenant n°1 à la convention de co-maîtrise d'ouvrage - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement du faubourg de Figuerolles - Cité GELY - Commune de Montpellier

Objet : Une convention entre la Métropole et la Régie des Eaux a été conclue le 20/09/2017. Le présent avenant a pour objet la modification du coût initial estimé de l'opération suite à l'ajout de prestations supplémentaires et de la modification de la clause de l'article 6.3 de la convention initiale en contradiction avec son annexe 3.

N°MD2021-1162 - 19/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une balayeuse de marque Mathieu n°15793 identifiée BAL 4 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une balayeuse Mathieu modèle YNC n°15793 identifiée BAL 4 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-1165 - 22/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une balayeuse de marque Mathieu identifiée BAL 8 techniquement réparable mais économiquement irréparable

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède la balayeuse de marque Mathieu type Ravo 540 n° 15 429 identifié BAL 8, techniquement réparable mais économiquement irréparable, à la mutuelle SMACL Assurances. Le montant de la cession est de 3 340€.

N°MD2021-1169 - 09/12/21 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de l'autorisation de signature d'un contrat d'emprunt auprès de la banque ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS à hauteur de 10 millions € pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 24 mois indexée sur la moyenne des Euribors 3 mois + marge de 0.40%, puis une phase de consolidation de 25 ans indexée sur Euribor 3 mois + marge 0.17%.

N°MD2021-1172 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de 3 mois à compter du 1/12/2021 et jusqu'au 28/02/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 907,31 € conformément au tarif applicable.

N°MD2021-1173 - 23/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une demande de permis de construire concernant des travaux sur le Domaine de la Condamine - 1372b rue des Marels à Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser pour Montpellier Méditerranée Métropole le dépôt d'une demande de permis de construire concernant les travaux programmés sur le Domaine de la Condamine situé au 1372b rue des Marels à Montpellier, sur la parcelle cadastrée RI0004 à Montpellier,

N°MD2021-1174 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ODESYO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société ODESYO pour une période de 6 mois à compter du 1/12/2021 et jusqu'au 31/05/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 104,41 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 584,94 € conformément au tarif applicable.

N°MD2021-1175 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public est conclu avec la société POLIGMA pour une période de 6 mois à compter du 1/12/2021 et jusqu'au 31/05/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société pour la surface de 31,26 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 474,53 € conformément au tarif applicable.

N°MD2021-1176 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°M1B0102MG - Étude de programmation architecturale pour les pôles territoriaux auprès de l'UGAP - Autorisation de signature

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole passe commande d'une étude de programmation architecturale pour les pôles territoriaux à l'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS pour un montant estimé des commandes de 65 000 € HT et pour une durée d'un an.

N°MD2021-1178 - 22/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Rebuilding Center (MRBC) - Locaux Chemin de Mazes - Commune du Crès

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec l'Association MONTPELLIER REBUILDING CENTER. La convention porte sur des locaux relevant du domaine privé de la Métropole situés sur la Commune du Crès, Chemin des Mazes, lieu-dit le « Maquet ». La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 6 ans à compter de la signature, non renouvelable. La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance trimestrielle de 150 € TTC.

N°MD2021-1179 - 22/11/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Lezprit Requite - Locaux Chemin de Mazes - Commune du Crès

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec l'Association LEZPRIT REQUIPE sise à Montpellier. La convention porte sur une partie des locaux relevant du domaine privé de la Métropole situés sur la Commune du Crès, Chemin des Mazes, lieu-dit le « Maquet ». La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 6 ans à compter de la signature, non renouvelable, moyennant une redevance trimestrielle de 150 € TTC.

N°MD2021-1180 - 09/12/21 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt éthique et durable de 4 millions d'euros auprès de la société financière de la NEF

Objet : Un contrat d'emprunt est signé auprès de la SOCIETE FINANCIERE DE LA NEF à hauteur de 4 millions € pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 24 mois, puis une phase de consolidation 18 ans, toutes les deux à taux fixe de 0.80%.

N°MD2021-1181 - 09/12/21 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros auprès du CREDIT AGRICOLE CIB

Objet : Un contrat d'emprunt est signé auprès du CREDIT AGRICOLE CIB à hauteur de 20 millions € pour financer les investissements de la Métropole. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 24 mois, revolving, puis une phase de consolidation de 25 ans, toutes les deux indexées sur Euribor 3 mois flooré à zéro + marge 0.19%.

N°MD2021-1182 - 09/12/21 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt de 18 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

Objet : Un contrat d'emprunt est signé auprès de la CAISSE D'EPARGNE DU LANGUEDOC ROUSSILLON à hauteur de 18 millions € pour financer les investissements de la Métropole de Montpellier. Le contrat comporte une phase de mobilisation de 24 mois (non revolving), puis une phase de consolidation de 25 ans, toutes les deux à taux fixe. Ce taux fixe maximum est plafonné à 1.10%. La validation définitive du taux fixe est réalisée lors du « top » de l'opération qui intervient entre l'emprunteur et le prêteur sur la base d'une actualisation le jour du « top ».

N°MD2021-1184 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eau au profit de la société BRL dans le cadre de la réhabilitation de la déchetterie de la Villeneuve-les-Maguelone – Parcelle cadastrée BB 244

Objet : Dans le cadre de la réhabilitation de la déchetterie de la Commune de Villeneuve-les-Maguelone, il est proposé de constituer avec la société BRL une servitude de passage d'une canalisation d'eau brute sur la parcelle cadastrée BB 244 d'une emprise d'environ 105 mètres linéaires sur 4 mètre de largeur.

N°MD2021-1185 - 02/12/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Décision relative au marché n°M1D0068EP - Travaux de création d'un cheminement modes doux situé entre Saint Génies des Mourgues et Saint Brès - Attribution de marché

Objet : Le marché subséquent n°M1D0068EP « travaux de création d'un cheminement doux situé entre Saint Génies des Mourgues et Saint-Brès » est attribué à l'entreprise EIFFAGE sise à Saint Jean de Védas, pour son offre variante d'un montant de 129 866.78 € HT et pour un délai d'exécution de 45 jours calendaires auquel s'ajoute 30 jours calendaires de préparation.

N°MD2021-1188 - 10/12/21 - Direction Transition Énergétique et Ecologique

Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de contrats d'audits énergétiques et octroi de subventions pour financer le reste à charge de l'audit (copropriétés du Guichet Unique).

N°MD2021-1189 - 14/12/21 - Direction des Sports

Décision relative au marché n° M1B0078DS - Conduite, maintenance et exploitation du traitement d'eau des bassins du Parc Gérard-Bruyère de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il convient d'attribuer le marché n° M1B0078DS au groupement VEOLIA EAU – COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX / SERPE, sis à Baillargues, pour un montant global et forfaitaire de 85 891,00 € HT, et des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, avec un montant maximum annuel de 89 000,00 € HT. incluant le prix global et forfaitaire et les prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de sept mois.

N°MD2021-1190 - 07/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la demande de subvention auprès du Centre national du livre dans le cadre de la participation du réseau des médiathèques à la manifestation littéraire ' partir en livre 2022.

Objet : Il s'agit d'autoriser la demande de subvention auprès du Centre National du Livre pour la manifestation partir en livre 2022.

N°MD2021-1192 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°M1B0107MG - Acquisition et livraison de papier photocopieur auprès de l'UGAP - Autorisation de signature

Objet : Montpellier méditerranée Métropole passe commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition et la livraison de papier photocopieur. Le montant estimatif est 50 000 € HT, pour une période de 8 mois à compter de la date exécutoire de la présente décision.

N°MD2021-1193 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société J&M BUILDING dans le Quartier Eurêka à Castelnau-le-Lez

Objet : La candidature de la société J&M BUILDING est agréée en vue de l'acquisition du lot 3D de 2 480 m² dans le Quartier Eurêka, pour la construction du siège social de la société SYNOX (intégrateur et éditeur de plateforme IoT). La société prévoit un effectif de 60 personnes à 3 ans.

N°MD2021-1194 - 09/12/21 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt vert de 10 millions d'euros auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement partiel d'achat de matériel roulant.

Objet : Il s'agit d'autoriser de signature d'un contrat d'emprunt vert auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 10 millions € pour financer les investissements de la Métropole, notamment l'achat de matériel roulant. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 1 an et 11 mois indexée sur €ster + marge de 0.75%, puis une phase de consolidation de 25 ans et 1 mois au taux fixe de 1.09%.

N°MD2021-1195 - 09/12/21 - Direction des Finances

Décision relative à un Emprunt vert de 8 millions d'euros auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement partiel du Schéma hydraulique du Verdanson.

Objet : Il s'agit d'autoriser de signature d'un contrat d'emprunt vert auprès de la BANQUE POSTALE à hauteur de 8 millions € pour financer les investissements de la Métropole, notamment le financement partiel du schéma hydraulique du Verdanson. Le contrat comporte une phase de mobilisation revolving de 1 an et 11 mois indexée sur €ster + marge de 0.75%, puis une phase de consolidation de 25 ans et 1 mois au taux fixe de 1.09%.

N°MD2021-1198 - 07/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché M1C0051DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de François-André Vincent (1746 - 1816), Arria et Paetus, vers 1787.

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole fait l'acquisition d'une œuvre de François-André VINCENT (1746 - 1816), Arria et Paetus, vers 1787, d'une valeur totale de 150 000 €.

N°MD2021-1199 - 13/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'attribution du marché M1D0053DC - enlèvement des tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1

Objet : Un marché de prestation de service d'enlèvement de tags et graffitis sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole lot 1 - enlèvement des tags et graffitis sur les bâtiments et équipements est attribué à DECAP EXPRESS sis à Meyzieu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et d'un montant maximum de 240 000 € HT. Le lot 2 est déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

N°MD2021-1200 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelle cadastrée AZ 11 lieudit Lous Castagnes - Commune de Vendargues

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité auprès de l'Etat, de la parcelle cadastrée AZ 11 d'une superficie de 2945 m², située lieudit Lous Castagnes sur la Commune de Vendargues. Le prix d'acquisition est de 30 000 €. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

N°MD2021-1201 - 13/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la convention de prestation de services de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion des archives

Objet : La convention de prestation de service de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, initiée en 2009, arrive à son terme et doit être renouvelée, pour la gestion des archives pour une durée d'un an renouvelable deux fois.

N°MD2021-1203 - 15/12/21 - Direction Appui Technique aux Territoires

Marché n°M1B0098EP - Maîtrise d'oeuvre - Réhabilitation d'ouvrage d'art et d'exploitation sous chantier du pont Liberté / 8 mai à Montpellier - Attribution du marché

Objet : Ce marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation d'ouvrage d'art et d'exploitation sous chantier du pont Liberté / 8 mai à Montpellier est attribué au groupement SEDOA / PRESENTS, dont SEDOA pour un montant de 49 710.00 € HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 24 mois.

N°MD2021-1204 - 07/12/21 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Il s'agit de renouveler la mise à disposition, auprès de la Métropole, d'un agent territorial principal de 2ème classe de la Ville, spécialisé des Ecoles Maternelles, à compter du 1/07/2021 pour une durée d'un an.

N°MD2021-1205 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels

Objet : La candidature de la société ID SOLUTIONS est agréée en vue de la location des lots CS 0.7 / 0.8 / 0.9 / 0.11 de 152 m² pour une période de 7,5 mois avec la possibilité de prolonger le bail de 6 mois supplémentaires dans l'immeuble Cap Sigma. ID SOLUTIONS est un laboratoire de recherche spécialisé dans le diagnostic humain. Elle prévoit un effectif total de 45 personnes à 3 ans.

N°MD2021-1206 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CLAVIS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société CLAVIS est agréée en vue de la location du lot B03 de 52,50 m² dans le VEAS Hannibal pour une période de 36 mois. Son activité est la formation continue pour adultes. La société prévoit un effectif de 5 personnes à 3 ans.

N°MD2021-1207 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ALCEDIAG (et ses filiales SKILLCELL, VOGO et TRONICO) dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société ALCEDIAG est agréée en vue de la location des lots CG 0.3 et CG 0.4 de 158,85 m² dans l'immeuble Cap Gamma pour une période de 36 mois. Son activité est le diagnostic et la R&D. La société prévoit un effectif de 15 personnes à 3 ans.

N°MD2021-1208 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2105811-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2105811-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3/11/2021 par un agent de la Métropole contre la décision implicite née le 19/09/2021 du silence gardé au recours gracieux déposé par cet agent, ensemble la décision du 30/06/2021 relative à une mutation dans l'intérêt du service.

N°MD2021-1209 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de trois emprises - allée Henri II de Montmorency & boulevard d'Antigone - Commune de Montpellier

Objet : Il est proposé de prononcer le déclassement du domaine public de deux emprises de 8 m² et 61 m² situées allée Henri II de Montmorency et une emprise de 85 m² située boulevard d'Antigone à Montpellier, accessoires de voirie autour du bâtiment de l'INSEE, afin de pouvoir les aliéner.

N°MD2021-1210 - 06/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des lots de copropriété de la SCPI PF Grand Paris, situés 145 rue de l'Acropole - Commune de Montpellier

Objet : Par décision du Président en date du 24/02/2021, il a été décidé de consigner la somme de 830 655,44 €, correspondant au prix d'acquisition de la propriété de la SCPI PF GRAND PARIS de lots de copropriété n° 256 à 263 et 266 à 268 à usage de locaux professionnels et de parkings situés 145 rue de l'Acropole, cadastrés section HI 398, un obstacle à la vente empêchant de signer l'acte authentique. A ce jour, l'acte a pu être signé, il convient donc de déconsigner cette somme au compte ouvert au nom de Maître BONNARY Notaire chargé d'établir l'acte.

N°MD2021-1212 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha et une extension de 36 m² - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01/04/2017 conclue avec la société VAONIS pour une période de 3 mois, soit du 01/01/2022 jusqu'au 31/03/2022 ainsi que l'extension d'une surface de 36 m² au 01/12/2021. La redevance mensuelle HT et HC à payer par ladite société est de 2 490,92 € conformément au tarif applicable.

N°MD2021-1213 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 01/10/2011, conclue avec la société IMAGEAU pour une période d'1 mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31/01/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU, pour la surface totale de 102,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises Cap alpha, s'élève à 1 335,51 € conformément au tarif applicable à ce jour.

N°MD2021-1214 - - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention entre le Secrétariat Général de la Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne (SG PFUE) et le musée Fabre - Passe culturel offert aux chefs de délégations pendant la présidence française de l'Union Européenne en 2022

Objet : La France présidera le Conseil de l'Union européenne du 1/01 au 30/06/2022. Afin d'assurer la coordination administrative et le pilotage des manifestations qui seront organisées, le Gouvernement a décidé, de créer un secrétariat général de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (SG PFUE), placé sous l'autorité du Premier ministre. Le SG PFUE a proposé à la Présidence de la République et au cabinet du Premier ministre d'offrir un pass culturel aux chefs d'État ou de Gouvernement et ministres européens se rendant en France au cours de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Sans se substituer aux traditionnels cadeaux protocolaires, il les complètera, offrant ainsi à ces hôtes un « moment culturel » en leur permettant de visiter, dans un cadre privilégié, un grand établissement culturel français. En raison de son rayonnement exceptionnel et de sa capacité à accueillir ces personnalités de premier rang, le musée Fabre Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité s'associer à cette ambition en devenant l'un des partenaires de cette offre.

N°MD2021-1215 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Scouts et Guides de France - Locaux Domaine de Viviers à Jacou

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire avec l'association SCOUTS ET GUIDES DE France. Le bail concerne des locaux appartenant à la Métropole et situés Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003 à Jacou. La surface totale des locaux loués est d'environ 113 m². Le bail précaire prendra effet à sa signature et arrivera à terme le 31/12/2022. L'association SCOUTS ET GUIDE DE FRANCE étant reconnue d'utilité publique, tenant compte des actions menées et du fait que les regroupements sont ouverts à d'autres associations de scoutisme, le bail précaire est consenti à titre gratuit.

N°MD2021-1216 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Incare - Locaux au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCARE signent un avenant n°1 au contrat de location concernant les locaux loués au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier, modifie l'estimation de la surface louée qui est de 69 m². Le nouveau montant du loyer pour le premier semestre de la location est de 2 070 € HT. Le montant du loyer pour le second semestre de la location est de 2 415 euros HT, TVA au taux de 20% en vigueur en sus, soit un montant total de 2 898 euros TTC. Le montant du loyer annuel à partir du premier anniversaire du contrat est de 5 520 €.

N°MD2021-1217 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'autorisation de passer des commandes auprès de l'UGAP pour un marché n°M1B0112MG - Travaux de mise en sécurité des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à passer des commandes auprès de l'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS pour un montant estimé des commandes de 80 000 € HT par an à compter de l'acte exécutoire jusqu'au 31/12/2025, numéro de marché M1B0112MG.

N°MD2021-1218 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société VIVALIGNE dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels

Objet : La candidature de la société VIVALIGNE est agréée en vue de la location dans l'immeuble Cap Gamma. Déjà locataire du lot 2.7 de 98 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot. Elle a pour activité la fabrication en sous-traitance et la commercialisation de produits de soin, de santé et de bien-être. L'entreprise projette un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

N°MD2021-1220 - 07/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et création d'une voirie provisoire dans le cadre de la réalisation de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France

Objet : Dans le cadre de la réalisation de l'extension de la Ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France, une convention d'occupation précaire et temporaire doit être conclue entre la SA3M et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux de dévoiement de réseaux d'eau et la création d'une

voirie provisoire rendue nécessaire pour assurer les mouvements tournants depuis la route de Vauguières vers le boulevard Pénélope, en passant par les parcelles SL 107 et SL 145, propriétés de SA3M.

N°MD2021-1221 - 09/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société IOTOOLS dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société IOTOOLS est agréée en vue de la location du lot B06 de 73,13 m² dans le VEAS Hannibal pour une période de 36 mois. Son activité est la conception de capteurs pour systèmes pneumatiques camions et poids lourds. La société prévoit un effectif de 13 personnes à 3 ans.

N°MD2021-1224 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1B0103MG - Expérimentation d'un vitrage innovant et étude d'impact sur le siège de la Métropole

Objet : Le marché n°M1B0103MG "Expérimentation d'un vitrage innovant et étude d'impact sur le siège de la Métropole" est attribué à la société IMMOBLADE – LES INGENIEURS DU SOLEIL pour un montant des commandes de 63 540 € HT, pour une durée de 14 mois.

N°MD2021-1226 - 21/12/21 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de l'Ecolothèque à Saint Jean de Védas

Objet : Les travaux envisagés sur le site de l'Ecolothèque exigent le dépôt d'une demande de permis de construire auprès des services compétents.

N°MD2021-1228 - 14/12/21 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de servitude et autorisation d'occupation et de faire les travaux

Objet : Un avenant n°1 à la convention de servitude et autorisation d'occupation et de faire les travaux doit être signé entre la Métropole et le fonds de dotation du conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie. La modification porte sur la période de réalisation des travaux pour limiter l'impact sur la faune et la flore du site.

N°MD2021-1231 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de prestation de services réciproque entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion et la maintenance du parc de matériel roulant - Renouvellement - Approbation - Autorisation de Signature

Objet : La première convention s'achevant au 31/12/2021, il apparaît nécessaire de la reconduire de manière provisoire dans la perspective de la finalisation de la mise en œuvre de la nouvelle organisation mutualisée entre la Métropole et la Ville de Montpellier. Sa durée est à cet effet fixée à 6 mois à compter de sa signature avec possibilité de reconduction de manière tacite par période de 2 mois, dans la limite de 3 reconductions.

N°MD2021-1234 - 16/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative à l'avenant n°6 au marché n°2.583 de mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la ligne 2 de tramway

Objet : Le marché n°2.583 « mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la ligne 2 de tramway et de 150 abris du réseau bus associé » a été attribué à la société CLEAR CHANNEL par délibération n°6700 du 19/09/2005. Il convient d'autoriser la signature de l'avenant n°6 ayant pour objet d'acter le non déploiement des 5 mobiliers urbains d'affichage numérique de 2 m² initialement prévus dans le cadre de l'avenant n°4 et de prolonger la durée du marché de 3 ans, soit jusqu'au 31/12/2024. Le montant de l'avenant n°6 comprend le versement par CLEAR CHANNEL de la redevance annuelle à la Métropole de 220 000 € HT pour 3 années supplémentaires: 2022, 2023 et 2024.

N°MD2021-1236 - 10/12/21 - Direction des Mobilités

Décision relative au marché n°M1D0001DM de contrôle de la qualité de service des transports urbains et des parcs de stationnement de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre à bons de commande mono-attributaire sans montant minimum ni maximum n°M1D0001DM, lots 1 et 2 à l'entreprise TRYOM sise à Lanester. Ces marchés concernent les prestations de contrôle de la qualité de service des transports urbains (lot 1) et des parcs de stationnement (lot 2) de Montpellier Méditerranée Métropole, par la réalisation d'enquêtes de terrain de type "client-mystère".

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat pour un an avec possibilité de 3 reconduction tacite d'un an.

N°MD2021-1237 - 06/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions au titre de l'année 2021 et 2022, pour le Programme Cités de l'emploi - Labellisation de Montpellier Méditerranée Métropole

Objet : Pour faire face à la situation dégradée de l'emploi dans les quartiers politique de la ville (QPV) l'État étend en 2021 le programme « Cités de l'emploi » à 60 nouveaux territoires. Le territoire montpelliérain a été retenu afin de mettre en œuvre un plan d'actions couvrant les 12 QPV de la Ville. A ce titre, une feuille de route a été élaborée conjointement par l'Etat et la Métropole. Elle permet d'obtenir une enveloppe de 100 000 € de l'Etat par Cité de l'Emploi et par an pour une durée de 2 ans avec un abondement attendu de la collectivité partenaire. La décision autorise la Métropole à demander cette subvention.

N°MD2021-1239 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°458156 Conseil d'Etat - UNPI 34"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP D'AVOCATS LYON-CAEN ET THIRIEZ devant le Conseil d'Etat à la suite du dépôt de la requête n°458156 le 3/11/2021 par l'UNPI 34 contre le décret 2021-1144 du 02/09/2021 fixant le périmètre du territoire de la Métropole de Montpellier concerné par la mise en place du dispositif d'encadrement des loyers.

N°MD2021-1251 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un poids-lourd vétuste de marque Renault immatriculé CA-438-VJ - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un poids-lourd de marque Renault à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-1253 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle Berlingo immatriculé 572-ACT-34 - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën modèle Berlingo à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N°MD2021-1254 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CN-589-AG - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CN-589-AG à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier. Le prix de la cession résultera de la mise aux enchères.

N°MD2021-1255 - 13/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste et de son épaveuse de marque Renault Ergos immatriculé EF-031-YB - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un tracteur et son épaveuse, de marque Renault Ergos, à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la mise aux enchères.

N°MD2021-1261 - 21/12/21 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NUMALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NUMALIS pour une période de 6 mois à compter du 1/01/2022 et jusqu'au 30/06/2022. A compter de cette date, la redevance mensuelle HT et HC à payer par la société NUMALIS pour la surface totale de 92,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 407,49 € conformément au tarif applicable.

N°MD2021-1263 - 18/12/21 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2106269-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée au cabinet d'Avocats "MB AVOCATS" à la suite du dépôt de la requête n°2106263-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26/11/2021 par un agent contractuel de la Métropole contre la décision implicite de rejet née

le 29/09/2021 du recours gracieux réceptionné le 29/07/2021 sur une décision expresse de rejet du 17/06/2021 d'une demande indemnitaire préalable.

N°MD2021-1266 - 15/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la commune de Montpellier sur les parcelles SA 248 ET 250

Objet : Il s'agit du retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Montpellier sur les parcelles cadastrées SA 248 et 250, à l'occasion de l'aliénation d'un lot de volume portant sur l'immeuble situé Place Ernest Granier à Montpellier, propriété d'IMEFA 116, afin de permettre l'acquisition de ce bien par la Métropole et loger ses services aujourd'hui installés dans des immeubles en location.

N°MD2021-1268 - 15/12/21 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété IMEFA CENT SEIZE - Immeuble de bureaux avec places de parking - Parcelles SA 248 et 250 - Place Ernest Granier - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par IMEFA CENT SEIZE, d'un immeuble de bureaux formant la totalité du Volume 4 et dans le Volume n°1, les lots 1034 - 1035 - 1036 - 1057 - 1058 - 1059 - 1060 - 1061 - 1062 - 1063 - 1064 - 1065 - 1066 - 1067 - 1068 - 1069 - 1070 - 1071 - 1076 - 1077 à usage de stationnement situés place Ernest Granier à Montpellier, cadastrés section SA 248 et 250 au prix de 9 127 000 € majoré de la somme de 101 450 € de régularisation de TVA et de 328 572 € de commission d'agence. L'acquisition de ce bien est nécessaire dans le cadre de la stratégie immobilière menée par la Collectivité, poursuivant en priorité l'objectif de maîtrise foncière des biens immobiliers qui répondent à ses propres besoins.

N°MD2021-1270 - 18/12/21 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'une remorque vétuste immatriculé GB-459-LD et son broyeur à végétaux vétuste - Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une remorque de marque Nicolas ainsi que son broyeur de végétaux à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.